

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
Secrétariat aux affaires autochtones
Programme 4, élément 2

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

1. La ventilation des budgets 1990-1991 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et des dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones
2. Liste des négociations qui ont présentement lieu entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones et détails quant à l'objet des négociations - échéancier
3. Détails des sommes investies par le gouvernement du Québec dans les communautés autochtones au niveau du développement communautaire, économique et socio-culturel pour 1989-1990 et 1990-1991
4. Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande pour 1989-1990 et 1990-1991
5. Liste du personnel du Secrétariat aux affaires autochtones, leur fonction respective en 1990-1991 et leur date d'entrée en fonctions
6. Noms et salaires du personnel cadre et hors-cadre du Secrétariat aux affaires autochtones au 31 mars 1991

Concernant la crise autochtone de l'été 1990

7. Du 11 juillet au 27 septembre 1990, quelle a été, pour chacune des rencontres, la liste des sujets qui ont été amenés par les négociations, en indiquant:
 - a) les sujets amenés par les négociateurs gouvernementaux
 - b) les sujets amenés par les représentants mohawks
 - c) les sujets qui ont fait l'objet de négociation?

Depuis le 27 septembre jusqu'à ce jour, combien y a-t-il eu de rencontres entre les représentants mohawks et ceux du gouvernement en indiquant pour chacune de ces rencontres:

- a) les dates des rencontres
 - b) les sujets à l'ordre du jour
 - c) le nom des représentants gouvernementaux
 - d) le nom des représentants des Mohawks?
8. Pour chacune des journées de négociation entre le 11 juillet et le 27 septembre 1990, quels étaient les noms:
 - a) des négociateurs, représentants, leaders et leaders spirituels mohawks
 - b) des négociateurs du gouvernement du Québec
 - c) des négociateurs du gouvernement du Canada?

Concernant chacun des négociateurs du gouvernement, quels ont été:

- a) les honoraires versés
- b) les autres frais en spécifiant la nature des dépenses (hôtels, repas, etc.)?

Concernant les négociations qui se sont tenues tant à Dorval qu'à Oka, quels ont été pour chacune des journées de négociation:

- a) le coût de location des locaux
- b) l'endroit où se sont déroulées les négociations
- c) les autres dépenses afférentes à ces négociations à part celles reliées personnellement aux négociateurs?

9. Combien y a-t-il eu de rencontres entre le gouvernement du Québec et les Mohawks, du 11 mars 1990 au 11 juillet 1990, en indiquant pour chacune de ces rencontres:

- a) le nom, la fonction et le mandat des personnes présentes représentant le gouvernement
- b) le nom, la fonction et le mandat des personnes présentes représentant les Mohawks?

10. Quels ont été les coûts supplémentaires occasionnés par la crise pour chacun des ministères du gouvernement québécois en indiquant la nature de chacune de ces dépenses?

11. Quels ont été les coûts occasionnés par la présence des 24 observateurs de la Fédération internationale des droits de l'homme, en incluant les rapports produits par ces observateurs et en indiquant:

- a) le nom et le titre de chacun des observateurs
- b) leur assignation respective au moment de leur présence
- c) les frais versés à chacun?

1. La ventilation des budgets 1990-1991 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et des dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones

Voir documents annexés

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
Secrétariat aux affaires autochtones

Ventilation des budgets 1990-1991

Fonctionnement - Personnel

1-	Traitements	1 195 700 \$
2-	Autres rémunérations	396 700 \$

1 592 400 \$

Fonctionnement - Autres dépenses

3-	Communications: frais de voyage, publications gouvernementales, réunions, frais de représentations	538 200 \$
4-	Services professionnels: traduction, réceptions, pigistes, contractuels, impression, etc.	322 400 \$
5-	Entretien et réparation du matériel de bureau	10 500 \$
6-	Location: photocopieur, télécopieur	4 200 \$
7-	Fournitures et approvisionnement: articles et matériel de bureau	47 100 \$
11-	Autres dépenses	1 000 \$

923 400 \$

Capital - Autres dépenses

8-	Équipement de bureautique	16 400 \$
----	---------------------------	-----------

Transfert

10-	Transfert	789 700 \$
-----	-----------	------------

TOTAL:

3 321 900 \$

1991-03-22

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**

22 mars 1991

Dépenses de transfert de 1990-1991 (789 700 \$)

CDC: 39 950 \$ - CDE: 60 000 \$ - CDSC: 100 000 \$ - SOUTIEN: 589 750 \$

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison
90-10-30	2918-11-01	100 000.	SOUTIEN	Alliance autochtone du Québec Inc., fonctionnement
90-06-04	1710-11-02	5 000.	CDC	Almorco Sports Inc., participation de 57 athlètes mohawks au "North American Indigenous Games", Alberta, du 30 juin au 6 juillet 1990
90-04-10	2976-11-04	10 000.	SOUTIEN	Assemblée des Premières Nations, "Symposium national sur l'autonomie gouvernementale"
90-09-14	2918-11-09	20 000.	SOUTIEN	Association des Métis et Indiens hors réserve du Québec Inc., fonctionnement
90-06-13	1710-11-02	3 000.	CDC	Atikamekw-Sipi, participation de jeunes atikamekw aux Jeux autochtones nords-américains
90-07-03	1710-11-02	2 000.	CDSC	Centre d'Amitié Autochtone de Montréal, 9 ^e festival culturel autochtone
90-09-14	1710-11-02	1 700.	CDSC	Centre d'Amitié Autochtone de Québec, aide pour la tenue du Festival du cuir
90-07-03	1710-11-02	600.	CDSC	Centre d'Amitié Autochtone La Tuque, Semaine culturelle autochtone "Tokwakin" ou l'été indien -18 au 23 septembre 1990
90-05-04	1710-11-02	590.	CDSC	Centre d'Entraide autochtone de Val d'Or, participation d'artistes autochtones au Salon du livre régional de Val d'Or
90-07-16	1710-11-02	1 000.	CDC	Centre d'Entraide autochtone de Val d'Or, tournoi de balle molle à Val d'Or, du 26 au 29 juillet 1990
90-05-29	1710-11-02	5 000.	SOUTIEN	Centre d'études et de recherches nordique de l'Université McGill, publication des actes de la conférence 1989

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	2
90-04-23	1710-11-02	3 000.	CDSC	Centre indien cri de Chibougamau, semaine de sensibilisation à la culture autochtone	
90-04-18	1710-11-02	200.	CDC	Chisasibi Beavers Club, voyage-échange - équipe de hockey atome de Chisasibi et équipe de hockey d'Allemagne de l'Ouest	
90-05-18	1710-11-02	1 200.	CDSC	Club 4H Saint-Charles de Bellechasse, frais de transport des Amérindiens pour l'activité "Printemps des Premières Nations"	
90-07-06	1710-11-02	5 000.	CDE	Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre du Conseil algonquin de l'Ouest du Québec	
90-07-06	1710-11-02	2 000.	CDSC	Comité Festival-Art algonquin 1990, organisation du festival du 2 au 7 août 1990	
CT-accepté	1710-11-02	16 000.	SOUTIEN	Conférence circumpolaire inuit, loyer à Kuujjuaq - CT-172554	
90-08-27	1710-11-02	1 000.	CDE	Conseil Abitibiwinni, Pikogan, aide financière pour aider à défrayer le salaire de deux étudiants pour un projet d'accueil touristique	
90-11-28	1710-11-02	10 000.	CDE	Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, projet d'étude de faisabilité pour création d'un centre de rencontre et de formation	
90-10-11	2919-12-06	8 000.	SOUTIEN	Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, traduction simultanée dans le cadre de la Commission sur la Constitution algonquine	
90-08-09	1710-11-02	5 000.	CDE	Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, participation au congrès de l'Union internationale des instituts de recherches forestières	
Demande CT	2919-20-01 (15)	50 000.	SOUTIEN	Conseil Attikamek-Montagnais, fonctionnement des négociations - décision du Conseil des ministres 86-221	
90-05-04	1710-11-02	800.	CDC	Conseil de bande de La Romaine, tournoi de volley-ball de Sept-Iles du 27 au 29 avril 1990	
90-04-10	1710-11-02	500.	CDC	Conseil de bande de La Romaine, frais de voyage de l'équipe de hockey "Les Castors"	
CT accepté	1710-11-02	18 000.	CDE	Conseil de bande de Mashteuiatsh, fonctionnement du groupe de travail sur le développement et la création d'un CAMO	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	3
90-04-27	1710-11-02	600.	CDC	Conseil de bande de Natashquan, participation de deux équipes de volley-ball au tournoi de Sept-Iles, du 27 au 29 avril 1990	
90-04-10	1710-11-02	1 050.	CDC	Conseil de bande de Natashquan, tournoi de hockey amérindien de Roberval	
90-04-24	1710-11-02	500.	CDC	Conseil de bande de Pakua Shipi, participation d'une équipe de hockey au tournoi de Roberval	
90-05-22	1710-11-02	5 000.	SOUTIEN	Conseil de bande de Restigouche, aide au développement et à la promotion de la culture micmac	
90-05-30	1710-11-02	2 000.	CDC	Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak, activités sociales et culturelles lors du Pow-wow du 10 juin 1990	
90-07-19	1710-11-02	5 000.	CDE	Conseil de la nation atikamekw, participation au congrès de l'Union internationale des instituts de recherches forestières	
CT-accepté	1710-11-02	30 000.	SOUTIEN	Conseil des Algonquins de Barrière Lake (Lac Rapide)	
90-05-08	1710-11-02	5 000.	CDE	Conseil des Atikamekw et des Montagnais, projet d'informatisation de la banque de main-d'oeuvre autochtone	
90-04-24	1710-11-02	50 000.	SOUTIEN	Conseil des Mohawks d'Akwesasne, engagement d'un agent de liaison	
90-10-05	1710-11-02	2 780.	CDSC	Conseil des Montagnais de Sept-Iles/Maliotenam, montage d'un film relatif aux drogues et alcool	
90-05-23	1710-11-02	2 000.	CDSC	Corporation Abitibi Matchitewia, projet Abitibi Sakaikan (mise en valeur de la Pointe Abitibi)	
90-05-15	1710-11-02	2 000.	SOUTIEN	École Johnny Pilot, voyage-échange en France, étudiants de 6 ^e année	
90-11-28	2916-14-02	140 000.	SOUTIEN	Femmes autochtones du Québec Inc., fonctionnement.	
90-10-16	2916-27-01	48 750.	SOUTIEN	Femmes autochtones du Québec Inc., "Violence conjugale" - CT-168627	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	4
90-05-29	2746-25-06	3 000.	CDC	Groupe d'études inuit et circumpolaires, aide au secrétariat pour colloque en Russie à l'été 1990	
90-06-28	1710-11-02	1 000.	CDC	Groupe "Penapen", aide financière pour achat d'équipement additionnel pour ce groupe de jeunes musiciens montagnais	
90-05-23	1710-11-02	2 000.	CDSC	Institut culturel Avataq, assemblée des Inuit à Kuujjuarapik	
90-05-04	1710-11-02	2 000.	CDSC	Institut culturel Avataq, participation d'Autochtones à la conférence de l'Association canadienne d'archéologie à Whitehorse, du 9 au 13 mai 1990	
90-10-05	1710-11-02	2 000.	CDSC	Institut culturel Avataq, participation d'un délégué à la 7 ^e Conférence des études inuit	
90-04-10	2916-23-05	5 000.	CDE	Institut de recherches politiques de l'Université Laval, colloque national sur l'entrepreneurship autochtone	
Demande CT	1710-11-02	15 000.	CDE	Institut de formation autochtone, colloque sur le tourisme	
90-07-16	1710-11-02	7 500.	CDSC	Institut éducatif et culturel attikamek-montagnais, financement de trois projets culturels	
90-04-10	1710-11-02	3 000.	CDSC	Maison d'hébergement "Le Nid" - Val d'Or, "Lutte à la violence contre les femmes"	
90-06-28	1710-11-02	3 000.	CDSC	Pauktuutit, participation de trois déléguées québécoises à la réunion annuelle de l'Association des Femmes inuit qui se tiendra à Rankin, Territoires du Nord-Ouest, en février 1991	
90-04-10	1710-11-02	10 000.	CDSC	Recherches amérindiennes du Québec, fonctionnement	
90-05-29	1710-11-02	2 000.	CDE	Régime des bénéfices autochtones, célébration du 10 ^e anniversaire	
90-06-07	1710-11-02	105 000.	SOUTIEN	Regroupement des Centres d'amitié autochtone, fonctionnement	
90-10-30	2916-20-01	40 000.	SOUTIEN	Secrétariat des Premières Nations, fonctionnement	
90-09-14	1710-11-02	1 500.	CDSC	Société de communications cries de la Baie James, festival de musique	

DATE	DOSSIER	MONTANT	SOURCE	DESTINATAIRE: raison	5
90-08-09	1710-11-02	4 058.	CDE	Société de développement économique de Uashat et Maliotenam, formation de 6 Montagnais aux métiers reliés à la pourvoirie	
90-05-04	1710-11-02	3 000.	CDSC	Société Makivik, financement du camp d'été et des activités traditionnelles des jeunes Inuit du Nunavik	
90-05-04	1710-11-02	2 500.	CDSC	Université du Québec à Chicoutimi, publication du dictionnaire français-cri du Père Louis-Philippe Vaillancourt	
90-06-28	1710-11-02	750.	CDSC	Université du Québec à Montréal, aide à la traduction en inuktitut de résumés de données archéologiques à Kangisujuaq	
90-06-14	1710-11-02	3 000.	CDSC	Vies des Arts, aide à la publication du numéro spécial "L'Art des Autochtones au Québec"	
90-07-16	1710-11-02	350.	SOUTIEN	Vaillancourt, Louis-Philippe, aide pour sa participation au Congrès des Algonquinistes qui se tiendra à Chicago, du 26 au 28 octobre 1990	
90-04-27	1710-11-02	1 500.	CDSC	Villa Bagatelle, exposition sur les Autochtones	
<u>TOTAL:</u>		<u>781,428.00</u>		\$	

2. Liste des négociations qui ont présentement lieu entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones et détails quant à l'objet des négociations - échéancier

Voir document annexé

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
Secrétariat aux affaires autochtones

2 - Négociations entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les communautés autochtones

	<u>OBJET</u>	<u>ÉCHÉANCIER</u>
a) Les Attikameks et les Montagnais	Revendication territoriale globale	Avril 1993
b) Les Mohawks		
Akwesasne	Les revendications portent sur l'exercice d'une plus grande autonomie politique et sur la mise en place d'infrastructures, particulièrement dans les domaines de l'administration de la justice, de la santé et de loisirs	
Kanesatake	Revendication du territoire couvert par la Seigneurie des Deux-Montagnes	
c) Entente tripartite sur le développement économique des autochtones	De concertation avec le Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada et les Autochtones, harmoniser les politiques et programmes des deux gouvernements relatifs au développement économique des Autochtones et la réduction des dédoublements.	Été 1991
d) Algonquins du Lac Barrière	Négociation tripartite (Canada-Québec-Algonquins) visant un plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables (forêt et faune) afin de permettre un développement durable	Printemps 1991
e) Bande de Restigouche	Négociation pour le développement socio-économique de cette communauté incluant la cogestion de la Rivière Restigouche	

3. Détails des sommes investies par le gouvernement du Québec dans les communautés autochtones au niveau du développement communautaire, économique et socio-culturel pour 1989-1990 et 1990-1991

Voir document annexé pour l'année budgétaire 1989-1990

Pour l'année 1990-1991, la compilation des données ne sera terminée qu'en juillet 1991.

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1989-1990
PAR MINISTRES ET NATIONS

MINISTERE	ABENAKQUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	Hurons	HALECITES	NICHAS	NORAMKS	MONTAGNAIS	NASKAPIS	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRE D'AMITIE	FEMMES AUTOCHTONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
BQ	0	0	350,000	0	31,914,293	0	0	0	0	0	204,840	0	2,004,793	0	0	0	0	34,473,926
KAC	35,156	3,000	0	57,900	88,000	1,250	0	0	33,000	128,565	0	0	512,542	0	0	0	447,800	1,307,213
KAM	0	0	0	0	0	0	0	0	97,389	0	0	0	25,807,568	0	0	0	0	25,904,957
KAPAQ	0	0	0	0	100,000	0	0	0	0	0	9,000	0	257,930	0	0	0	166,000	532,930
KCQ	0	24,000	15,000	0	0	6,000	0	0	12,000	45,000	0	0	38,000	0	0	10,000	0	150,000
KEQ	0	88,269	0	0	43,195,371	81,000	0	0	0	166,817	1,830,426	65,970	31,992,654	0	0	0	0	77,380,507
KER	0	15,981	277,729	0	215,312	0	0	62,400	0	805,338	0	127,500	0	0	0	0	0	1,504,260
KES8	0	0	47,100	348,664	200,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50,000	645,764
KENVIQ	0	0	0	0	85,500	0	0	0	0	0	0	0	310,700	0	0	0	120,500	516,700
KFQ	0	0	0	0	3,773,602	0	0	0	0	0	384,420	0	6,808,430	0	0	0	0	10,966,452
KJQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5,000	0	0	0	0	0	0	905,200	910,200
KLCP	0	2,000	0	1,500	120,000	25,000	0	728,072	0	93,253	136,225	0	2,579,228	5,900	0	1,300	630,600	4,323,078
KMSKFP	10,772	48,436	0	0	13,139	0	0	20,680	15,200	22,733	14,940	0	88,309	0	0	36,978	0	271,187
KSSS	0	168,093	0	0	19,053,290	10,200	0	0	3,329,119	113,182	2,872,252	12,000	26,178,596	244,190	130,000	0	353,714	52,464,636
KTOUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22,500	0	0	43,000	0	0	0	75,000	140,500
KUQ	0	0	251,226	0	1,600,000	0	0	0	52,500	45,864	57,102	0	19,915,986	0	0	0	0	21,922,678
KPDQ	0	0	54,000	0	148,000	0	0	0	0	307,100	27,000	0	320,000	0	0	0	100,000	956,100
OSRCPC	0	0	0	0	13,902,800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13,902,800
SAA	5,000	43,100	18,200	2,500	2,735	3,250	10,000	6,000	28,300	34,085	10,000	42,000	58,250	119,000	181,250	121,000	1,716,300	2,400,970
SDC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SEQ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53,504,752	0	0	27,383,522	670,480	81,478,754
TOTAL:	50,928	392,879	1,013,255	410,564	114,372,042	126,700	10,000	817,152	3,567,508	1,789,437	5,546,205	247,470	170,420,738	369,090	311,250	27,472,800	5,235,594	332,153,612

SOMMAIRE DES DEBOURSEES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1989-1990

	AMERIQUE	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECHITES	NICHAMAS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASKAPIES	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	PEUPLES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE 1989-1990																		
MAN TRANSPORT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,486,868.	0.	0.	0.	0.	15,486,868.
MAN EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	9,885,900.	0.	0.	0.	0.	9,885,900.
MEQ TRANSPORT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	3,355,371.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,088,063.	0.	0.	0.	0.	7,443,434.
MENVIQ DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	120,500.	120,500.
MENVIQ CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	85,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	310,700.	0.	0.	0.	0.	396,200.
MLCP TRANSPORT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	1,500.	0.	0.	0.	0.	0.	4,000.	0.	0.	21,000.	4,000.	0.	1,300.	0.	31,800.
MLCP TRANSPORT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	56,840.	0.	9,653.	0.	0.	8,400.	0.	0.	0.	0.	79,893.
MSSS TRANSPORT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	330,000.	0.	0.	0.	431,500.	0.	1,756,000.	0.	1,331,500.	0.	0.	0.	0.	3,849,000.
MT TRANSPORT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,600,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	600,000.	0.	0.	0.	0.	2,200,000.
MT DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,576,285.	0.	0.	0.	0.	3,576,285.
MT CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	251,226.	0.	0.	0.	0.	0.	52,500.	45,864.	57,102.	0.	154,558.	0.	0.	0.	0.	561,250.
MTV CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,585,143.	0.	0.	0.	0.	15,585,143.
SAA TRANSPORT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	1,000.	0.	900.	0.	0.	0.	0.	0.	9,300.	10,100.	0.	0.	7,000.	1,000.	0.	0.	0.	29,300.
SHI TRANSPORT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	118,059.	0.	118,059.
SHI TRANSPORT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,967,583.	0.	1,967,583.
SHI TRANSPORT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	28,065,052.	0.	0.	0.	0.	35,368,693.
SHI EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	25,439,700.	0.	0.	17,914,239.	0.	43,353,939.
TRANSPORT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	1,000.	0.	900.	1,500.	0.	0.	0.	0.	9,300.	14,100.	0.	0.	28,000.	5,000.	0.	119,359.	0.	179,159.
TRANSPORT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	330,000.	5,000.	0.	56,840.	431,500.	9,653.	1,756,000.	0.	1,339,900.	0.	0.	1,967,583.	0.	5,896,476.
TRANSPORT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	1,600,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	44,151,920.	0.	0.	7,303,641.	0.	53,055,561.
TRANSPORT RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	3,355,371.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	4,088,063.	0.	0.	0.	0.	7,443,434.
DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,576,285.	0.	0.	0.	120,500.	3,696,785.
CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	251,226.	0.	85,500.	0.	0.	0.	52,500.	45,864.	57,102.	0.	465,258.	0.	0.	0.	0.	957,450.
CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	15,585,143.	0.	0.	0.	0.	15,585,143.
EXTRABUDGETAIRE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	35,325,600.	0.	0.	17,914,239.	0.	53,239,839.
TOTAL	1,000.	0.	252,126.	1,500.	5,370,871.	5,000.	0.	56,840.	493,300.	69,617.	1,813,102.	0.	104,560,169.	5,000.	0.	27,304,822.	120,500.	140,053,847.

TABLE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1989-1990

	ABENAKQUE	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECHITES	NICHICACS	NOHANTS	MONTAGNAIS	NASKAPIES	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	PEUPLES AUTOCH- TONES	INDIENS BORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 1989-1990																		
HQ INDEMNITES SELON CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	350,000.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	2,004,793.	0.	0.	0.	0.	11,303,926.
HQ INDEMNITES SELON CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	6,170,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,170,000.
HQ CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	17,000,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	17,000,000.
MAPAQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	114,350.	0.	0.	0.	8,000.	122,350.
MAPAQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	158,000.	158,000.
MAPAQ CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	100,000.	0.	0.	0.	0.	0.	9,000.	0.	143,580.	0.	0.	0.	0.	252,580.
MER TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	127,500.	0.	0.	0.	0.	0.	127,500.
MER DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	15,981.	0.	0.	0.	0.	0.	62,400.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	78,381.
MER CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	277,729.	0.	215,312.	0.	0.	0.	0.	805,338.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,298,379.
MPO INDEMNITES SELON CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.	0.	0.	0.	0.	6,078,955.
MPO INDEMNITES SELON CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	3,773,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	729,475.	0.	0.	0.	0.	4,887,497.
MLCP TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	34,408.	2,500.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	36,908.
MLCP TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	120,000.	0.	0.	0.	0.	0.	124,225.	0.	2,527,156.	0.	0.	0.	70,200.	2,841,581.
MLCP CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	20,000.	0.	671,232.	0.	45,192.	0.	0.	22,672.	0.	0.	0.	0.	759,096.
MNRFP TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	10,772.	48,436.	0.	0.	13,139.	0.	0.	20,680.	15,200.	22,733.	14,940.	0.	88,309.	0.	0.	36,978.	0.	271,187.
MTCUR CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	22,500.	0.	0.	43,000.	0.	0.	0.	75,000.	140,500.
OPDO TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	54,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	39,000.	0.	0.	50,000.	0.	0.	0.	100,000.	243,000.
OPDQ TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	148,000.	0.	0.	0.	0.	268,100.	27,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	443,100.
OPDQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	270,000.	0.	0.	0.	0.	270,000.
OSRCPC TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	13,132,200.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	13,132,200.
OSRCPC DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	770,600.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	770,600.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	6,600.	8,800.	0.	0.	0.	0.	3,000.	10,000.	2,145.	10,000.	0.	10,000.	0.	0.	0.	3,000.	53,545.
INDEMNITES SELON CONVENTIONS: CAPITAL	0.	0.	350,000.	0.	8,744,293.	0.	0.	0.	0.	0.	204,840.	0.	8,083,748.	0.	0.	0.	0.	17,382,881.
INDEMNITES SELON CONVENTIONS: INTERETS	0.	0.	0.	0.	9,943,602.	0.	0.	0.	0.	0.	384,420.	0.	729,475.	0.	0.	0.	0.	11,057,497.
TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	10,772.	55,036.	62,800.	0.	13,139.	0.	0.	23,680.	25,200.	98,286.	27,440.	127,500.	262,659.	0.	0.	36,978.	111,000.	854,490.
TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	148,000.	0.	0.	0.	0.	268,100.	27,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	443,100.
TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	13,252,200.	0.	0.	0.	0.	0.	124,225.	0.	2,797,156.	0.	0.	0.	228,200.	16,401,781.
DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	15,981.	0.	0.	770,600.	0.	0.	62,400.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	848,981.
CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	277,729.	0.	315,312.	20,000.	0.	671,232.	0.	873,030.	9,000.	0.	209,252.	0.	0.	0.	75,000.	2,450,555.
CONTRAT ACCORDE: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	17,000,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	17,000,000.
TOTAL	10,772.	71,017.	690,529.	0.	50,187,146.	20,000.	0.	757,312.	25,200.	1,239,416.	776,925.	127,500.	12,082,290.	0.	0.	36,978.	414,200.	66,439,285.

SOMMAIRE DES DEBOURS, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1989-1990

	ABENAGUIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HEBONS	MALECITES	NICHUACS	MOHAWTS	MONTAGNAIS	NASKAPIE	TOUS LES INDIENS	INUIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL 1989-1990																		
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	3,000.	0.	57,900.	88,000.	1,250.	0.	0.	33,000.	22,736.	0.	0.	157,825.	0.	0.	0.	62,200.	425,911.
MAC TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	183,717.	0.	0.	0.	0.	183,717.
MAC TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	35,156.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	105,829.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	140,985.
MAC CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	171,000.	0.	0.	0.	0.	171,000.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	24,000.	15,000.	0.	0.	6,000.	0.	0.	12,000.	45,000.	0.	0.	38,000.	0.	0.	10,000.	0.	150,000.
MEQ TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	88,269.	0.	0.	0.	81,000.	0.	0.	0.	166,817.	0.	65,970.	0.	0.	0.	0.	0.	402,056.
MEQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	39,800,000.	0.	0.	0.	0.	0.	1,830,426.	0.	27,904,591.	0.	0.	0.	0.	69,535,017.
MSS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	47,100.	348,664.	200,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	595,764.
MSS TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	50,000.	50,000.
KJQ TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	5,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	3,000.	8,000.
KJQ TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	902,200.	902,200.
MSS TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	14,300.	0.	0.	37,911.	10,200.	0.	0.	142,265.	13,700.	0.	12,000.	0.	23,000.	130,000.	0.	0.	383,376.
MSS TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	0.	153,793.	0.	0.	18,668,973.	0.	0.	0.	2,852,743.	99,482.	1,115,000.	0.	24,831,229.	221,190.	0.	0.	0.	47,942,410.
MSS CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	16,406.	0.	0.	0.	0.	0.	1,252.	0.	15,867.	0.	0.	0.	0.	33,525.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	11,500.	8,500.	0.	1,335.	2,000.	0.	3,000.	4,000.	19,040.	0.	2,000.	12,000.	13,000.	0.	0.	8,500.	86,875.
TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	141,069.	70,600.	406,564.	327,246.	100,450.	0.	3,000.	191,265.	272,293.	0.	79,970.	207,825.	36,000.	130,000.	10,000.	73,700.	2,051,982.
TRANSFERT NON RECURRENT: IMMOBILISATION	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	183,717.	0.	0.	0.	0.	183,717.
TRANSFERT RECURRENT: FONCTIONNEMENT	35,156.	153,793.	0.	0.	58,468,973.	0.	0.	0.	2,852,743.	205,311.	2,945,426.	0.	52,735,820.	221,190.	0.	0.	952,200.	118,570,612.
CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	16,406.	0.	0.	0.	0.	0.	1,252.	0.	186,867.	0.	0.	0.	0.	204,525.
TOTAL	37,156.	294,862.	70,600.	406,564.	58,812,625.	100,450.	0.	3,000.	3,044,008.	477,604.	2,946,678.	79,970.	53,314,229.	257,190.	130,000.	10,000.	1,025,900.	121,010,836.

PLANE DES DEBOURSES, AIDES ET DEPENSES 'AUTOCHTONES' POUR L'ANNEE 1990

	ABENAKIS	ALGONQUINS	ATTIKAMEKS	ATTIKAMEKS ET MONTAGNAIS	CRIS	HURONS	MALECITES	MICHIGANS	MOHAWKS	MONTAGNAIS	NASTAPIES	TOUS LES INDIENS	INOIT	CENTRES D' AMITIE	FEMMES AUTOCH- TONES	INDIENS HORS RESERVES	GENERAUX	TOTAL
GENERAL 1989-1990																		
MAC DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	385,600.	385,600.
YAM DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	434,800.	0.	0.	0.	0.	434,800.
MLCP DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	560,400.	560,400.
MLCP CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	2,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	9,500.	0.	0.	1,900.	0.	0.	0.	13,400.
WSSS DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	353,714.	353,714.
SAA TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	25,000.	0.	2,500.	1,400.	1,250.	10,000.	0.	5,000.	2,800.	0.	40,000.	29,250.	105,000.	181,250.	121,000.	1,000.	527,450.
SAA DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	1,703,800.	1,703,800.
SHQ DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	670,480.	670,480.
TRANSFERT NON RECURRENT: FONCTIONNEMENT	2,000.	25,000.	0.	2,500.	1,400.	1,250.	10,000.	0.	5,000.	2,800.	0.	40,000.	29,250.	105,000.	181,250.	121,000.	1,000.	527,450.
DEPENSES EN REGIE: FONCTIONNEMENT	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	434,800.	0.	0.	0.	3,673,994.	4,108,794.
CONTRAT ACCORDE: FONCTIONNEMENT	0.	2,000.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	0.	9,500.	0.	0.	1,900.	0.	0.	0.	13,400.
TOTAL	2,000.	27,000.	0.	2,500.	1,400.	1,250.	10,000.	0.	5,000.	2,800.	9,500.	40,000.	464,050.	106,900.	181,250.	121,000.	3,674,994.	4,649,644.

4. **Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande pour 1989-1990 et 1990-1991**

Documents annexés

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
Secrétariat aux affaires autochtones**

Études des crédits 1991-1992

4. Dépôt des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande pour 1989-1990 et 1990-1991.

En plus de ses responsabilités de coordonner les politiques et les activités gouvernementales en milieu autochtone, de conduire la négociation des ententes globales, en collaboration avec les ministères concernés, le SAA est aussi appelé à conseiller les divers ministères québécois dans la négociation de leurs ententes sectorielles avec les Autochtones, pour ensuite veiller à l'application de celles-ci lorsque conclues.

C'est donc dire que les ministères québécois demeurent les maîtres d'oeuvre, dans leur secteur d'activité, des actions posées à l'égard de la clientèle autochtone. Ce sont eux qui concluent la plupart des ententes avec les Autochtones. Au chapitre des ententes sectorielles intervenues entre des ministères québécois et des nations autochtones, on peut signaler, à titre d'exemple, chez les Inuit, la Convention sur le développement culturel, entre le ministère des Affaires culturelles et l'Institut culturel Avataq et l'Entente sur la conservation du Saumon atlantique pour la saison 1989, entre le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et le Conseil de bande des Micmacs de Restigouche.

Ce n'est donc qu'occasionnellement que le ministre délégué aux Affaires autochtones est appelé à signer lui-même des ententes. Il le fait entre autres dans certains cas particuliers. Depuis 1989, les ententes signées par le ministre délégué aux Affaires autochtones sont les suivantes:

Entente sur les mesures provisoires, signée le 25 avril 1989;

Convention d'Oujé-Bougoumou, signée le 6 septembre 1989;

Entente relative à l'élaboration d'une stratégie de développement communautaire (social, culturel et économique) et quant à l'examen en profondeur du plan de gestion des bingos de la communauté de Mashteuiatsh, signée le 13 novembre 1990.

Entente entre la communauté mohawk d'Akwesasne, les gouvernements du Canada, du Québec et de l'Ontario pour aider la communauté à répondre aux besoins sociaux, économiques, de santé et de loisirs, signée le 26 novembre 1990.

ENTENTE SUR LES MESURES PROVISOIRES

- ENTRE LE CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS INC., ci-après désigné
 comme Conseil Attikamek-Montagnais (CAM), représenté par
 son président et ses vice-présidents
- ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le ministre des
 Affaires indiennes et du Nord canadien, et par le ministre
 d'Etat aux Affaires indiennes et du Nord canadien
- ET LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC, représenté par le ministre
 délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, et par le
 ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
 canadiennes

ATTENDU QUE les parties ont signé une entente-cadre le 13 septembre 1988, dans le cadre de la négociation des revendications territoriales globales des Atikamekw et des Montagnais;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de cette entente-cadre, les parties se sont engagées à convenir de mesures provisoires;

ATTENDU QUE les Atikamekw et les Montagnais ne sont pas opposés à toute forme de développement sur le territoire revendiqué pendant la période de négociation;

ATTENDU QUE les Atikamekw et les Montagnais veulent s'assurer que les territoires et les ressources dont ils dépendent pour leurs activités traditionnelles soient protégés.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

PARTIE I DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet

La présente entente a pour objet d'établir des mesures provisoires en vue de protéger les intérêts des Atikamekw et des Montagnais relativement au territoire visé et à l'exercice de leurs activités pendant la durée de la négociation et de faciliter leur participation aux différentes étapes d'élaboration et de réalisation des projets de développement, le tout selon les modalités décrites ci-après.

De plus, les parties désirent poursuivre leurs efforts de concertation en matière de gestion des ressources fauniques par la mise en place des mesures prévues dans la présente entente.

2. Territoire visé

Les mesures provisoires s'appliquent au territoire revendiqué au Québec, qui fait l'objet de la présente négociation, sans pour autant en constituer une acceptation.

A moins de disposition contraire dans la présente entente, les mesures provisoires ne s'appliquent pas au territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et de la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ), ni aux terres privées.

3. Durée de l'entente

Les mesures provisoires prévues par la présente entente prennent effet lors de la signature par les trois parties et demeurent en vigueur jusqu'à la date de la signature de l'entente finale ou au plus tard le 30 avril 1991, à moins qu'il en soit convenu autrement par les parties.

4. Financement

Pour la mise en application de la présente entente, chaque partie assume ses propres frais.

PARTIE II PROJETS DE DEVELOPPEMENT

5. Activités visées

Les projets suivants:

- a) les projets de développement soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts en vertu de l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2)
- b) les projets de création ou de modification de parcs, de réserves fauniques, de réserves à castor, de zecs, de pourvoiries, de réserves écologiques, de refuges d'oiseaux migrateurs, de réserves nationales de faune;
- c) les projets de développement reliés à des activités militaires à moins que ceux-ci revêtent un caractère d'urgence ou d'intérêt national;

non amorcés lors de la signature de la présente entente, doivent obligatoirement faire l'objet de mesures provisoires dont la nature est prévue à l'article 6.

Toutefois, les mesures particulières déjà convenues relativement au projet d'aménagement de la rivière Sainte-Marguerite et apparaissant en annexe à la présente entente, tiennent lieu de mesures provisoires pour ce projet.

La présente entente n'affecte pas celle conclue au sujet de la réserve de parc national de l'Archipel-de-Mingan où s'appliquent exclusivement les mesures particulières convenues dans une entente intervenue le 21 avril 1989 entre Sa Majesté du Chef du Canada, représentée par le Ministre de l'Environnement (Service canadien des parcs), et le Conseil de bande de Mingan.

6. Nature des mesures provisoires

A.

a) Pour le Québec:

Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public visé à l'article 5 a) de la présente entente, les mesures provisoires se traduisent de la façon suivante:

Le ministère de l'Environnement informe le Conseil Attikamek-Montagnais en lui faisant parvenir une copie du projet de directives visant à préciser au promoteur la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impacts sur l'environnement que celui-ci doit préparer.

Le Conseil Attikamek-Montagnais bénéficie du même délai que les ministères ou organismes gouvernementaux consultés pour formuler ses commentaires sur ce projet de directives. De plus le représentant du ministère de l'Environnement et celui du Conseil Attikamek-Montagnais doivent se rencontrer si ce dernier le requiert;

b) Pour le Canada:

Lorsqu'un ministère responsable propose, en vertu du décret C.P. 1984-2132 de juin 1984, la tenue d'un examen public pour un projet particulier, le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales consulte le CAM avant que le ministre de l'Environnement établisse le mandat de la Commission visé à l'article 26 du décret.

Une fois créée, la Commission informe le CAM de la tenue de l'examen public et lui fait parvenir l'information pertinente dans le cadre de cet examen.

De plus, la Commission fait parvenir au CAM une copie du projet de directives pour la préparation de l'étude d'impacts environnementaux par le promoteur.

En conformité avec l'article 30 du décret, la Commission accorde au CAM le même délai qu'aux ministères, organismes et public consultés à cette fin pour formuler ses commentaires pour la préparation des directives finales.

B. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public visé à l'article 5 de la présente entente, les mesures provisoires se traduisent de la façon suivante:

- a) dans la planification de leurs développements futurs pouvant avoir des répercussions appréciables sur les Atikamekw et les Montagnais et leur environnement, les promoteurs publics doivent tenir compte des facteurs d'environnement et de milieu social;
- b) avant de réaliser un nouveau projet de développement, les promoteurs publics doivent aviser le Conseil Attikamek-Montagnais; ainsi, lors de la conception des avant-projets, lors des études préliminaires et lors de la confection des études d'impacts, des mécanismes particuliers de consultation des Atikamekw et des Montagnais sont établis;
- c) les Atikamekw et les Montagnais peuvent, selon leurs compétences et dans la mesure convenue avec le promoteur, participer à la réalisation des études d'avant-projet et d'impacts et à la réalisation du projet de développement lui-même; à cette fin et dans la mesure du possible, la formation de la main-d'oeuvre atikamekw et montagnaise est favorisée pendant les travaux relatifs aux projets de développement;
- d) dans la mesure du possible, l'octroi de contrats aux bandes, compagnies ou organismes atikamekw ou montagnais, locaux ou régionaux est favorisé; à cette fin, des mesures appropriées peuvent être convenues avec le promoteur.

- C. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur privé, visé à l'article 5 a) de la présente entente, les mesures provisoires prévues à l'article 6 A s'appliquent.
- D. Dans le cas de chaque projet de développement d'un promoteur public ou privé visé par l'article 5 a) de la présente entente et situé dans le territoire borné à l'ouest par le méridien 67°14' de longitude ouest, au sud par la limite du Québec, à l'est par le méridien 63°33'4" de longitude ouest et au nord par le parallèle 55°00' de latitude nord, les mesures provisoires prévues à l'article 6A s'appliquent.

7. Mise en oeuvre

Lorsqu'un avis est donné par un promoteur public conformément à l'article 6 B)b) de la présente entente, un groupe de travail est mis sur pied.

Ce groupe de travail est composé de trois (3) représentants du Conseil Attikamek-Montagnais, de deux (2) représentants du promoteur public et d'un (1) représentant du gouvernement du Québec ou du Canada, selon qu'il s'agit d'un projet de compétence provinciale ou fédérale. Lorsque le sujet traité n'est pas de compétence de l'un des gouvernements, un représentant de ce gouvernement peut siéger à titre d'observateur à la négociation.

Le mandat général de ce groupe de travail consiste à appliquer les mesures provisoires prévues à l'article 6B. Il détermine son mandat spécifique et ses modalités de fonctionnement qu'il soumet à l'approbation de la table centrale.

Les ententes qui suivront devront être soumises à la table centrale de négociation, pour examen de leur conformité avec les orientations de la négociation globale avant de recevoir l'approbation définitive des instances appropriées.

PARTIE III EXPLOITATION FORESTIERE ET VILLEGIATURE

8. Exploitation forestière

De manière à favoriser les discussions et apporter des solutions aux problèmes qui pourraient se présenter relativement aux activités forestières, les mesures suivantes sont mises en place:

- A. Formation d'un groupe de travail bipartite, composé du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) et du sous-ministre adjoint aux opérations régionales du secteur Forêts du ministère de l'Énergie et des Ressources (MER).

Ce groupe de travail aura pour mandat:

- a) d'examiner à la demande du CAM les questions d'ensemble touchant la gestion forestière;
- b) de revoir les dossiers qui n'auront pu être réglés au niveau régional.

B. Pour favoriser l'efficacité du groupe de travail et la solution des problèmes, les représentations du Conseil Attikamek-Montagnais seront faites, dans un premier temps, auprès des unités de gestion et des administrations régionales concernées du MER, afin:

- a) de permettre au Conseil Attikamek-Montagnais d'identifier les sites à protéger et toute préoccupation pouvant influencer la négociation des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF);
- b) d'examiner toute plainte relative au respect par les exploitants forestiers des modalités d'intervention et des engagements pris dans les plans d'intervention;
- c) de permettre au Conseil Attikamek-Montagnais d'exprimer ses commentaires sur les plans généraux et sur les plans quinquennaux déposés au MER par les bénéficiaires du CAAF. L'unité de gestion avise le CAM de la disponibilité de ces plans pour information dès que le ministre les aura rendus accessibles.

Afin d'opérationnaliser cette entente, le MER fera connaître au CAM la liste de ses unités de gestion et sa programmation de négociation des CAAF. Le CAM indiquera par la suite les territoires qui l'intéressent.

9. Villégiature

Le MER consultera le CAM, à l'intérieur des délais prévus, lors de l'élaboration et de la révision des plans régionaux de développement de la villégiature.

PARTIE IV GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CHASSE, LA PÊCHE ET LE PIÈGEAGE

10. Mise sur pied d'un groupe de travail

Conformément à l'article 3A de l'entente-cadre intervenue le 13 septembre 1988 entre le Conseil Attikamek-Montagnais inc. (CAM), le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, un groupe de travail est mis sur pied lors de la signature de l'entente sur les mesures provisoires.

11. Composition du groupe de travail

Ce groupe de travail est composé de trois (3) représentants du Conseil Attikamek-Montagnais et de trois (3) représentants du gouvernement du Québec ou du Canada, selon qu'il s'agit d'un sujet de compétence provinciale ou fédérale. Dans les cas où l'un des gouvernements compétents a délégué la responsabilité de l'administration d'une loi ou d'un règlement à l'autre gouvernement, c'est ce dernier qui fera partie du groupe de travail. Lorsque le sujet traité ne concerne pas l'un des gouvernements, un représentant de ce gouvernement peut siéger à titre d'observateur.

L'une ou l'autre des parties peut s'adjoindre des spécialistes. Ils ne participent pas activement au débat, à moins de remplacer officiellement un membre du groupe de travail.

12. Convocation du groupe de travail

Une réunion du groupe de travail peut être convoquée à la demande de l'une ou l'autre des parties.

13. Mandat du groupe de travail

Le groupe de travail a pour mandat général d'examiner les problèmes liés aux activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage des Atikamekw et des Montagnais sur le territoire visé et de proposer des solutions appropriées dans le but de réduire les inconvénients qu'ils rencontrent dans l'exercice de ces activités. Tout cas particulier doit être soumis au groupe de travail dans les 90 jours suivant l'événement.

Sans restreindre la portée du paragraphe précédent, le groupe de travail étudie et propose des mesures concrètes, y compris des moyens de mise en oeuvre sur les sujets suivants:

- . la durée fixée lors du renouvellement des baux et contrats relatifs à la gestion et à l'exploitation des pourvoiries;
- . l'accessibilité des Atikamekw et des Montagnais aux parcs, aux réserves fauniques, aux réserves à castor, aux zecs, aux pourvoiries, aux réserves écologiques, aux refuges d'oiseaux migrants, aux réserves nationales de faune;
- . la pratique des activités traditionnelles par les Atikamekw et les Montagnais dans les parcs, les réserves fauniques, les zecs, les pourvoiries, les réserves écologiques, les refuges d'oiseaux migrants, les réserves nationales de faune, situés à l'intérieur des réserves à castor;
- . les droits de piégeage des Atikamekw et des Montagnais dans les pourvoiries situées à l'intérieur des réserves à castor.

Dans l'élaboration de ses propositions, le groupe de travail tient compte, dans la mesure où ils sont applicables, des facteurs suivants:

- . formation de la main-d'oeuvre;
- . création d'emploi;
- . octroi de contrats, y compris ceux relatifs à la mise en valeur de la faune;
- . mise sur pied de mécanismes de consultation;
- . participation à la réalisation des études;
- . poursuite des efforts de concertation en matière de gestion des ressources fauniques.

PARTIE V LEGISLATION ET REGLEMENTATION

14. Avis et représentations

Le Conseil Attikamek-Montagnais avise les gouvernements et les informe de son intention de faire des représentations lorsque, selon lui, un projet de loi ou de règlement a un impact significatif sur les activités propres aux Atikamekw et aux Montagnais.

Les gouvernements s'engagent à favoriser le cheminement des représentations du Conseil Attikamek-Montagnais dans le cadre des mécanismes existants ou, en l'absence de ceux-ci, auprès du ministre responsable.

Le Conseil Attikamek-Montagnais informe le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou le ministre délégué aux Affaires autochtones de sa démarche.

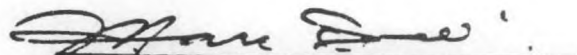
PARTIE VI INTERPRETATION DE LA PRESENTE ENTENTE

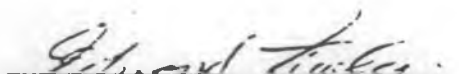
15. Sauf pour les obligations qui y sont contenues, rien dans la présente entente ne doit être interprété comme créant, reconnaissant ou niant des droits.
16. Dans l'éventualité d'une rupture des négociations, l'application de la présente entente devra faire l'objet d'une reconsidération de la part des parties.
17. La présente entente ne doit pas être interprétée dans le sens d'empêcher le développement. De plus, sous réserve de l'article 6 et des résultats pouvant en découler, elle ne doit pas être interprétée dans le sens de restreindre le développement.
18. La présente entente ne pourra être interprétée comme une acceptation ou un rejet des projets de développement par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).
19. Les mesures provisoires sont limitées au cadre des lois en vigueur.

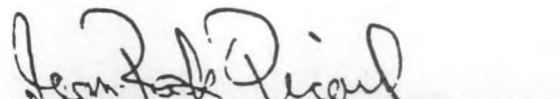
Signé à Québec en ce 25^e jour de avril 1989

LE CONSEIL ATTIKAMEK-MONTAGNAIS INC.

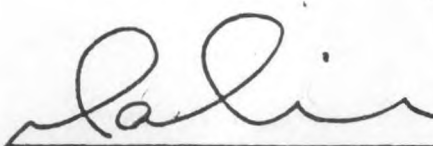

Georges Bacon, président

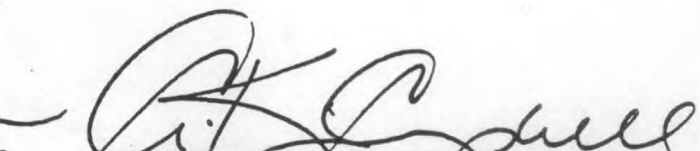

Marc Dubé, vice-président
Bloc Atikamekw


Edmond Malec, vice-président
Bloc Basse-Côte-Nord


Jean-Rock Picard, vice-président
Bloc Centre

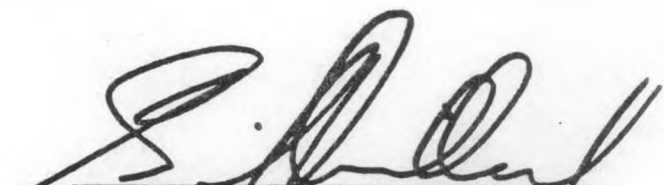
GOUVERNEMENT DU CANADA


Pierre Cadieux
Ministre des Affaires
indiennes et du Nord
canadien


Kim Campbell
Ministre d'Etat aux Affaires
indiennes et du Nord canadien

GOUVERNEMENT DU QUEBEC


Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines
et aux Affaires autochtones


Gil Rémillard
Ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

Convention de Ouje-Bougoumou

Ouje-Bougoumou Agreement

125
R

CONVENTION DE Oujé-BOUGOUMOU

Oujé-BOUGOUMOU AGREEMENT

<u>CHAPITRE</u> <u>CHAPTER</u>		<u>PAGES</u>
	Convention Agreement	
1	Objets et portée de la Convention Objects and intent of the Agreement	2
2	Mesures spécifiques Specific Measures	2
3	Société de développement de Oujé-Bougoumou Oujé-Bougoumou Development Corporation	3
4	Dispositions générales General Provisions	7
5	Construction du village de Oujé-Bougoumou Construction of the Oujé-Bougoumou Village	10
6	Programme de développement socio-économique Socio-economic development program	12
7	Le fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou The Oujé-Bougoumou Socio-Economic Development Fund	14
8	Fonds d'entreprise régionale Regional Venture Fund	15
9	Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou The Oujé-Bougoumou Operations Fund	16
10	Négociations futures quant à l'application de la présente convention Further Negotiations respecting Implementation of this agreement	17
11	Entrée en vigueur de la convention Coming into Force of the agreement	17
	Annexes- Schedules	
	Signataires Signatories	

CONVENTION DE

OUJÉ-BOUGOUMOU

CONVENTION

ENTRE Les Cris de Oujé-Bougoumou (nation crie de Oujé-Bougoumou), collectivité reconnue de Cris de la Baie James, agissant et représentés aux présentes par Abel Bosum, leur chef traditionnel, dûment autorisé à signer la présente convention,
(ci-après désignés les "Cris de Oujé-Bougoumou")

ET Le gouvernement du Québec, représenté par le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones et le ministre de l'Énergie et des Ressources, dûment autorisés à signer la présente convention,
(ci-après désigné le "gouvernement")

ATTENDU qu'il est opportun d'établir un nouveau rapport entre les Cris de Oujé-Bougoumou et le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral;

ATTENDU que les Cris de Oujé-Bougoumou ne disposent pas d'installations permanentes et ont vécu dispersés dans les régions de Chapais et de Chibougamau;

ATTENDU qu'il est équitable et qu'il est devenu nécessaire pour cette collectivité crie d'établir des structures permanentes, d'instaurer des services communautaires et de leur donner accès à des avantages économiques et sociaux;

ATTENDU que les parties se sont entendues quant au site du Lac Opémisca afin d'installer le nouveau village;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt des parties aux présentes, du gouvernement fédéral et de la région de procéder en harmonie aux mesures contenues à la présente convention;

ATTENDU que le gouvernement fédéral s'est retiré des négociations et a compromis le règlement des revendications de longue date des Cris de Oujé-Bougoumou;

ATTENDU que le gouvernement du Québec mais non les Cris de Oujé-Bougoumou est d'opinion qu'il est de la responsabilité du gouvernement fédéral de reconnaître formellement les Cris de Oujé-Bougoumou comme bande distincte;

ATTENDU que le gouvernement du Québec mais non les Cris de Oujé-Bougoumou a conclu la présente convention dans l'esprit et dans l'économie générale de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

ATTENDU que les Cris de Oujé-Bougoumou, mais non le gouvernement du Québec sont d'opinion qu'ils constituent la nation crie de Oujé-Bougoumou ayant sa propre juridiction et autorité;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Objets et portée de la convention

Les objets et la portée de la convention sont les suivants:

1.1 De prévoir un règlement juste et équitable de certaines revendications légitimes et de longue date des Cris de Oujé-Bougoumou.

1.2 De collaborer afin de s'assurer que le gouvernement fédéral respecte ses obligations et ses engagements envers les Cris de Oujé-Bougoumou quant aux sujets prévus à la présente convention.

2. Mesures spécifiques

2.1 Les parties aux présentes consentent à construire un village pour la localisation des Cris de Oujé-Bougoumou au site du Lac Opémisca, conformément à leurs obligations respectives et dans les limites de ces obligations, tel qu'il est établi aux présentes.

2.2 Les Cris de Oujé-Bougoumou consentent à la construction du village cri de Oujé-Bougoumou et à l'établissement d'un programme de développement socio-économique en considération du financement de cette construction et de ce programme assumé par les gouvernements dans les limites établies dans la présente convention.

2.3 Il est entendu que le gouvernement fédéral doit assumer une partie de ce financement pour donner suite à ses responsabilités envers les Cris de Oujé-Bougoumou, et tel qu'établi aux présentes.

2.4 Il est entendu que l'approvisionnement en électricité du village de Oujé-Bougoumou sera assumé par Hydro-Québec conformément à la Convention La Grande (1986).

3. Société de développement de Oujé-Bougoumou

3.1 Dès la signature de la présente convention, les Cris de Oujé-Bougoumou prennent, en vertu des lois du Québec, les mesures nécessaires afin de constituer une corporation à but non lucratif, sans gains pécuniaires pour ses membres et sans capital-actions. La dénomination sociale de cette société sera en français "Société de développement de Oujé-Bougoumou", en anglais "Oujé-Bougoumou Development Corporation" et en cri "Oujé-Bougoumou Eenou Companee".

3.2 Seuls peuvent être membres de la Société de développement de Oujé-Bougoumou, les membres de la communauté crie de Oujé-Bougoumou; par contre d'autres personnes choisies de temps à autre par le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou peuvent siéger au Conseil d'administration de la Société.

3.3 Un Conseil d'administration composé de la manière suivante dirige les activités de la Société de développement de Oujé-Bougoumou:

a) six (6) membres de la Société;

- b) trois (3) personnes nommées par le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou qui peuvent ne pas être membres de la Société;
- c) deux (2) personnes qui ne sont pas membres de la Société choisies par le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou en consultation avec le gouvernement du Québec.

3.4 Les objets de la Société de développement de Oujé-Bougoumou sont les suivants:

- a) s'acquitter des fonctions qui lui sont conférées dans la présente convention;
- b) promouvoir et assister les Cris de Oujé-Bougoumou et améliorer leur bien-être général et leur situation économique et sociale;
- c) contribuer au développement rationnel de la communauté crie de Oujé-Bougoumou;
- d) supporter et assister la communauté crie de Oujé-Bougoumou en fournissant les bases nécessaires à la viabilité et à l'autosuffisance d'une communauté;
- e) supporter et assister les Cris de Oujé-Bougoumou dans le développement d'un grand échantillonnage d'opportunités de formation et d'emplois incluant autant ceux s'inscrivant dans une orientation traditionnelle que ceux s'inscrivant dans une orientation non-traditionnelle;
- f) supporter et assister les Cris de Oujé-Bougoumou dans leur rôle de protecteurs, conservateurs et utilisateurs des ressources naturelles sous leur juridiction et auxquelles ils ont accès tel qu'établi et circonscrit dans la présente convention et dans les limites qui y sont dressées;
- g) exécuter les mesures spécifiques afin de mettre en oeuvre les dispositions de la présente convention conformément aux objectifs et aux aspirations des Cris de Oujé-Bougoumou;
- h) recevoir, gérer et administrer les fonds à être utilisés pour la construction du village et transférer tout reliquat des fonds, tout actif ou tout immeuble à l'administration gouvernementale des Cris de Oujé-Bougoumou ou aux autres

- autorités compétentes, quant à l'école, la clinique et les installations connexes;
- i) surveiller et gérer la construction du village cri de Oujé-Bougoumou, laquelle devra inclure les services essentiels et les installations tels que décrits à l'annexe A des présentes;
 - j) administrer le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou;
 - k) administrer le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou;
 - l) administrer le Fonds d'entreprise régionale;
 - m) administrer le Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou;
 - n) pourvoir au progrès de la communauté crie de Oujé-Bougoumou et du village cri de Oujé-Bougoumou.

La Société de développement de Oujé-Bougoumou agira en son propre nom, et au nom de et pour le bénéfice des Cris de Oujé-Bougoumou.

3.5 Procédés administratifs et financiers

- 3.5.1 La Société de développement de Oujé-Bougoumou observe les procédés administratifs et financiers conformes aux pratiques commerciales et comptables reconnues et rend convenablement compte des dépenses de ses fonds de la même manière que s'il s'agissait de fonds publics. Les livres et les comptes de la Société de développement de Oujé-Bougoumou sont assujettis à la vérification.
- 3.5.2. La Société de développement de Oujé-Bougoumou a le droit de retenir les services des conseillers, des professionnels et des entrepreneurs qu'elle juge appropriés et de leur verser la rémunération qu'elle considère raisonnable.
- 3.5.3 Les projets visés par la présente convention peuvent être réalisés par le truchement de l'octroi de contrats à des tiers, dont la gestion et la supervision sont assurées par la Société de développement de Oujé-Bougoumou.

3.6. Politique financière

3.6.1 La Société de développement de Oujé-Bougoumou établit la politique financière qui régit la gestion de ses éléments d'actif, y compris les placements et les déboursés.

3.6.2 La Société de développement de Oujé-Bougoumou gère les sommes des fonds créés conformément aux présentes de façon globale à l'égard des placements et des opérations financières.

3.6.3 Cependant, la Société de développement de Oujé-Bougoumou rend compte de toute somme qu'elle gère pour chacun des fonds créés conformément aux présentes. Cette comptabilité indique, pour chaque fonds, le solde du capital, les gains sur placements, le réinvestissement de gains, les déboursés afférents à chaque projet et les frais financiers et d'administration de la Société de développement de Oujé-Bougoumou.

3.6.4 La Société de développement de Oujé-Bougoumou se prévaut des services de conseillers en placements professionnels et d'institutions financières pour l'aider à gérer les placements qu'elle contrôle.

3.7 Durée d'existence de la Société de développement de Oujé-Bougoumou

3.7.1 Il est proposé que la durée d'existence de la Société de développement de Oujé-Bougoumou soit indéfinie. Cependant, si elle fait l'objet d'une dissolution ou d'une liquidation après avoir acquitté ses obligations en vertu des présentes et présenté un rapport final de ses activités aux parties, et sous réserve de la conclusion d'arrangements satisfaisants à l'égard de toute revendication ou contestation, le solde de ses éléments d'actif et de passif est remis ou transféré à une ou à plusieurs personnes morales dont les objets sont semblables

et qui sont désignées par le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou et le gouvernement du Québec, pourvu que le solde des actifs restants soit employé à l'usage et aux bénéfices des Cris de Oujé-Bougoumou et pourvu que ce soit sous leur contrôle effectif.

- 3.8 Acceptation des obligations par la Société de développement de Oujé-Bougoumou
- 3.8.1 À la première assemblée ordinaire du conseil d'administration, la Société de développement de Oujé-Bougoumou devra adopter une résolution en vertu de laquelle cette dernière accepte les modalités de la présente convention et d'être liée par elles.
- 3.8.2 Nonobstant toute disposition contraire de la présente convention, la Société de développement de Oujé-Bougoumou n'a pas le droit de recevoir les sommes qui lui sont payables conformément à la présente convention avant que cette résolution n'ait été transmise aux parties des présentes.
- 3.8.3 Jusqu'à ce que la Société de développement de Oujé-Bougoumou soit constituée, le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou agira en lieu et place de la Société de développement de Oujé-Bougoumou avec tous les pouvoirs, fonctions et responsabilités dévolus par la présente convention à cette Société.
Suite à la création de la Société de développement de Oujé-Bougoumou et lors de ladite acceptation, le Conseil des Cris de Oujé-Bougoumou transfère toute partie non dépensée desdits argents, payés au Conseil conformément au présent article 3.8.3, à la Société de développement de Oujé-Bougoumou.

4. Dispositions générales

- 4.1 Les parties ont comme objectif qu'éventuellement lorsqu'il y aura un règlement avec le gouvernement fédéral, les Cris de Oujé-Bougoumou

auront 167 km² de terre de catégorie I et 2 145 km² de terre de catégorie II, suivant une mise en oeuvre appropriée avec les Cris de Mistissini.

4.2 En vertu de la présente convention, la responsabilité des parties n'est pas engagée dans le cas d'événements incontrôlables ou de force majeure, c'est-à-dire dans le cas d'événement imprévu causé par une force supérieure à laquelle il est impossible de résister. Sans limitation du caractère général de ce qui précède, les cas de force majeure comprennent les actes d'ennemis publics, les guerres, les invasions, les insurrections, les émeutes, les troubles civils, les grèves et autres événements semblables.

4.3 Les parties consentent à la construction et à l'existence du village de Oujé-Bougoumou. À son achèvement, ce village sera reconnu par les parties comme étant la communauté de Oujé-Bougoumou, et cette dernière sera également connue sous le nom de Oujé-Bougoumou.

4.4 Les parties reconnaissent que le village sera éventuellement situé dans des terres de la catégorie IA et qu'en conséquence, au moment d'une entente expresse à cet effet entre les parties concernées, les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois concernant les terres de catégorie IA s'y appliqueront.

4.5 Les parties s'engagent à construire les édifices scolaires et hospitaliers en collaboration avec les autorités cries compétentes en pareille matière afin de faciliter le transfert futur des immeubles construits à ces autorités.

4.6 Les parties reconnaissent que les descriptions techniques figurant à l'annexe A relativement à la construction du village de Oujé-Bougoumou ont été approuvées par toutes les parties et sont raisonnables compte tenu des besoins de départ et de base de la communauté.

4.7 Les parties s'engagent, dans la mesure de leurs intérêts respectifs, à prendre les mesures et à signer tous les documents nécessaires pour rendre exécutoires les travaux mentionnés dans l'annexe A et les servitudes et droits d'usage en découlant s'il y a lieu.

4.8 Les parties s'engagent à ne pas entraver la réalisation de l'un ou l'autre objet de la présente convention et s'engagent également à aider de toutes les façons possibles, y compris par l'obtention de tous les permis et consentements nécessaires, à la réalisation des objets de la présente convention.

4.9 Le gouvernement s'engage dans les limites de sa compétence, à accorder avec diligence les autorisations nécessaires relativement aux installations scolaires et hospitalières de Oujé-Bougoumou, pourvu que les lois, règlements et normes en vigueur soient respectés.

4.10 Le gouvernement garantit l'accès aux mesures financières, techniques et administratives nécessaires à la construction du village cri de Oujé-Bougoumou et au développement socio-économique des Cris de Oujé-Bougoumou et à cet effet, accepte de co-financer cette construction et les fonds socio-économiques visés aux chapitres 5 et 6 de la présente convention.

4.11 Il est entendu que le gouvernement fédéral qui a, entre autres, une responsabilité fiduciaire envers les Cris de Oujé-Bougoumou, doit participer au financement de la majeure partie de la construction du village et doit aussi participer au financement du programme de développement socio-économique ainsi qu'aux fonds s'y rattachant et prévus par les présentes.

4.12 En considération de la présente convention, les Cris de Oujé-Bougoumou, sans préjudice à leurs droits et à leur autorité et sans admission d'aucune sorte, s'engagent à développer leur communauté et à avoir des relations pacifiques avec le gouvernement du Québec, les

entreprises, les institutions et la population sous la juridiction du gouvernement du Québec et s'engagent à ne pas interférer avec la mise en application par le Québec des lois du Québec sur le territoire traditionnel de Oujé-Bougoumou en considération du respect par le gouvernement de ses engagements conformément aux termes de la présente convention et que cet engagement ne s'applique pas aux lois du Canada sur le territoire traditionnel de Oujé-Bougoumou. Il est entendu que cet engagement ne s'applique pas aux actes régis par le Code Criminel.

5. Construction du village de Oujé-Bougoumou:

5.1 Les parties conviennent que le village cri de Oujé-Bougoumou sera construit sur la rive nord du lac Opémisca en conformité avec et dans les limites des obligations respectives des parties et du gouvernement fédéral tel que décrit dans la présente convention. La construction du village de base doit être achevée au plus tard le 31 décembre 1992.

5.2 Le village de base de Oujé-Bougoumou à être construit contiendra approximativement 111 unités résidentielles afin de satisfaire les besoins courants des Cris de Oujé-Bougoumou, des systèmes d'égout et d'alimentation en eau et autres infrastructures, une école et des résidences pour le personnel enseignant, une clinique et des résidences pour le personnel de la santé, l'alimentation en électricité et sa distribution, une route d'accès à la communauté, l'édifice administratif et communautaire de la communauté et un atelier ainsi qu'un garage municipal.

5.3 Les installations et ouvrages devant être construits et l'équipement devant être acquis à titre d'éléments essentiels du village doivent être substantiellement conformes à la description qui en est faite à l'annexe A de la présente convention ainsi qu'avec les coûts estimés tel que décrit dans cette annexe A.

5.4 Les parties reconnaissent que l'annexe A prévoit la construction du village de base de Oujé-Bougoumou de façon à satisfaire

les besoins de départ et que d'autres installations et ouvrages sont requis afin que le village de Oujé-Bougoumou soit comparable aux autres villages des communautés cries du nord du Québec.

5.5 Conformément aux engagements et représentations déjà faits par le gouvernement fédéral et à la convention de principe intervenue entre les Cries de Oujé-Bougoumou, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral en date du 7 juillet 1989 ainsi qu'aux négociations subséquentes, le financement du coût de base au montant de 42,85 M\$* pour le village de Oujé-Bougoumou se répartit comme suit:

- a) Le gouvernement du Québec doit payer 9,25 M\$ du coût de base du village;
- b) Hydro-Québec doit payer 1,5 M\$ ou les coûts réels de l'alimentation en électricité pour le village, incluant le système de distribution;
- c) Le gouvernement fédéral doit payer 32,1 M\$ du coût de base du village.

5.6 La Société de développement de Oujé-Bougoumou visée par les présentes est responsable de la gestion et de la surveillance de la construction du village sauf en ce qui concerne l'école, la clinique, les résidences connexes et l'alimentation en électricité ainsi que sa distribution.

5.7 La Société de développement de Oujé-Bougoumou recevra la somme de 32,5 M\$ du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec pour les fins mentionnées à l'article 5.6 et en conformité avec l'annexe A des présentes.

5.8 Conformément à l'article 5.7, le gouvernement du Québec paiera à la Société de développement de Oujé-Bougoumou la somme de 5 M\$ et le gouvernement fédéral paiera à la Société de développement de Oujé-Bougoumou la somme de 27,5 M\$ dans les six (6) mois de la date de la présente convention.

* M\$ signifie million de dollars

5.9 La Commission scolaire crie est responsable de la construction de l'école et des résidences du personnel enseignant. A cette fin, elle recevra une somme de 4,6 M\$ du gouvernement fédéral et de 1,25 M\$ du gouvernement du Québec ou le coût actuel de telles installations dans les mêmes proportions et conformément à un échéancier de paiement tenant compte de l'annexe A.

5.10 Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James sera responsable de la construction d'une clinique et des résidences du personnel de la santé. À cette fin, il recevra une somme de 3 M\$ du gouvernement du Québec ou le coût actuel de telles installations conformément à un échéancier de paiement tenant compte de l'annexe A.

5.11 Hydro-Québec construira à ses frais le système d'alimentation en électricité et le réseau de distribution. L'alimentation en électricité au site du village se fera le plus tôt possible mais au plus tard le 1er juin 1990. La mise en place du réseau de distribution coïncidera avec le rythme de construction du village.

6. Programme de développement socio-économique

6.1 Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral par les présentes établissent un programme de développement socio-économique pour les Cris de Oujé-Bougoumou conformément aux termes de la présente convention et contribuent la somme de 50 M\$ pour le financement des fonds instaurés en fonction du programme de développement socio-économique selon la répartition suivante:

- a) Le gouvernement fédéral versera la somme de 35 M\$ pour les trois (3) fonds décrits comme suit;
- b) Le gouvernement du Québec versera la somme de 15 M\$ pour les trois (3) fonds décrits comme suit.

6.2 Le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Les parties reconnaissent qu'il est approprié de prévoir des avantages à long terme pour la communauté crie de Oujé-Bougoumou et à cet égard établissent le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou.

6.3 Création et financement du Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Par les présentes, le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou est créé. Il comprend les sommes versées conformément à l'article 6.4 et toute augmentation de celle-ci, sous réserve des articles 6.5 et 6.6.

6.4 Contribution au Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral verseront respectivement la somme de 5 M\$ et de 15 M\$ comptant à la Société de développement de Oujé-Bougoumou pour les fins du Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou, le ou avant le 31 janvier 1990.

6.5 Emploi du Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Le fonds créé conformément à l'article 6.3 du présent chapitre peut être employé à des fins communautaires, à l'avantage de la communauté de Oujé-Bougoumou ou pour d'autres activités généralement avantageuses pour les Crie de Oujé-Bougoumou.

Le fonds pourra aussi servir aux fins décrites à l'annexe B de la présente convention qui en fait partie intégrante.

6.6. Gestion du Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Conformément au chapitre 3 de cette convention, la Société de développement de Oujé-Bougoumou contrôle et gère le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou et peut en dépenser toute partie pour la communauté de Oujé-Bougoumou.

7. Le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

7.1 Les parties conviennent de la nécessité d'une aide financière transitoire pour les Cris de Oujé-Bougoumou au moyen d'un fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou.

7.2 Création et financement du Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

Par les présentes, le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou est créé. Il comprend les sommes versées conformément à l'article 7.3 et toute augmentation de celle-ci, sous réserve des articles 7.4 et 7.5.

7.3 Contribution au Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral verseront respectivement la somme de 4 M\$ et de 10 M\$ comptant à la Société de développement de Oujé-Bougoumou pour les fins du Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou, le ou avant le 31 janvier 1990.

7.4 Emploi du Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

Le fonds peut aussi être employé pour fournir de l'aide financière aux entreprises cries, aux entrepreneurs cris, aux Cris qui poursuivent le mode de vie traditionnel et aux organismes cris de Oujé-Bougoumou, y compris la communauté de Oujé-Bougoumou.

Le fonds peut servir aux fins décrites à l'annexe B de la présente convention.

7.5 Gestion du Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

La Société de développement de Oujé-Bougoumou contrôle et gère le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou et effectue des versements à même le fonds aux fins visées dans l'article 7.4 et en conformité avec le chapitre 3 de la présente convention.

8. Fonds d'entreprise régionale

8.1 Les parties reconnaissent qu'il est approprié de favoriser la création d'entreprises en coparticipation entre les Cris de Oujé-Bougoumou et d'autres entreprises oeuvrant ou désirant oeuvrer dans la région environnante incluant les sociétés de la couronne québécoise.

8.2 Création et financement du Fonds d'entreprise régionale

Par les présentes, le Fonds d'entreprise régionale est créé. Il comprend des crédits pour la somme de 6 M\$ octroyés par le gouvernement du Québec et de 10 M\$ octroyés par le gouvernement fédéral et toute augmentation de ceux-ci, sous réserve des articles 8.3 et 8.4.

Ces crédits seront reconnus le ou avant le 31 janvier 1990 et devront être détenus en fidéicomis pour le bénéfice de la Société de développement de Oujé-Bougoumou jusqu'au 31 janvier 1997, sous réserve de l'article 8.3.

8.3 Contribution au Fonds d'entreprise régionale

Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral réserveront respectivement des crédits pour la somme mentionnée à l'article 8.2 en faveur de la Société de développement de Oujé-Bougoumou aux fins du Fonds d'entreprise régionale et verseront à la Société de développement de Oujé-Bougoumou les sommes nécessaires à la réalisation des projets mentionnés à l'article 8.4 lesquels auront été approuvés par la Société et par le gouvernement du Québec ou le gouvernement fédéral selon le cas.

8.4 Emploi du Fonds d'entreprise régionale

Le fonds créé conformément à l'article 8.2 du présent chapitre doit être employé à l'avantage de la communauté de Oujé-Bougoumou et de la région afin de financer des entreprises dans lesquelles les Cris de Oujé-Bougoumou désirent participer avec d'autres entreprises oeuvrant ou désirant oeuvrer dans la région.

Le Fonds d'entreprise régionale pourra aussi servir aux fins décrites à l'annexe B de la présente convention.

8.5 Gestion du Fonds d'entreprise régionale

Conformément au chapitre 3 de cette convention, la Société de développement de Oujé-Bougoumou contrôle et gère le Fonds d'entreprise régionale et peut dépenser ou utiliser toute partie de ce fonds pour le bénéfice d'entreprises détenues en coparticipation entre les Cris de Oujé-Bougoumou et les entreprises oeuvrant ou désirant oeuvrer dans la région environnante.

9. Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou

9.1 Création et financement du Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou
Par les présentes, le Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou est créé. Il comprend la somme de 10 M\$.

9.2 Contribution au Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou

Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral verseront respectivement la somme de 5 M\$ à la Société de développement de Oujé-Bougoumou sous forme de prêt sans intérêt le ou avant le 30 novembre 1989.

9.3 Emploi du Fonds de roulement de Oujé-Bougoumou

La Société de développement de Oujé-Bougoumou utilisera un tel prêt afin de faciliter le financement intérimaire conformément au chapitre 5 jusqu'à la fin des travaux de construction du village de base. Par la suite le fonds sera utilisé pour les besoins du programme de développement socio-économique tel que décrit à l'article 6.1 et selon les conditions convenues entre la Société de développement de Oujé-Bougoumou et le gouvernement du Québec ou le gouvernement fédéral selon le cas.

10. Négociations futures quant à l'application de la présente convention

10.1 Les parties aux présentes s'engagent à négocier de bonne foi tous les détails pouvant être requis pour appliquer intégralement et adéquatement la présente convention incluant la sécurité du transport sur le chemin forestier existant (no 209 nord) reliant le village de Oujé-Bougoumou à la route no 113.

10.2 Cette disposition ne doit d'aucune manière être interprétée de manière à affecter la valeur contractuelle de la présente convention. Cette disposition vise plutôt à prévoir un mécanisme afin de faciliter la mise en application de la présente convention.

11. Entrée en vigueur de la convention

11.1 La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties aux présentes.

11.2 Aucun acte ou omission du gouvernement fédéral tel que prévu aux présentes ne doit affecter les obligations et engagements du gouvernement du Québec ou des Cris de Oujé-Bougoumou, prévus dans la présente convention.

ANNEXE A

COMMUNAUTÉ DE OUJÉ-BOUGOUMOU (VILLAGE) APERÇU GÉNÉRAL DES COÛTS DE CONSTRUCTION DE LA PHASE I SEULEMENT (DOLLARS CONSTANTS DE 1989, 000\$)

		COMPTANT À SDOB
Route d'accès de 7 km (non asphaltée) Type D	1 500, \$	1 500, \$
111 résidences à 125, \$	13 875, \$	13 875, \$
Édifice administratif et communautaire	1 300, \$	1 300, \$
Atelier	370, \$	370, \$
Infrastructure:	13 496, \$*	13 496, \$
planification	440, \$	
ingénierie et surveillance	1 400, \$	
gestion du projet et	500, \$	
des contrats		
	<u>2 340, \$</u>	
Équipement (1ère partie)	739, \$	739, \$
Garage municipal/ambulance	720, \$	720, \$
École et résidences connexes(ou soumissions CSC)	5 850, \$	
Clinique et résidences(ou soumissions CCSS)	3 000, \$	
Système d'alimentation électrique et réseau de distribution (H.Q.)	1 500, \$	
Contingences	<u>500, \$</u>	<u>500, \$</u>
	42 850, \$	32 500, \$

* Infrastructure: 13 496, \$

- a) Puits - études hydrologiques - traitement de l'eau
- b) Conduite principale à réservoir - réservoir
- c) Aqueduc (distribution) et bornes fontaines
- d) Egout sanitaire et conduite forcée à étang d'aération (± 200 unités desservies)
- e) Egout pluvial rudimentaire
- f) Entrées chauffées aqueduc/égout 130 unités +
- g) Rues non asphaltées
- h) Comprend les coûts d'ingénierie et de supervision, gestion du projet et frais de séjour (2 340, \$), étude de sol et plan d'urbanisme
- i) Inclut camp pour les ouvriers durant la construction
- j) Étude d'impact

Note: Les communications seront payées par TELEBEC.

SDOB: Société de développement de Oujé-Bougoumou

6 septembre 1989

ANNEXE B

1. Le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou

Sans restreindre l'usage général du Fonds décrit à l'article 6.5, le Fonds communautaire de Oujé-Bougoumou peut aussi être utilisé pour le financement d'affaires communautaires et de services publics tels que le développement des ressources humaines, un magasin général, service de transport, un motel, une station service, commerces locaux et services financiers aussi bien que tous services ou commerces susceptibles de créer de l'emploi aux Cris de Oujé-Bougoumou.

2. Le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou

Sans restreindre l'usage général du fonds décrit à l'article 7.4, le Fonds de développement socio-économique de Oujé-Bougoumou peut être utilisé pour parrainer la participation des Cris de Oujé-Bougoumou dans des domaines spécifiques tels que la mise en valeur de l'environnement, la promotion d'objectif économique traditionnel, les projets industriels, l'agriculture, les mines, la sylviculture, la foresterie, la construction, le tourisme, l'artisanat, le transport régional, le développement immobilier et, de façon générale, des participations dans des entreprises, des ressources, des propriétés et des industries oeuvrant dans le territoire traditionnel de Oujé-Bougoumou.

3. Le Fonds d'entreprise régionale

Sans restreindre l'usage général du fonds décrit à l'article 8.4, le Fonds d'entreprise régionale peut être utilisé pour promouvoir la participation des Cris de Oujé-Bougoumou avec les gouvernements et les organisations régionales, les entreprises oeuvrant dans les secteurs décrits au point 2 ci-haut.

SIGNATAIRES

SIGNATORIES


EN FOI DE QUOI les parties aux présentes ont dûment fait signer la présente à la date et à l'endroit indiqués ci-dessous.

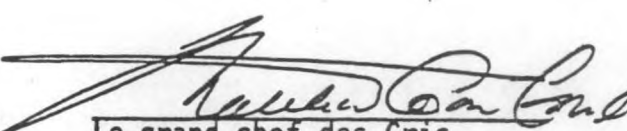
IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have caused this agreement to be duly signed on the date and the place hereinbelow indicated.

SIGNÉ à *Libé Cymioha le 6 septembre 1989*
SIGNED at *Libé Cymioha September the 6th 1989*

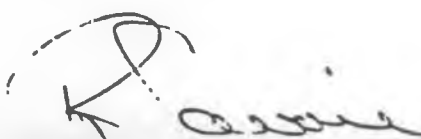
Cris de Oujé-Bougoumou
Crees of Oujé-Bougoumou

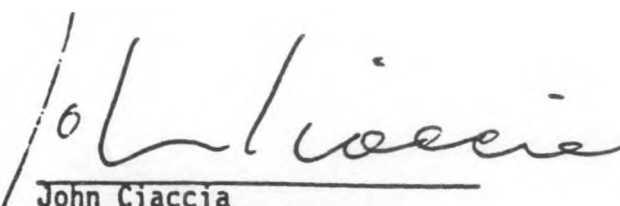
Témoin
Witness


Le chef, Abel Bosum, Chief


Le grand chef des Cris,
Matthew Coon-Come,
Grand Chief of the Crees

Gouvernement du Québec,
Government of Québec,

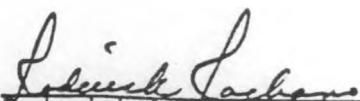

Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines et
aux Affaires autochtones

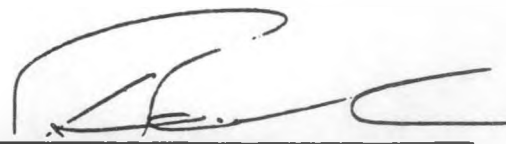

John Ciaccia
Ministre de l'Énergie et
des Ressources

Entente de principe

Attendu que les négociateurs agissant d'une part pour les Cris de Oujé-Bougoumou (nation crie de Oujé-Bougoumou) et d'autre part pour le gouvernement du Québec se sont entendus sur les termes et conditions de la convention ci-après annexée.

En conséquence, les négociateurs ont recommandé d'une part aux Cris de Oujé-Bougoumou et d'autre part au gouvernement du Québec d'approuver et de signer cette convention.


Roderick Pagnano
Négociateur pour les
Cris de Oujé-Bougoumou


Georges Beauchemin
Négociateur pour le
gouvernement du Québec

Signé au Lac Opémisca
Lundi, le 24 juillet 1989.

**ENTENTE RELATIVE A L'ELABORATION
D'UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
(SOCIAL, CULTUREL ET ECONOMIQUE)
ET QUANT A L'EXAMEN EN PROFONDEUR
DU PLAN DE GESTION DES BINGOS
DE LA COMMUNAUTE DE MASHTEUIATSH**

Vu que la communauté montagnaise de Mashteuiatsh a toujours clairement démontré son intention de sortir du sous-développement social et économique qui s'exprime, entre autres, par un taux de sans-emploi élevé;

Vu que le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean est responsable du développement de la communauté de Mashteuiatsh et du bien-être de ses membres;

Vu que le ministre délégué aux Affaires autochtones désire s'associer aux efforts, qui peuvent mener à des solutions globales et durables, de cette communauté qui veut améliorer sa situation économique, sociale et culturelle;

/2

Vu que le ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec est prêt à examiner différentes avenues qui peuvent mener à des solutions globales et durables à ce problème majeur;

Vu qu'il y a lieu, pour le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean et le ministre délégué aux Affaires autochtones, de trouver ensemble les solutions adéquates pour corriger la situation communautaire (social, culturel et économique);

Les deux parties conviennent de collaborer dans la recherche de solutions en vue de réduire les écarts sociaux et économiques de la communauté de Mashteuiatsh par rapport aux communautés non autochtones environnantes.

.../3

1. GROUPE DE TRAVAIL

Pour ce faire, la communauté de Mashteuiatsh par la voix de son chef, monsieur R. Kurtness, et le ministre délégué aux Affaires autochtones conviennent de mettre sur pied un groupe de travail afin d'élaborer une stratégie de développement communautaire.

2. COMPOSITION

Le groupe de travail sera composé à part égale de deux (2) représentants de la communauté montagnaise de Mashteuiatsh à être désignés par le Conseil des Montagnais du Lac St-Jean et de deux (2) représentants du Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) à être désignés par le ministre délégué aux Affaires autochtones.

Le groupe de travail pourra s'adjoindre des fonctionnaires d'autres ministères ou organismes du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada et d'autres représentants de la communauté de Mashteuiatsh si nécessaire, selon la nature des projets qui seront examinés. Le groupe de travail se réunira au besoin et pourra être convoqué par l'une ou l'autre des parties.

3. OBJECTIF

Le groupe de travail aura comme objectif la recherche de solutions afin d'améliorer la qualité de vie des Montagnais du Lac St-Jean tant sur le plan social, économique que culturel.

Le groupe de travail aura aussi comme objectif de soumettre divers scénarios qui sont aptes à réduire les écarts entre la communauté de Mashteuiatsh et l'ensemble de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Tant les représentants du ministre délégué que les représentants de la communauté de Mashteuiatsh s'engagent à travailler de bonne foi dans la recherche de ces solutions.

4. MANDAT

Le groupe de travail aura, entre autres, le mandat d'examiner le plan de gestion sur les jeux de bingo déposé par le Conseil des Montagnais du Lac St-Jean le 8 juin 1990 auprès du Secrétariat aux Affaires autochtones.

Le groupe de travail identifiera également les projets de développement communautaire (social culturel et économique) qui pourraient être amorcés le plus tôt possible, dans le cadre de programmes existants, tout en favorisant un cheminement plus rapide.

/6

Le groupe de travail élaborera aussi une stratégie et un plan de développement communautaire (social, culturel et économique) à plus long terme.

Le groupe de travail fera, de plus, une identification systématique de l'ensemble des sources de financement disponibles à la communauté montagnaise de Mashteuiatsh en provenance des paliers locaux, provincial et fédéral afin de faciliter une utilisation plus efficace de ces sommes.

5. RAPPORT

Le groupe de travail fera un premier rapport le plus tôt possible, mais pas plus tard que le 31 mars 1991, sur les éléments à plus court terme (plan de gestion des bingos, financement disponible, projets dans le cadre des programmes existants) et un deuxième rapport le plus tôt possible, mais pas plus tard que le 30 septembre 1991, concernant le plan de développement économique.

.../7

17

En foi de quoi les participants ont signé

à Québec, le 13 Novembre 1990


CHRISTIAN SIRROS

Ministre délégué aux
Affaires autochtones


REMY KOURTNESS

Chef de Bande de
Mashteuiatsh

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE :

AKWESASNE
représenté par le Conseil des Mohawks d'Akwesasne
(désigné ci-après comme "Akwesasne")

D'UNE PART

LE CANADA
représenté par le ministre des Affaires indiennes
et du Nord canadien
(désigné ci-après comme le "Canada")

D'AUTRE PART

LE QUÉBEC
représenté par le ministre délégué aux Affaires autochtones
et le ministre délégué
aux Affaires intergouvernementales canadiennes
(désigné ci-après comme le "Québec")

D'AUTRE PART

et

L'ONTARIO
représenté par le ministre des Ressources naturelles et
ministre délégué aux Affaires autochtones
(désigné ci-après comme l'"Ontario")

D'AUTRE PART

ATTENDU QUE les parties se sont engagées à travailler ensemble à améliorer les conditions de vie sur le territoire mohawk d'Akwesasne;

ATTENDU QUE les parties reconnaissent que le territoire mohawk d'Akwesasne est unique en matière de responsabilités du fait qu'il renferme des terres du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York;

ATTENDU QUE les parties conviennent que les Mohawks d'Akwesasne connaissent actuellement des problèmes directement attribuables au fait que la frontière du Québec et de l'Ontario et la frontière internationale canado-américaine se trouvent sur le territoire mohawk d'Akwesasne;

ATTENDU QUE le territoire mohawk d'Akwesasne ne dispose pas d'installations appropriées sur les plans social, de la santé, de la justice et des loisirs;

ATTENDU QUE les parties ont convenu de créer un "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" et d'y nommer des représentants.

PAR CONSÉQUENT, LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE AFFIRME que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit:

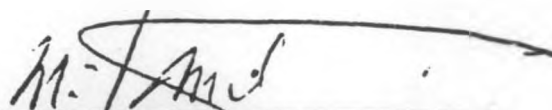
1. Le présent protocole d'entente a pour but d'aider à répondre le plus rapidement possible aux besoins d'Akwesasne sur les plans social, économique, de la santé et des loisirs afin de remédier aux lacunes et aux problèmes que connaissent les autochtones d'Akwesasne en raison de la présence de plusieurs frontières sur leur territoire.
2. Le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" aura le mandat d'aider à régler les problèmes qui se posent par suite de la situation unique d'Akwesasne et il assurera la coordination entre les autorités compétentes concernées pour la planification des projets, leur financement et le travail de mise en oeuvre connexe.
3. Le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" s'acquittera de ses fonctions selon des conditions établies et convenues, jointes aux présentes à titre d'annexe "A".


4. Une liste des projets prioritaires, identifiés par le Conseil des Mohawks d'Akwesasne et figurant à l'annexe "B", sera mise en oeuvre par le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne". Les parties conviennent que les projets qui y figurent peuvent être financés par le truchement des programmes ordinaires ou d'une façon spéciale, de façon à garantir la souplesse nécessaire à l'application de l'entente.
5. Le coût des projets décrits dans l'annexe "B" est estimé sommairement à 25 000 000\$. Cette estimation sera détaillée dans une étude de faisabilité pour chacun des secteurs d'intervention. Le Canada, le Québec et l'Ontario financeront les projets énumérés dans l'annexe "B" comme suit:
 - a. le Canada supportera 52 p. 100 des coûts, et
 - b. l'Ontario et le Québec paieront 48 p. 100 des coûts. Le partage de ceux-ci entre eux se fondera sur les chiffres du Canada concernant la population mohawk d'Akwesasne, qui proviennent du système d'inscription des Indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (17 juillet 1990, rapport/IM 32: Québec 55 p. 100; Ontario 45 p. 100).
6. Le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" peut inviter d'autres parties à participer à la discussion des projets prioritaires d'Akwesasne.
7. Des changements peuvent être apportés par le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" à la liste de projets prioritaires d'Akwesasne moyennant l'accord mutuel de ses membres.
8. Le mandat du "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" portera sur une période de cinq ans, commençant le 1^{er} avril 1990 et se terminant le 31 mars 1995. Dans la dernière année de ce mandat, les parties détermineront si le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" doit continuer d'exister. Son mandat pourra être prolongé par entente des parties.
9. Pendant la durée de son mandat, le "Groupe de travail spécial d'Akwesasne" soumettra un rapport annuel destiné aux signataires du protocole d'entente, à la date d'anniversaire de sa signature.

10. On pourra mettre fin à ce protocole d'entente en vertu d'un consentement mutuel de toutes les parties.
11. Rien dans le présent protocole d'entente ne doit empiéter ou avoir des répercussions négatives sur les activités ou les programmes ordinaires des parties ni être considéré comme ayant une incidence sur les droits, privilèges ou libertés qui ont pu être accordés ou pourraient être accordés aux Mohawks d'Akwesasne, ou comme nuisant ou dérogeant à ceux-ci.
12. Chaque partie s'efforcera de faire tout en son pouvoir pour mettre en oeuvre avec succès le protocole d'entente.

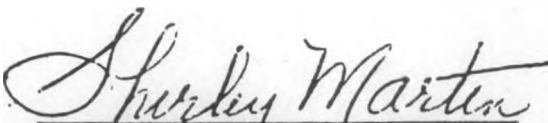
EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'adite entente.

Faite en quadruple exemplaires à Akwesasne ce 26e jour de novembre 1990.

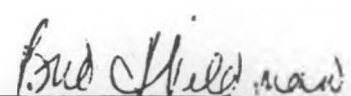

 AU NOM DU CONSEIL MOHAWK
 D'AKWESASNE, LE GRAND CHEF


 AU NOM DU QUÉBEC, LE MINISTRE
 DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
 AUTOCHTONES

ET


 AU NOM DU CANADA, LE MINISTRE
 DES AFFAIRES INDIENNES ET
 DU NORD CANADIEN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX
 AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
 CANADIENNES


 AU NOM DE L'ONTARIO
 LE MINISTRE DES RESSOURCES
 NATURELLES ET MINISTRE DÉLÉGUÉ
 AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

CADRE DE RÉFÉRENCE

GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL D'AKWESASNE

Mandat

Le groupe de travail spécial d'Akwesasne a pour mandat d'aider à régler les problèmes résultant de la situation unique d'Akwesasne en matière de responsabilités. Il assurera en particulier la coordination entre les autorités compétentes de la planification des projets, leur financement et le travail de mise en oeuvre connexe.

Le financement destiné aux priorités de la collectivité sera assuré en vertu d'un partage équitable tenant dûment compte des engagements totaux de chacune des parties. En plus du financement, il est entendu qu'elles feront le nécessaire pour s'occuper des autorisations de programmes et des échéanciers de projets.

Fonctionnement

Le groupe de travail spécial d'Akwesasne se réunira de façon régulière, normalement tous les deux mois ou à d'autres moments convenus mutuellement. Chacune des parties désignera un représentant à ce groupe de travail et il sera présidé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

On nommera un secrétaire du groupe de travail pour assumer la responsabilité des fonctions administratives, dont les avis de réunions, l'établissement des ordres du jour et la rédaction des procès-verbaux.

Le procès-verbal des réunions du groupe de travail se limitera à la consignation des décisions. Ces décisions seront prises avec l'accord de toutes les parties.

Le groupe de travail spécial d'Akwesasne élaborera un plan de travail fondé sur les priorités indiquées par le Conseil mohawk d'Akwesasne.

LISTE DES PROJETS

Sweetgrass Lodge (foyer pour les personnes âgées)

Collectivité de l'île Cornwall/centre récréatif

Collectivité du village de St-Régis/centre récréatif

Collectivité Chenail (Snye)/centre récréatif

Centre de formation pour les adultes

Centre sportif d'Akwesasne

Clinique d'Akwesasne

Foyer pour les chroniques d'Akwesasne

Installations pour un poste de police

Centre d'administration de la justice

S.O.A.R. (Simplicity in Obtaining Available Resources) (accès facile aux ressources disponibles) (société de développement offrant des prêts et des garanties de prêts)

5. Liste du personnel du Secrétariat aux affaires autochtones, leur fonction respective en 1990-1991 et leur date d'entrée en fonctions

Voir document annexé

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

5 - PERSONNEL DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

POSTES RÉGULIERS

Date d'entrée en fonctions			Corps
13-08-86	<u>Gilles Jolicoeur.</u>	secrétaire général associé du C.E. responsable du Secrétariat aux affaires autochtones	615
01-04-78	<u>Bernard Mathieu.</u>	secrétaire adjoint et directeur de la coordination et de la mise en oeuvre	630
15-02-78	<u>Roger Beaudoin.</u>	négociateur - CAM et responsable du Comité de développement communautaire	630
17-04-84	<u>Jacques Giguère.</u>	responsable du Comité de développement socio-culturel	630
03-08-86	<u>Jean Rochon.</u>	responsable de la Recherche et du Développement des politiques	630
02-10-82	<u>Patrick F. Dooley.</u>	responsable des liens avec les organismes autochtones regroupant A.F.A.Q., A.A.Q., R.C.A.A., A.M.I.S.S., et membre du CDSC	630
01-04-78	<u>Raymond-M. Gagnon.</u>	secrétaire de l'Assemblée des coordonnateurs responsable du dossier des Naskapis et adjoint au responsable du CDSC	124
02-04-87	<u>Collin Paré.</u>	adjoint au responsable du CDE	105
10-12-79	<u>Philippe Nadeau.</u>	adjoint au responsable du CDC et chargé des cours d'initiation au Québec nordique et amérindien	111
27-10-82	<u>Jean-Paul Matte.</u>	agent de développement industriel au Comité de développement communautaire	102
01-04-78	<u>Jean-Marc Lessard.</u>	responsable de l'Administration	111
16-02-87	<u>Andrée Bélanger.</u>	agente de recherche, spécialisée en droit (Négociations avec le CAM, Développement des politiques)	105
18-02-87	<u>Catherine-A. Gauthier.</u>	agente de recherche Recherche et Développement des politiques	105
16-02-82	<u>Ann Picard.</u>	responsable du Service des communications	104
24-10-88	<u>Gilles Chaumel.</u>	chargé de la publication de la revue Rencontre	104
05-01-82	<u>Denyse Poulin.</u>	technicienne en Administration affectée au Service des communications	264
05-01-82	<u>Réjane Ross.</u> remplacée par Louise Paradis. à compter du 6 août 1990	agente de secrétariat à la Recherche et au Développement des politiques	221

01-04-78	<u>Marie Racine.</u>	secrétaire à la négociation spéciale (Mohawks)	297
10-01-80	<u>Marie Desrochers.</u>	agente de secrétariat au Service des communications (1/2 temps)	221
15-02-78	<u>Jeannine Savoie.</u>	secrétaire, du secrétaire adjoint et de la Coordination et mise en oeuvre	297
18-06-79	<u>Johanne Bédard.</u>	secrétaire du Sec. général associé	221
03-02-82	<u>Aline Bergeron.</u>	agente de secrétariat au CDSC	221
20-08-81	<u>Augustin Larue.</u>	auxiliaire de bureau, messenger	211
17-09-90	<u>Louise Séguin.</u>	agente d'information	104
13-08-90	<u>Richard Garand.</u>	agent de développement économique	105

POSTES OCCASIONNELS

16-03-87	<u>Jean-Daniel Thériault.</u>	agent de recherche, spécialisé en droit (du 16 mars 1987 au 2 avril 1993)	105
16-03-87	<u>Lucie Dumas.</u>	agente d'information chargée des relations publiques (du 16 mars 1987 au 2 avril 1993)	104
13-12-87	<u>Marcel Plourde.</u>	bibliothécaire, responsable du Centre de documentation (du 9 novembre 1987 au 10 novembre 1990)	112
26-11-86	<u>Nathalie Laquerre.</u>	agente de secrétariat au Service des communications (du 8 janvier 1987 au 4 juin 1993)	221
09-01-89	<u>Lynne Proulx.</u>	agente de secrétariat au CDC et à l'Administration (du 9 janvier 1989 au 9 janvier 1992)	221
14-03-90	<u>Ginette Boivin.</u>	secrétaire à la Direction des négociations (du 2 avril 1990 au 2 avril 1992)	221
31-05-90	<u>Jacinthe Roberge.</u>	A.R.P.S.E adjointe au négociateur-chef Cris et des Inuit (du 4 juin 1990 au 4 juin 1992)	105

PRETS DE SERVICES

04-10-88	<u>Pierre E. Coulombe.</u>	prêt de l'Office des ressources humaines employé cadre responsable de la négociation avec les Mohawks	
22-01-90	<u>Georges Beauchemin.</u>	prêt du ministère de l'Energie et des Ressources	
		secrétaire adjoint, responsable de la Direction des négociations	

6. Noms et salaires du personnel cadre et hors-cadre du Secrétariat aux affaires autochtones au 31 mars 1991

<u>Gilles Jolicoeur,</u>	secrétaire général associé du C.E. responsable du Secrétariat aux affaires autochtones	105 052 \$
<u>Bernard Mathieu,</u>	secrétaire adjoint et directeur de la coordination et de la mise en oeuvre	81 340 \$
<u>Roger Beaudoin,</u>	négociateur - CAM et responsable du Comité de développement communautaire	72 899 \$
<u>Jacques Giguère,</u>	responsable du Comité de développement socio-culturel	72 899 \$
<u>Jean Rochon,</u>	responsable de la Recherche et du Développement des politiques	64 651 \$
<u>Patrick F. Dooley,</u>	responsable des liens avec les organismes autochtones regroupant A.F.A.Q., A.A.Q., R.C.A.A., A.M.I.S.S., et membre du CDSC	66 019 \$

Concernant la crise autochtone de l'été 1990

7. Du 11 juillet au 27 septembre 1990, quelle a été, pour chacune des rencontres, la liste des sujets qui ont été amenés par les négociations, en indiquant:
- a) les sujets amenés par les négociateurs gouvernementaux
 - b) les sujets amenés par les représentants mohawks
 - c) les sujets qui ont fait l'objet de négociation?

Depuis le 27 septembre jusqu'à ce jour, combien y a-t-il eu de rencontres entre les représentants mohawks et ceux du gouvernement en indiquant pour chacune de ces rencontres:

Voir documents annexés

Question 75

1.a Les sujets amenés par les négociateurs gouvernementaux?

21 août à la Trappe d'Oka

- . Déclaration de M. Bernard Roy - document 76-15**
- . Déclaration de M. Alex K. Paterson - document 76-16**

DÉCLARATION DE BERNARD ROY, NÉGOCIATEUR FÉDÉRAL # 76-15
LE 21 AOÛT, AU COURS DES DISCUSSIONS

La position du gouvernement du Canada a toujours été dictée, et continue de l'être, par sa volonté de répondre aux revendications manifestées depuis longtemps par les leaders Mohawks et la communauté de Kanesatake.

En septembre 1989, le gouvernement du Canada a négocié une entente cadre. Malheureusement, l'approbation de l'entente, qui devait être discutée avec les membres de la Bande avant mars 1990, n'a jamais été accordée.

Le gouvernement du Canada demeure engagé à mettre en vigueur cette entente qui a été négociée en toute liberté, à bâtir sur ses fondements et à l'améliorer.

Plus précisément, le gouvernement du Canada a toujours été prêt à acquérir plus de terres à Kanesatake, et il l'est toujours.

Le gouvernement du Canada est prêt à rendre aux Mohawks de Kanesatake la propriété des terres sur lesquelles étaient prévus les travaux d'agrandissement du terrain de golf, de même que des terrains adjacents et le cimetière indien.

Le gouvernement du Canada reconnaît l'insuffisance des terrains de Kanesatake comme un problème qui doit être résolu de toute urgence.

Enfin, le gouvernement du Canada est prêt à répondre aux besoins sociaux et économiques de Kanesatake.

Ces engagements et ces mesures font partie du mandat qui m'a été confié par le gouvernement du Canada à titre de principal négociateur afin de résoudre ces problèmes en suspens.

Toutefois, je vous répète aujourd'hui ce qui a toujours été la position du gouvernement du Canada depuis le début de la crise en juillet dernier. Il ne peut y avoir de pourparlers ou de discussions avec les représentants de la communauté de Kanesatake (y compris les membres de la Longhouse) sur le fond et la forme de tous ces points et de tout problème relié tant que les barricades seront dressées et des armes utilisées pour provoquer les négociations. Telle est la position du gouvernement du Canada.

**Le Gouvernement
du Québec**

Le Ministre
des Affaires Internationales
et
Ministre délégué
aux Affaires Autochtones

Montréal, le 27 juillet 1990

Membres de la nation Mohawk à
Kahnawake et Kanesatake
c/s M^r James O'Reilly
O'Reilly, Mainville
1155, University
Bureau 707
Montréal (Québec)
H3B 3A7

Mesdames, Messieurs,

Vous connaissez la volonté du gouvernement du Québec de discuter de vos revendications dans un climat calme, sans que des vies humaines soient mises en danger et que la paix publique soit compromise plus longtemps. A la recherche d'un climat propice aux discussions, je vous proposais, il y a quelques jours, que nous nous rencontrions dorénavant à l'extérieur des barricades. Hier, de concert avec mon collègue responsable de la Sécurité publique, Monsieur Bar Elias, j'annonçais les mesures mises en place pour continuer à vous assurer l'accès à la nourriture.

Dans le même esprit et dans l'espoir que nous puissions ainsi désamorcer le climat d'affrontement qui gêne le déroulement de nos discussions sur les véritables problèmes auxquels est confrontée la nation Mohawk, je vous sou mets la proposition suivante, dont certains éléments majeurs exigent qu'ils soient réalisés simultanément par les deux parties.

1. Le gouvernement du Québec souscrit entièrement aux engagements pris par le gouvernement fédéral:
 - a- d'acquiescer, aux fins et au bénéfice des Mohawks de Kanesatake, les terrains qui devaient servir à l'agrandissement du terrain de golf;
 - b- de reconnaître l'existence d'un problème de longue date à Kanesatake et de le résoudre;

- c- de travailler avec les représentants choisis par les Mohawks de Kanesatake, incluant des représentants du Longhouse, pour négocier les moyens de résoudre la nature spéciale des revendications territoriales des Mohawks de Kanesatake. Le Québec va participer à ces négociations;
- d- de s'occuper du développement social et économique de la communauté de Kanesatake.

2. Le gouvernement du Québec s'engage:

- a- à retirer toutes les forces policières en poste à Oka-Kanesatake et Kahnawake, à l'exception de 8 hommes de la Sûreté du Québec à chacun des points de contrôle et du personnel nécessaire aux patrouilles régulières et au maintien de l'ordre dans les municipalités de village et de paroisse d'Oka et sur les routes 132 et 138;
- b- à associer la nation Mohawk à l'enquête du coroner concernant la mort du caporal Lemay. A cet effet, le gouvernement nommera un membre de la nation Mohawk pour assister le coroner dans son enquête. La nomination de la personne qui assistera le coroner se fera après consultation auprès de la nation Mohawk de Kanesatake;

3. La nation Mohawk s'engage:

- a- à ce que les armes, y compris les explosifs, que ses membres ont en leur possession, à Kahnawake et à Oka-Kanesatake, soient placées, sous inventaire et scellé, dans un camion ou un conteneur pour être entreposées et gardées dans un endroit sûr, jusqu'à ce qu'il en soit disposé légalement à la conclusion de nos pourparlers;
- b- à quitter les barricades érigées à Kahnawake et à Oka-Kanesatake;
- c- à permettre que les personnes qui ont dû quitter leur maison depuis le début du conflit à Oka-

Kanesatake aient accès à leur résidence;

d- à collaborer à l'enquête sur la mort du caporal Lemay.

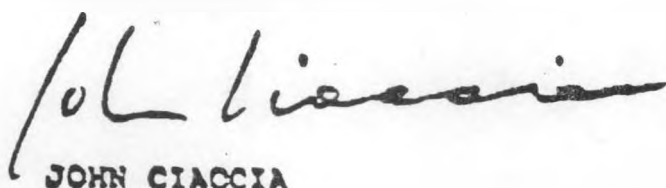
4. Le retrait des forces policières en poste à Oka-Kanesatake et à Kahnawake ainsi que la remise des armes par les membres de la nation Mohawk se dérouleront simultanément;
5. Par la suite, il sera procédé au démantèlement des barricades et à l'inspection, pour fins de sécurité, du Pont Mercier, du terrain de golf et des terrains avoisinants à Oka. L'inspection par le Québec des terrains à Oka et de la partie du Pont Mercier qui est située à Kahnawake se fera en présence de représentants non-armés de la nation Mohawk et du Québec.
6. Dès que le Pont Mercier, ses voies d'accès et les autres voies publiques à Kahnawake et à Oka-Kanesatake auront été ouvertes à la circulation, la Sûreté du Québec retirera ses derniers membres en poste aux points de contrôle;
7. Toutes ces étapes menant au retour à la normalité, y compris le retrait des forces policières ainsi que la remise des armes et leur garde, se dérouleront sous le contrôle et la surveillance d'une Commission de surveillance, composée de 7 membres dont le choix se fera de concert entre le gouvernement du Québec et la nation Mohawk et qui comprendra au moins un membre de l'Assemblée des Premières Nations et un membre de la Confédération des Iroquois. Les membres choisis désigneront celui ou celle qui agira à titre de président. Le gouvernement assumera les frais inhérents à l'exercice des responsabilités de cette Commission de surveillance.

L'élimination du climat d'affrontement nous permettra de poursuivre nos pourparlers dans un climat beaucoup plus serein et de trouver des solutions complètes et définitives à vos problèmes. Sachant que vous êtes fondamentalement des gens de paix, je suis confiant que cette proposition renferme

les éléments nous permettant de poursuivre nos discussions.
Il ne restera alors qu'à régler les modalités permettant sa
mise en œuvre.

Dans l'attente d'une communication de votre part dans les
meilleurs délais possibles, je demeure,

Votre tout dévoué,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Ciaccia', with a stylized flourish at the end.

JOHN CIACCIA

C.C. Chef George Martin
Chef Joseph Norton
Chefs des Premières Nations

**1 Gouvernement
du Québec**

Cabinet du Ministre
des Affaires Internationales
et
Ministre délégué
aux Affaires Autochtones

Montreal, July 27, 1990

Members of the Mohawk Nation
at Kahnawake and Kanesatake
a/s Mr James O'Reilly
1188, University
Bureau 707
Montreal (Quebec)
H3B 3A7

Ladies and gentlemen of the Mohawk nation:

You are aware of the Government of Quebec's will to discuss your demands in a climate of calm, without endangering human life or disrupting the public peace any further. In the interest of establishing a climate that is conducive to discussion, a few days ago I proposed that henceforth we meet outside the barricades. Yesterday, in conjunction with the Minister of Public Security, Sam Elias, I announced measures that had been taken to maintain your free access to food.

In the same spirit, and in the hope that we can put an end to the climate of confrontation that has blocked progress in our discussions on the real problems facing the Mohawk nation, I am making the following proposal. Some of the key points will require simultaneous implementation from both parties.

1. The Quebec government fully supports the commitments made by the federal government:
 - a) to acquire for the enjoyment and benefit of the Kanesatake Mohawks the lands that were to be used to expand the golf course;
 - b) to recognize the existence of a long-standing problem at Kanesatake and to find a solution to it;
 - c) to work with representatives chosen by the Mohawks of Kanesatake, including members of the Longhouse, to negotiate ways of resolving the special nature of the land claims of the Mohawks of Kanesatake. Quebec will participate in these negotiations;

- d) to address the social and economic development needs of the community of Kanesatake.

2. The Government of Quebec undertakes:

- a) to remove all police forces assigned to Oka-Kanesatake, except for 8 Surete du Quebec officers posted at each point and the personnel required for regular patrols and the maintenance of law and order in the municipalities of the village and parish of Oka and on highways 132 and 138;
- b) to make the Mohawk nation a party to the coroner's inquiry into the death of Corporal Lemay. Therefore, the Government will appoint a member of the Mohawk nation to assist the coroner in his inquiry. The assistant will be appointed after consultation with the Mohawk nation at Kanesatake;

3. The Mohawk nation undertakes:

- a) to have all weapons, including explosives, in its members' possession at Kahnawake and Oka-Kanesatake deposited in a sealed truck or container after inventory is taken, to be kept and guarded in a secure place until they are disposed of legally at the conclusion of our talks;
- b) to withdraw from the barricades erected at Kahnawake and Oka-Kanesatake;
- c) to allow people who had to leave their houses since the beginning of the conflict at Oka-Kanesatake access to their homes;
- d) to cooperate in the inquiry into the death of Corporal Lemay.

4. The police forces stationed at Oka-Kanesatake and Kahnawake will be withdrawn simultaneously as weapons are relinquished by members of the Mohawk nation;

5. Thereafter, the barricades will be dismantled and the Mercier Bridge and golf course and neighbouring lands at Oka will be inspected for safety. The lands at Oka and the portion of the Mercier Bridge situated in

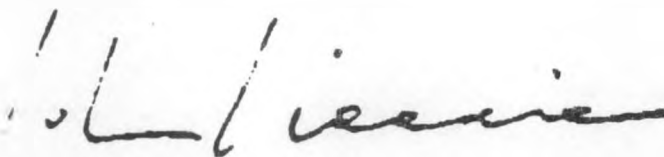
Kahnawake will be inspected by Quebec in the presence of unarmed representatives of the Mohawk nation and Quebec.

6. As soon as the Mercier Bridge and its access ramps and public roads at Kahnawake and Oka-Kanesatake are open to traffic, the Surete du Quebec will withdraw its last contingents posted at check points.
7. All steps leading to a return to normalcy, including withdrawal of police forces and relinquishing and guarding of arms, will be conducted under the control and supervision of a Supervisory Commission and made up of 7 members to be chosen jointly by the Government of Quebec and the Mohawk nation. The Commission will include at least one member of the Assembly of First Nations and one member of the Iroquois Confederacy. Commission members will designate a chairperson themselves. The government will undertake to pay all costs arising from the activities of the Supervisory Commission.

By putting an end to the climate of confrontation, we will be able to conduct our talks in a much calmer atmosphere and find complete, definitive solutions to your problems. Because I know that you are basically a peaceful people, I am confident that this proposal lays the needed groundwork for us to continue our discussions. All that remains is to work out the practical details.

I look forward to receiving a reply from you as promptly as possible, and remain

Yours sincerely,



JOHN CIACCIA

c.c. Chief George Martin
Chief Joseph Morton
Chiefs of the First Nations

#75-16

**DÉCLARATION DE M. ALEX K. PATERSON
DURANT LES DISCUSSIONS LE 21 AOÛT 1990**

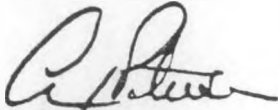
La position du gouvernement du Québec est énoncée dans la lettre du ministre délégué aux Affaires autochtones du 27 juillet dernier avec les changements suivants, à savoir que l'expression «les forces policières» soit maintenant comprise comme «les Forces armées canadiennes» et que le paragraphe 7 de cette lettre soit remplacé par l'entente signée par les parties le 12 août dernier.



Alex Paterson

**STATEMENT BY ALEX K. PATERSON
ON AUGUST 21, DURING THE DISCUSSIONS**

The position of the Government of Quebec is contained in the letter of the Ministre délégué aux Affaires autochtones of July 27, 1990 with the exception that the words "the police forces" on page 2, number 4 should be changed to "the Canadian Armed Forces" and paragraph 7 on page 3 has been replaced by the Agreement of the parties on August 12, 1990.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'A. Paterson', with a stylized, cursive script.

Alex Paterson

Question 75

1.b Les sujets amenés par les représentants des Mohawks?

18 août à la Trappe d'Oka:

- . Kanesatake Requirements - document 76-9 - déposé par les Mohawks.
- . Inquiry of July 11, 1990 - document 76-10 - déposé par les Mohawks.

21 août à la Trappe d'Oka:

- . Statement of position and proposed agreement in principle, presented by Kanienkehaka - document 76-11 - déposé par les Mohawks.

22 août à la Trappe d'Oka:

- . Draft Master Agreement - document 76-12-1
- . Extracts from the sovereignty, position of the Kanienkehaka - document 76-12-2
- . Jurisdictional defense - document 76-12-3
- . Inquiry of July 11 - document 76-10

(tous ces documents ont été déposés par les Mohawks.

25 août à la Trappe d'Oka:

- . Proposed preliminary Agreement - document 76-13 - déposé par les Mohawks

29 août à Dorval

- . Projet d'entente déposé par les Mohawks - document 76-14.

DRAFT

76-9

KANESAHTAKE REQUIREMENTS

August 18, 1990

1. IMMEDIATE:

By contemporaneous agreement;

- A) Return of Land Title to Original Owners-
Haudenosaunee
 - a. 67 ACRES
 - b. Golf Course
- B) Moratorium on present and future development.

Process;

- A) Independent investigation into the July 11, 1990 raid in Kanesahtake.
 - B) Return of sacred and historical articles presently held by Canada and Quebec.
 - C) A written commitment from the Federal Government to begin negotiations on the following short term needs. They reflect the concerns of individual Mohawk members, the Kanesahtake Joint Services Council and the Haudenosaunee Mohawk Nation.
 - a. Oka Park
 - b. Historic Commons Area
 - c. Marina - English Point
 - d. The Brothers - La Mennais
 - e. Blue Mountain
 - f. Lands for sale by non-natives
 - D) All negotiations concerning the Mohawk Nation must be conducted by the representatives of the Haudenosaunee people of the Mohawk Nation of the Confederacy and those persons under their protection.
-

75-10

• DRAFT MEMORANDUM

TO: Bernard Roy
Special Negotiator
Prime Ministers Office
Government of Canada

From: The Haudenosaunee people of the Mohawk Nation of the
Confederacy and those persons under their protection at
Kanehsatake.

Date: August 18, 1990
.....

RE: INQUIRY OF JULY 11, 1990

We want an independent objective investigation into the events
which lead up to the attack by the SQ on the Pines on July 11,
1990. Among other things this investigation should focus on the
roles of various agencies and persons including:

- Sam Elkas Public Securities Minister of Quebec
- Les Regroupement Des Citoyens D'OKA
- Six Nations Traditional Hereditary Chiefs
- biased coverage by the media eg. creation of hysteria
- Club D'Golf D'Oka and its members
- M. Rousseau
- Quebec Government
- Federal Government
- Surete de Quebec
- Municipalite D'OKA
- Pariosse D'OKA
- Jacques Lacaille
- Jean Ouellette
- Lise Bourgault MP
- Luc Carboneau
- Anthyme Bergeron

This investigation must be carried out by an independent group
which, among other things has the power to compel the production
of documents, forensic evidence and sworn testimony.

This group must have no ties to any of the parties to this
dispute such as the International Federation of Human Rights.

This investigation is to begin once the barricades are removed
and the police/armed forces withdrawn with a preliminary report
to be issued within 60 days of the start of the investigation and
a final report no later than 120 days from the onset of the
investigation.

* precise details and power to be resolved before the barricades
are dismantled and police/armed forces are removed.

76-11

STATEMENT OF POSITION
AND
PROPOSED AGREEMENT IN PRINCIPLE

PRESENTED BY THE KANIENTKEHAKA

August 21, 1990

PROPOSED AGREEMENT IN PRINCIPLE

TO: The Government of Canada
AND TO: The Government of Quebec

To address the immediate concern of public safety and to re-establish peace among our peoples and our nations the Kanienkehaka propose that they and Canada and Quebec agree in principle:

1. To dismantle the barricades presently erected at Kanehsatake and Kahnawake and to replace each with a checkpoint appropriate for the purpose of ensuring and securing the safety of the parties' respective communities;
2. To the opening of roads at Kahnawake on terms that would initially restrict traffic to emergency vehicles and to buses travelling on designated routes through Kahnawake and that may readily be expanded by further agreement to include other vehicles and additional routes as negotiations proceed and depending upon such factors as practicality, public safety, the good faith of the parties and progress in negotiations;
3. Not to take or to entertain legal proceedings against people from one another's communities or regarded by each of the parties as being within the protection of their respective jurisdictions while the negotiations directed toward the resolution of long term issues and concerns raised by and amongst the parties continue; and
4. To develop and to adopt a comprehensive negotiation framework setting the agenda and establishing the procedure and time frame for conducting substantive negotiations

with the details to be defined and provided for in a formal agreement or agreements amongst the parties.

The agreement in principle to develop a comprehensive negotiation framework recognizes that the relationship between the Kanienkehaka and the governments of Canada and Quebec has given rise to immediate and to short and long term concerns. The objective of such a comprehensive negotiation framework is to permit all of the parties to address these concerns in an expedient yet interconnected manner that will allow tensions to be reduced while guaranteeing that all issues that divide the Kanienkehaka, Canada and Quebec will ultimately be dealt with.

August 22, 1990.

POSITION OF THE KANIENTKEHAKA

The Kanienkehaka approach these negotiations with the view and firm belief that theirs is and always has been a sovereign nation and that their relationship with the other governments in North America is defined by the tenets of the Two Row Wampum. This is the position affirmed in the Kanienkehaka Sovereignty Position Paper presented August 20, 1990.

The Kanienkehaka view the relationship between their Nation and the governments of Canada and Quebec as giving rise to immediate as well as short and long term concerns. They propose that the three parties adopt a COMPREHENSIVE NEGOTIATION FRAMEWORK that will permit all of them to address these concerns in an expedient yet interconnected manner that will allow tensions to be reduced while guaranteeing that all issues that divide the Kanienkehaka, Canada and Quebec will ultimately be dealt with.

The Kanienkehaka identify the long term issues as the substantive questions that lie at the heart of the dispute or differences between them and the governments of Canada and Quebec and that will affect generations to come. The short term questions to be addressed are those procedural ones that will establish a framework within which the long term issues may be addressed. Immediate questions are the ones that relate to the likelihood of violence and bloodshed and the affected communities' ability to deal with problems caused by the continued presence of barricades that impede traffic flow and restrict supplies of food and other essentials.

August 20, 1990.

DRAFT MASTER AGREEMENT

#76-12-1

AUGUST 22, 1990

Subject to terms and conditions arrived at throughout discussions, negotiations between The Mohawk Nation, Canada and Quebec, since July 11, 1990 (ie. 3 preconditions signed Aug 12, 1990 and the agreement in principle signed _____). Canada, Quebec and the Haudenosaunee Mohawk Nation hereby agree to the following:

1. That relations will be established between the parties consistent with the Two Row Wampum and other Treaties.
2. LAND
 - a) immediate transfer of the 67 Acres and the Golf Course in dispute to the Haudenosaunee Mohawk Nation in Kanehsatake.
 - b) Process commitment to resolve other outstanding land issues (ie Blue Mountain, ~~La Montagne~~ the Brothers, Parc Paul Sauve, the Marina, Lands for Sale by non-natives, etc.) within a 1 year time period initiated upon signing of this agreement.
 - c) Process commitment to resolve comprehensive land issues of the Haudenosaunee Mohawk Nation at Kanehsatake.
 - d) A definition of Kanienkahaka territory historically to be developed in a mutually agreed process between the Mohawk Nation and Canada.
 - e) moratorium on present and future development of lands specified in a and b.
3. Political Relationship

A commitment to develop a revised Framework for negotiations regarding the political relationship between Canada and the Haudenosaunee Mohawk Nation.
4. Other Matters
 - a) A commitment to negotiate the social, economic and cultural relationship between Canada and the Haudenosaunee Mohawk Nation, either within the Land Restitution Process, the Political Relationship Process, or in a process developed specifically for these matters.
 - b) An independent, impartial inquiry regarding the nature and circumstances relating to the confrontational incident at Kanehsatake on July 11, 1990.
5. Terms for Peace and Friendship

To address the immediate concern of public safety and to re-establish peace among our

peoples and our nations the Kanienkehaka propose that they and Canada and Quebec agree:

- a) dismantling of barricades by all parties
- b) withdrawal of armed forces by all parties
- c) establishment of protocol for normalization of traffic access
- d) jurisdictional defense
- e) non-provocation
- f) appeal mechanism

6. Ratification Commitment

- a) Canada and Quebec are committed to present this agreement respectively to the Federal Parliament and the Quebec National Assembly for ratification.
- b) The Haudenosaunee Mohawk Nation will provide for ratification under procedures prescribed in the Great Law of Peace (Kaienerakowa)

Signatures _____

Dated _____

Attachments:

1 Maps *

2 Position on Sovereignty ✓

3 Treaties *

L. L. Tu To R. B. B. 20-8-90

* Ces documents n'ont pas été déposés à la table de négociation.

OF THE

KANIENTAKEHAKA (MOHAWK NATION), KAHNAWAKE TERRITORY

OF THE

HAUDENOSAUNEE SIX NATIONS IROQUOIS CONFEDERACY

JUNE 18, 1988

"We will place at the top of the Tree of Great Peace an eagle, who is able to see afar. If he sees in the distance any danger threatening, he will at once warn the people of the Confederacy."

from the Great Law of Peace

Great Law of Peace

The Haudenosaunee Six Nations people have long had their own organized government and society, greatly preceding the arrival of the Europeans who, along with their descendants, assumed by usurpation authority of this part of the world. This government and society is exercised according to the culture, ways, traditions, and constitution of the Haudenosaunee Six Nations people.

The Great Law of Peace is the Constitution of the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy, which is composed of the following nations from east to west: Kanienkahaka, (Mohawk Nation), Oneida Nation, Onondaga Nation, Cayuga Nation, Seneca Nation, and Tuscarora Nation. It is the traditional Great Law of Peace that prevails in the territory of the Kanienkahaka (Mohawk Nation), which has a right to operate without any interference from any foreign government or nation.

Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy, of which the Kanienkahake (Mohawk Nation) is a part, meets the fundamental requirements of nationhood:

- a) having a permanent population
- b) having a definite territory
- c) having a government
- d) having the ability to enter into relations with other nations

Like the constitutions of many nations in the world, the Great Law of Peace includes the following:

- a) the principle objectives of political life
- b) a definition of the main institutions of government
- c) a definition of the division of powers
- d) a definition of the relationship between governments and the people

Two Row Wampum Belt Agreement

The Two Row Wampum is an agreement whereby two nations co-exist and travel the River of Life in peace and friendship. In a comprehensive manner it is at once a social, political, and constitutional relationship. It can be summarized as follows: "You keep your laws, ways and traditions in your vessel, and we will keep our laws, ways and traditions in our vessel; we will travel the River of life side by side in parallel paths [two rows] which never meet, in peace and friendship, never interfering with one another." Legally, it means that each of the two nations retains its own respective laws and constitution, and maintains its own respective jurisdiction. Neither of the two nations can apply or impose its laws over the other.

The Two Row Wampum Belt Agreement has its roots in the arrival of the Europeans across the great water to this continent. It became clear to our people that the Europeans had brought a different way. We, the people of the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy, saw how they acted toward each other, toward the land and everything that was on it. We saw that it was different from what we were instructed in our way under the Great Law of Peace. We realized that it was not possible to bring these nations (the Dutch, French, English, and later the American) under the wing of the Confederacy and the Great Law. Something had to be done. Therefore an agreement was drawn up by which two peoples could live in peace and friendship.

The first people with which the Two Row Wampum Belt Agreement was drawn up was the Dutch. With each succeeding European people - the French, the English, the Americans, etc. - the Two Row Wampum principle was followed by our people. An early recording by the Europeans of the Two Row principle was the Treaty of Fort Albany of 1664.

The Two Row Wampum Belt Agreement. In terms of government, called for the two nations to deal with each other as equals, it called for separate jurisdictions of the two nations. Neither the Six Nations nor the Dutch, neither the Six Nations nor the French, neither the Six Nations nor the English, neither the Six Nations nor the Americans, neither the Six Nations nor the British Colonial Dominion of Canada, were to make laws or force our respective ways on each other. We were to live in peace and friendship, fully respecting each others' rights to exercise one's own jurisdiction and sovereignty.

The relationships was etched in the minds of our forefathers, and it is etched in the minds of our people today.

Sovereignty

The sovereignty of the Kanienkake (Mohawk Nation) is not only rooted in the traditions of the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy - the Great Law of Peace, the Two Row Wampum, etc. - it is also rooted in history, in the actions of the Haudenosaunee Six Nations people:

"...they called themselves a free people...the country was still theirs...and whomever should undertake to go further on the subject with them, must have a good army at his back,..." [Johnson, the year 1767. NYCD 7:958.]

"As for the Six Nations having acknowledged themselves subjects of the English, that I conclude must be a very gross mistake and as well satisfied were they told so, they would not be well pleased. I know I would not venture to treat them as subjects unless there was resolution to make war upon them, which is not very likely to happen, but I believe they would on such an attempt, very soon resolved to cut our throats." [General Gage, October 7, 1772. SWJP 12:995.]

The people of Kanienkake are citizens of the Kanienkake (Mohawk Nation), and of the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy. We are not citizens of Quebec, Ontario or Canada, nor are we citizens of New York or the United States. Nor have we ever regarded ourselves as such. We have our own constitution, the Great Law of Peace, and we belong to our Nation and our Confederacy.

International Indigenous Rights

The Kanienkehaka has rights under international law and in the international community of nations. By its very existence, the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy has institutions and constitution, with the fundamental right to use and occupy our original lands.

Also, European biases in interpreting the rights of aboriginal and indigenous people under international law have finally come to be corrected in the twentieth century, beginning with the International Conference Against the Discrimination of Indigenous Peoples of the Americas in Geneva, 1977. This Conference produced the "Declaration of Principles for the Defense of the Indigenous Nations and Peoples of the Western Hemisphere." In accordance with Article 7 of the Declaration:

"No state shall assert or claim to exercise any right of jurisdiction over any indigenous nation or group or the territory of such indigenous nation or group unless pursuant to a valid treaty or other agreement freely made with the lawful representatives of the indigenous nation or group concerned. All actions on the part of any state which derogate from the indigenous nation's or group's right to exercise self-determination shall be the proper concern of existing international bodies."

It is the position of the Kanienkehaka (Mohawks) that no jurisdiction over the Kanienkehaka (Kanienkehaka (Mohawk Nation)) shall ever be ceded to Canada (or the United States). The only agreement that can ever be made freely with the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy is one that is in accordance with the Two Row Wampum Belt Agreement.

Canada is a member of the United Nations and sworn to uphold its principles. The United Nations General Assembly proclaimed the Universal Declaration of Human Rights in December 1948. Article 15 provides for the following:

1. Every one has the right to a nationality nor denied the right to change his nationality.
2. No one may be arbitrarily deprived of his nationality or denied the right to change his nationality.

Haudenosaunee Six Nations people have rights accorded every people in the world: the right to our nationality, the right of our nation and confederacy to exist, and the right to an area of

gen. Inherent and society. Ours is the strongest natural legal right known to humans: the aboriginal right.

In San Francisco, 1945, the following statement was issued.

"We the people of the United Nations determined to save succeeding generations from the scourges of war ... and to reaffirm faith in fundamental human rights and to establish conditions under which justice and respect for law can be maintained ... do hereby establish an international organization to be known as the United Nations."

The following is from the Great Law of Peace, the Constitution of the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy, which provided for a United Nations long before the Europeans came to this continent:

"I am Deganawidah and with the Five Nations [later Six Nations] Rotiyaner, I plant the Tree of Great Peace ... Roots have spread out from the Tree of the Great Peace ... The name of these roots is The Great White Roots and their nature is Peace and Strength. If any man or any nation outside the Five Nations shall obey the laws of the Great Peace and make known their disposition ... they may trace the Roots to the Tree and if their minds are clean ... they shall be welcomed to take shelter beneath the Tree of the Long Leaves."

Canada's Violation of International Indigenous Rights

The process of recognizing Indigenous rights is now an ongoing process with the annual meeting, every summer, of the Working Group on Indigenous Populations, under the United Nations Commission on Human Rights in Geneva. The Working Group which is permanent international institution has for example been examining the crisis between our nations which came to the world attention through the SQ attack on in the pines on July 11, 1990.

We call upon Canada to consider its violent nature, as it inevitably must continue to lead to the kind of confrontation we find ourselves in now and wish to avoid in the future.

We confirm the wisdom of the Canadian people who support the rights of our black, yellow and brown brothers and sisters around the world to own and govern totally their own homelands. That wisdom must now be extended to the Kanienkehaka people.

If Canada fails in its wisdom to grow, and answers us again with its police or military we, the Kanienkehake (Mohawks) WILL AND MUST defend our homeland and our people. That is required under our law. This must be understood by Canada and the Canadian people.

The statement provided above is in all respects consistent with the constitution of Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy and must lead you to one conclusion: at the core of this crisis is the right of the Kanienkehake to self determination.

We, as Haudenosaunee Six Nations people, can and do have the ability to renegotiate a relationship based on the Two Row Wampum Belt Agreement between Canada and the Haudenosaunee Six Nations Iroquois Confederacy.

If we are to resolve the present crisis and in order to avoid further confrontation between our nations there must be a Peace Treaty which will define and establish the long term relationship between our nations. This treaty must among other things resolve the following issues.

1 POINTS FOR RESOLUTION

1. LAND

A definition of Kanienkehaka territory historically, and present as well as disputed territories. This issue must include the return of our lands and must consider the implication of joint land use.

2. RESOURCE RIGHTS

Protection, control, use and sharing of natural and renewable resources, including minerals, water, air and land located within Kanienkehaka territory.

3. ECONOMIC DEVELOPMENT

To formalize the ability of the Kanienkehaka people to charter their own economic destiny within their territory.

4. ECONOMIC RELATIONSHIP

To reexamine, redefine and renegotiate economic agreements between all parties and the people of Kanienkehaka territory.

5. RECIPROCAL AGREEMENTS

The ability of the Kanienkehaka Nation to enter into agreements with trading partners and other nations for trade, commerce, banking and other business services.

6. TAXATION AND TARIFF

The removal of any personal, business, corporate and retail income tax within Kanienkehaka territory. The power to control and levy tariffs upon all goods and services and means of passage throughout Kanienkehaka territory.

7. CROSS BORDER IMPLICATION

The reunification of all Kanienkehaka territory and the removal of any artificial boundaries for Kanienkehaka people.

8. JURISDICTIONAL DEFENCE

The exclusive applicability of our law to Kanienkehaka territory including our ability to defend our territory in accordance with our law and the implementation of the mechanism to resolve all future conflicts between our nation through a peaceful negotiated settlement.

9. RETURN OF SACRED AND HISTORICAL OBJECTS

eg. Wampums, pottery, bones etc.

II LOGISTICS

1. Representatives of the Mohawk Nation and Canada along with their respective advisers and support staff shall begin negotiations under the terms of this agreement immediately upon the removal of the barricades and the withdrawal of all police/armed forces from Kanienkehaka territory. At the first meeting the parties will establish the agenda, the meeting times and places and the date of the first formal session, to be held no later than one month following the removal of the barricades.
2. All issues contained in the Peace Treaty must be resolved and formally ratified by our respective nations within three years. If at the end of three years any issues are not resolved an extension of the time period can be granted by mutual consent of both parties. In the alternative either party may then refer the outstanding issue to an independent international third party for resolution.

TWO ROW WAMPUM BELT AGREEMENT

AGREEMENT (TREATY)

1. Nation to Nation

Acknowledgement/recognition of Mohawk Nation Canada - nation to nation relationships.

2. Terms of Peace and Friendship

- military
- barricades
- jurisdictional defense
- non-provocation
- appeal
- independent inquiry

3. Land

- recognition of original title
- confirmation of title to lands in question at Kanehsatake
- process commitment to resolve land issues ie. Blue Mountain, Marina etc.
- in one year and comprehensive lands in three years

4. Process

Commitment to process to resolve matters of social, economic, cultural relationship between the Mohawk Nation and Canada

5. Ratification Commitment



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK · ONEIDA · ONONDAGA · CAYUGA · SENECAS · TUSCARORA
Mohawk Nation, Kahnawake, 6900 Route 138, Montreal, Quebec H3M 2S4
On the 6th, 1990, the Haudenosaunee Confederacy was established

76-12-3

JURISDICTIONAL DEFENSE

As illustrated in our position paper on Sovereignty (Aug 20, 1990)
The Kanienkehaka (Mohawk Nation) is a sovereign nation:

- having a permanent population
- having a definite territory
- having a government
- having the ability to enter into relations with other nations

Having said this, it follows that jurisdiction over matters that fall within Mohawk territory is the responsibility of the Mohawk Nation. Any action or activity that is within the Law (Kalenekhwa) is legal notwithstanding any law that an external government may try to apply. In short, Provincial or Federal laws do not apply within Mohawk territory.

The incidents that occurred on July 11, 1990 and events leading up to the attack by the Surete du Quebec are legally within the right of the Mohawk Nation to defend itself under International Law, including, but not limited to, the Hague Convention of 1907, the 4 Geneva Conventions of 1949, Protocol I thereto, the Vienna Convention of the Laws of Treaties, decisions of the International Court of Justice and all other relevant treaty-based and customary law.

Canada is a signatory to the 4 Geneva Conventions of 1949 governing protection of victims of armed conflict. Canada has also ratified Protocol I (armed conflicts arising when a people resist foreign or alien domination or racist in the exercise of self-determination). Legal acts include killing or wounding members of the opposing army, carrying out economic blockades, destruction of economic infrastructure, etc. In this light, the term "amnesty" used to explain why no charges will be brought is inappropriate. No charges may be brought because acts of war are not actionable as criminal offenses unless the acts violate the Geneva Conventions.

Such violations may include:

- killing or mistreating a POW;
- interference with humanitarian relief (essential food, medicine for sick or wounded combatants or for the survival of the civilian population);
- attacking non-military targets that are protected: sacred sites, medical facilities (permanent or mobile), civilian population centres, schools, etc.

• DRAFT MEMORANDUM

TO

Bernard Roy
Special Negotiator
Prime Ministers Office
Government of Canada

From: The Haudenosaunee people of the Mohawk Nation of the Confederacy and those persons under their protection at Kanehsatake.

Date: August 12, 1990
.....

RE: INQUIRY OF JULY 11, 1990

We want an independent objective investigation into the events which lead up to the attack by the SQ on the Pines on July 11, 1990. Among other things this investigation should focus on the roles of various agencies and persons including:

- Sam Elias Public Securities Minister of Quebec
- Les Regroupement Des Citoyens D'OKA
- Six Nations Traditional Hereditary Chiefs
- biased coverage by the media eg. creation of hysteria
- Club D'Golf D'Oka and its members
- M. Rousseau
- Quebec Government
- Federal Government
- Surete de Quebec
- Municipalite D'OKA
- Paroisse D'OKA
- Jacques Daille
- Jean Guellette
- Lise Bourgeois MP
- Luc Carboneau
- Anthony Bergeron

This investigation must be carried out by an independent group which, among other things has the power to compel the production of documents, forensic evidence and sworn testimony.

This group must have no ties to any of the parties to this dispute such as the International Federation of Human Rights.

This investigation is to begin once the barricades are removed and the police/armes forces withdrawn with a preliminary report to be issued within 60 days of the start of the investigation and a final report no later than 120 days from the onset of the investigation.

* precise details and power to be resolved before the barricades are dismantled and police/armes forces are removed.

WORKING DRAFT

WITNESSETH:

THE HAUDENOSAUNEE MOHAWK NATION
(KANIENTKEHAKA)

-AND-

THE GOVERNMENT OF CANADA

-AND-

THE GOVERNMENT OF QUEBEC

MADE BY THE PARTIES on August 25, 1990 with a view to avoiding further confrontation at Kanehsatake and Kahnawake and to providing for the initial steps to be taken toward establishing peaceful relationships amongst the parties and the citizens of their respective communities.

WHEREAS on August 25, 1990 the parties made an agreement in principle in which they agreed that they, on certain terms and conditions, would replace the barricades presently erected at Kanehsatake and Kahnawake with checkpoints, would open roads at Kahnawake and Kanehsatake, would refrain from taking or entertaining legal proceedings against one another's people while negotiations directed toward the resolution of long term issues and concerns raised by and amongst them continue and would establish a comprehensive negotiation framework setting the agenda and establishing the procedure and time frame for conducting substantive negotiations;

AND WHEREAS the parties have considered it appropriate to address in a preliminary way the questions of the presence of the barricades at Kanehsatake and Kahnawake and the safety of their respective communities while leaving to the immediate future the establishment of a comprehensive framework and the other matters provided for in their agreement in principle of August 25, 1990;

1. This agreement contemplates that negotiations amongst all of the parties by which the relationship between the Mohawk Nation of Haudenosaunee (Kanienkehaka) and the Governments of Canada and Quebec will be defined will begin forthwith and will be conducted in earnest until terms satisfactory and acceptable to all parties have been agreed to.

2. As at August 25, 1990 or so soon thereafter as it may reasonably be accomplished, each of the parties shall dismantle all barricades it has erected at Kahnawake and Kanehsatake and replace each such barricade with a checkpoint manned by its own forces appropriate for the purpose of ensuring and securing the safety of the parties' respective communities.

3. Until modified by further agreement made in writing amongst the parties, vehicle and rail traffic will be permitted to operate through or in the Mohawk Territory of Kahnawake as follows:

(a) Along Route 132 from the border at Sainte-Catherine through the junction with Route 138 and across the Mercier Bridge;

- anyone travelling through the Territory by commercial autobus; residents of Kahnawake; Mohawks (Kanienkehaka) of Haudenosaunee from communities other than Kahnawake; persons with valid permits issued by the Mohawk Nation (Kanienkehaka) of Haudenosaunee including persons designated pursuant to paragraphs 1 and 2 of the agreement made amongst the parties on August 12, 1990; ambulances;

(b) Along Route 132-138 from the border at Chateauguay through the junction with Route 138 and across the Mercier Bridge:

- anyone travelling through the Territory by commercial autobus; residents of Kahnawake; Mohawks (Kanienkehaka) of Haudenosaunee from communities other than Kahnawake; persons with valid permits issued by the Mohawk Nation (Kanienkehaka) of Haudenosaunee including persons designated pursuant to paragraphs 1 and 2 of the agreement made amongst the parties on August 12, 1990; ambulances;

(c) Along rail lines:

- no traffic until modified by further agreement;

4. Through any checkpoint:

- residents of Kahnawake and Kahnasatake; Mohawks (Kanienkehaka) from other communities, and friends and allies of the Haudenosaunee Mohawk Nation (Kanienkehaka); persons with valid permits issued by the Haudenosaunee Mohawk Nation (Kanienkehaka) including persons designated pursuant to paragraphs 1 and 2 of the agreement made amongst the parties on August 12, 1990; ambulances; and
- the checkpoints of each of the parties shall be maintained and operated in such a way as to facilitate and promote the movement of traffic, goods and people and within the spirit of this agreement.

5. The parties agree and undertake that until the negotiations contemplated by this agreement have been concluded and terms satisfactory and acceptable to all parties have been agreed to, neither Canada nor Quebec nor the Haudenosaunee Mohawk Nation (Kanienkehaka), nor their servants, agents or agencies nor anyone else acting on their behalf or pursuant to their respective laws shall:

- (a) arrest, search, imprison or otherwise detain any person;
- (b) search, seize or detain property of any person;
- (c) invade the privacy of any person;

- (d) lay charges against or otherwise subject any person to criminal prosecution or to civil proceedings; or
- (e) entertain criminal or civil proceedings against any person

by reason of or on account of his or her alleged involvement or participation, whether direct or indirect, in the construction or erection or maintenance of barricades or blockades at Kanehsatake or Kahnawake whether before, during or after July 11, 1990 and, without limiting the generality of the foregoing, associated with, founded upon or arising out of actions taken by the Kanienkehaka of Haudenosaunee Mohawk Nation or other citizens of their communities that have led to the negotiations contemplated by this agreement and this agreement may be relied upon as a cause of action or raised as a defence by any person subjected to such action, process or proceedings.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the parties duly authorized to do so have affixed their hands this 25th day of August, 1990.

The Haudenosaunee Mohawk Nation
(Kanienkehaka)

The Government of Canada

The Government of Quebec

76-14

THE HAUDENOSAUNEE
(hereinafter called "The Confederacy")

AND

THE MOHAWKS OF KANESATAKE AND THE MOHAWKS OF KAHNAWAKE
Of the First Part,

AND

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA
(hereinafter called "Canada")

Of the Second Part,

AND

THE GOVERNMENT OF THE PROVINCE OF QUEBEC
(hereinafter called "Quebec")

Of the Third Part,

WHEREAS the parties to this agreement desire to resolve several issues of mutual concern related to the communities of Kahnawake and Kanesatake;

AND WHEREAS the parties to this agreement seek to restore peace to their lands and peoples;

AND WHEREAS the Confederacy and the Mohawks and the Crown have had long and friendly relations, by treaty or otherwise, which they desire to recognize and maintain;

NOW THEREFORE THE PARTIES TO THIS AGREEMENT AGREE AS FOLLOWS:

1. The Land at Kanesatake

a) Land Tenure:

The land (approximately 97 acres) at Oka shall be acquired by Canada and shall be confirmed as Mohawk land to be held by the Mohawk people of Kanesatake. (à être modifié par les Mohawks)

There shall be no restriction placed on the use of the land, though the people of Kanesatake shall agree voluntarily to maintain the Pines in their natural state.

b) Joint Planning Board

The parties shall name a Joint Planning Board, composed of six (6) persons, one (1) nominated by Canada, two (2) by Quebec and three (3) by the people of Kanesatake. This Board shall review the present issues of land use and building permits for Mohawk people in the Municipality of Oka and shall prepare and present its recommended solutions to the problems of "checkerboarding", building permits and jurisdiction at Oka and Kanesatake to the parties within three months of the ratification of this agreement.

2. Land Rights of the Mohawks

With respect to issues involving the rights of Kanesatake and Kahnawake to land or territory in the Province of Quebec, the parties hereto commit themselves to creating a process based on justice and equity, governed by a code of procedure. Right or claims of the Mohawks shall be recognized not only on the basis of "lawful obligations" under the laws of Canada and Quebec, but also on the basis of "fair and honourable dealings". The performance and good faith of the parties in land claims and rights matters shall be enforceable by providing the parties with effective and speedy remedies from an impartial and independent body. The remedies shall include the non-binding arbitration of questions which have arrived at an impasse between the parties.

The parties hereto commit themselves to the creation of the code of procedure for the above in land claims or land rights, and to the joint appointment of the impartial and independent body, both to take place within three months of the signing of this agreement.

3. Disengagement and Withdrawal of Armed Forces

- a) The removal of armed forces and barricades on both sides shall be gradual and shall ensure that the safety of all people is protected.
- b) The continued presence of international observers shall continue for at least two (2) weeks after the removal of the last of the barricades, and these observers shall shortly thereafter make a final report to the parties.

- c) A supervisory committee shall be named by the three parties, with two (2) members named by Canada, two (2) members named by the Quebec, and four (4) members named by the Confederacy, of whom two shall represent the community of Kahnawake and two shall represent the community of Kanesatake.
- d) The supervisory committee shall be responsible for overseeing the disengagement of armed forces on all sides, the dismantling of barricades and obstructions on all sides, the restoration of normal traffic, and the protection of the communities during the period in which the disengagement takes place.
- e) Within 24 hours after the supervisory committee is named, the supervisory committee shall agree on the method and timetable for the removal of any obstruction to traffic on the Mercier Bridge. The Committee shall ensure, before any traffic is permitted to pass, that the bridge is in a safe condition.
- f) The parties agree that the removal of obstructions on the Mercier Bridge is a priority in disengagement. Within 24 hours after the bridge is declared safe and ready for passage, public transit (buses and taxis) shall be permitted on the bridge. Traffic on the bridge and on the Roads (Route 132 and Route 138), and security in the corridors of those roads, and on Route 344 at Kanesatake, shall be consistent with disengagement agreements at Kahnawake and Kanesatake regarding security of passage.
- g) Upon the opening of the Mercier Bridge to public transit, access to Kahnawake Territory, and traffic within the territory, shall be controlled by checkpoints manned by the Canadian Armed Forces and persons appointed by Kahnawake consistent with disengagement agreement in Kahnawake regarding checkpoints operations.
- h) The supervisory committee shall draft plans for the removal or disengagement of armed forces on all sides and shall present that plan to the parties within 72 hours of the signing of this agreement. Any such plan approved by the parties shall be an addendum to this agreement and shall be considered to be part of this agreement.
- i) The disengagement of armed forces and any other police operations at Kahnawake and Kanesatake, shall be under the direction of the supervisory committee until the supervisory committee decides otherwise.

- j) The supervisory committee shall monitor the process of disengagement and the restoration of peace and shall determine the pace of removal of other barricades, their replacement by checkpoints operated as outlined in article 3 (g), and the eventual removal of such checkpoints.
- k) During the process of disengagement there shall be free access of food and medical supplies, and access to the communities by the people of Xanesatake and Kahnawake.

4. Protection of Communities

In its supervision of the disengagement of armed forces and the removal of obstructions and barricades, the supervisory committee shall have as its priorities the restoration of peace and the protection of the communities involved.

The supervisory committee shall have the power to call upon other peacekeeping agencies for assistance in maintaining such peace and protection.

5. Protection of Individuals

The parties acknowledge that the respective positions on sovereignty may have contributed to the present conflict to occur with respect to the matter of the barricades.

The Confederacy declares that in the matter of the barricades any person charged with a criminal offence will raise by way of a preliminary motion the question of criminal jurisdiction before the case proceeds on the merit and will file this agreement.

Canada and Quebec declare for their part that nothing in this agreement shall be deemed to be an admission by them of such position.

The parties agree that if a person is arrested for a charge relating to the barricades, the person shall have immediate access to a lawyer through a twenty-four (24) hours hot-line established for that purpose. The parties further agree that any person so arrested will not be interrogated until the person's attorney is contacted. The parties agree to enforce this intention by creating a body composed of attorneys jointly choose by the parties to oversee the implementation and enforce its operation.

6. Weapons

The Confederacy and the Mohawks of Kanesatake and Kahnawake shall destroy the weapons now in Mohawk hands, within 48 hours of the removal of the last barricade at Kahnawake and Kanesatake, in a manner that is verifiable by the other parties.

7. Relief

The people of Kahnawake and Kanesatake shall be eligible for government relief programs on the same basis as other people.

8. Reconciliation

The experiences of the past two months have been damaging to the peace of several communities. To restore peace and good relations, the parties commit themselves to repair the damage that has been done to the relationship, as well as possible.

The parties to this agreement shall take steps to provide counselling to ease the minds of those who have undergone the trauma of the past two months.

The Confederacy's ways provide that a ceremony should be used to clear the minds of those who have suffered grief, anger or some other clouding of the mind. A ceremony shall be performed for the communities of Kanesatake and Kahnawake, and also for their neighbours, with the participation of representatives of Canada and Quebec if they so wish.

9. Economic Non-Dependence

The parties acknowledge that the lack of a viable and non-dependent economy in the communities of Kahnawake and Kanesatake has contributed to the problems that have existed.

The parties hereby commit themselves to the establishment of viable economic growth for the communities of Kahnawake and Kanesatake.

10. Intergovernmental Relations

The long and friendly relations and alliances between the Confederacy and the Mohawks and the Crown, by treaty or otherwise, are hereby recognized.

It is understood that this recognition shall not be interpreted as affecting the title or tenure of any land.

Canada and Quebec commit themselves to the restoration of appropriate relations with the Confederacy and the Mohawks, including the establishment of mutually approved clear methods of peaceful resolution of disputes.

11. Compliance

The parties shall appoint a compliance committee, to consist of one appointee of each party, which shall prepare reports to the parties on the progress made in the implementation of this agreement. Such report shall be presented to the parties three months after the agreement is signed, nine months after that date, and fifteen months after that date. The compliance committee shall recommend steps to be taken to ensure full compliance with the spirit and intent of this agreement.

12. Internal Government of Kanesatake

The parties hereto recognize the inherent right of the Mohawks of Kanesatake to determine their internal governance and to choose their representatives for all purposes.

13. Coming into effect

This agreement shall come into effect upon its signing by the Minister of Indian Affairs and Northern Development of Canada, the Minister of Native Affairs of Quebec, one Royaner of the Confederacy, and the undersigned representatives of the Mohawks of Kahnawake and Kanesatake.

14. Failure of Implementation

If the barricades are not removed in accordance with this agreement, this agreement shall be void.

15. Neutrality of this Agreement as to Sovereignty

This agreement does not of itself constitute a recognition or denial of sovereignty of any party by any other party.

1990-08-29 19 H 00

Neutrality of this Agreement as to Sovereignty

The Confederacy and the Mohawk Nation maintain their position on their sovereignty. Nothing in this agreement shall be deemed to be an admission of such position on sovereignty by Canada and Quebec nor shall their agreement be deemed to constitute an abandonment of the position of the Confederacy and the Mohawk Nation.

Interpretation

This agreement is not intended to be a treaty for the purpose of section 35 of the Constitution.

12. Internal Government of Kanesatake

The parties hereto recognize the Mohawks of Kanesatake as having to determine its internal governance and to choose its representatives for all purposes.

1990-08-29

Question 75

1.c Les sujets qui ont fait l'objet de négociation?

Pour le Québec et le Canada:

- le démantèlement des barricades et le retour à la normalité;
- le dépôt des armes, munitions et explosifs auprès des autorités;
- la reddition et la remise entre les mains de la justice des personnes ayant commis des actes répréhensibles au cours des événements.
- l'engagement des deux paliers de gouvernement de procéder à des négociations avec les Mohawks de Kanesatake quant à leurs revendications territoriales une fois que les trois sujets précités auront été accomplis.

Pour les Mohawks:

- Les sujets de négociation des Mohawks sont contenus dans les documents déposés à la table de négociation.

8. Pour chacune des journées de négociation entre le 11 juillet et le 27 septembre 1990, quels étaient les noms:

- a) des négociateurs, représentants, leaders et leaders spirituels mohawks
- b) des négociateurs du gouvernement du Québec
- c) des négociateurs du gouvernement du Canada?

Concernant chacun des négociateurs du gouvernement, quels ont été:

- a) les honoraires versés
- b) les autres frais en spécifiant la nature des dépenses (hôtels, repas, etc.)?

Concernant les négociations qui se sont tenues tant à Dorval qu'à Oka, quels ont été pour chacune des journées de négociation:

- a) le coût de location des locaux
- b) l'endroit où se sont déroulées les négociations
- c) les autres dépenses afférentes à ces négociations à part celles reliées personnellement aux négociateurs?

Voir documents annexés

Question 76)

1. Pour chacune des journées de négociations entre le 11 juillet et le 27 septembre 1990, quels étaient les noms:
 - a) des négociateurs, représentants et leaders spirituels mohawks?
 - b) des négociateurs du gouvernement du Québec?
 - c) des négociateurs du gouvernement du Canada?

Réponse: Question 76.1 a, b et c

Date et lieu	a) Mohawks	b) Québec*	c) Canada
12 juil. à Oka	liste non fournie par Mohawks	MM. John Ciaccia Laurier Thibault	non représenté
13 juil. à Oka	Idem	Idem	Idem
14 juil. à Oka	Idem	MM. John Ciaccia Laurier Thibault Georges Beauchemin	Idem
15 juil. à Oka	Idem	Idem	Idem
8 août		Annnonce de la médiation du juge en chef Gold de la Cour supérieur du Québec pour procéder à une médiation entre les parties. (pièce 76.02)	(pièce 76.01)
12 août	Signature de l'entente suite à la médiation du juge Gold (pièce 76.03)	(pièce 76.03)	(pièce 76.03)
14 août	Signature de l'entente prévoyant le rôle des observateurs de la Fédération internationale des droits de l'homme, en vertu de l'entente signée le 12 août. (pièce 76.04).	(pièce 76.04)	(pièce 76.04)
16 août à Dorval	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-1)	MM. Alex Paterson Georges Beauchemin Mme Marie Rinfret	MM. Bernard Roy Marc Lafrenière Mme Monique Courchesne

Date et lieu	a) Mohawks	b) Québec	c) Canada
17 août à Duvernay	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-2)	Idem	Idem
18 août à la Trappe d'Oka	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-3)	Idem	Idem
20 août à la Trappe d'Oka**	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-4)	Idem	Idem
21 août à la Trappe d'Oka	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-5)	MM. Alex Paterson Georges Beauchemin Mme Marie Rinfret	MM. Bernard Roy Marc Lafrenière Mme Monique Courchesne
22 août à la Trappe d'Oka	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-6)	Idem	Idem
24 août à la Trappe d'Oka	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-7)	Idem	Idem
25 août à la Trappe d'Oka	Voir liste fournie par Mohawks (pièce 76-8)	Idem	Idem

** Les représentants Mohawks voyageant pas autobus ont refusé de se rendre au lieu des négociations;
la séance n'a pas eu lieu.

Date et lieu

a) Mohawks

b) Québec

c) Canada

28 août à Dorval

Pas de liste fournie
par Mohawks

MM. John Ciaccia
Laurier Thibault
Mario Laguë
Georges Beauchemin
Mme Marie Rinfret

MM. Roger Gagnon
Marc Lafrenière

29 août à Dorval

pas de liste fournie
par Mohawks

Idem

Idem

Office of the
Prime Minister



Cabinet de
Premier ministre

Annales des conférences		
2919	25	11

76-01

J.

DÉCLARATION

DU

PREMIER MINISTRE BRIAN MULRONEY

CONFÉRENCE DE PRESSE

AMPHITHÉÂTRE DE L'ÉDIFICE NATIONAL DE LA PRESSE

LE 8 AOÛT 1990

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION

Golfe persique :

La situation dans le Golfe persique reste grave. Les forces armées irakiennes contrôlent le Koweït; d'importantes forces sont postées le long de la frontière avec l'Arabie saoudite.

Aujourd'hui, l'Irak a apparemment abandonné tout prétexte d'aide en faveur d'un nouveau gouvernement koweïtien ayant déclaré avoir annexé le Koweït, la brutalité de son agression apparaît maintenant de façon éclatante.

Tant sur les plans politiques qu'économiques, les événements du Golfe ont d'importantes répercussions pour le monde et pour le Canada. C'est pourquoi le Canada a, au cours du week-end, pris les mesures suivantes: mesures visant à s'assurer que les Irakiens ne puissent s'approprier les actifs koweïtiens dans les banques canadiennes; embargo sur l'importation de pétrole koweïtien et irakien; suspension de l'accord bilatéral de coopération commerciale, économique et technique et fin du statut de la nation la plus favorisée; suspension de toutes les activités visant à encourager le commerce et les affaires avec l'Irak ainsi que de toutes les relations universitaires, culturelles et sportives.

À l'ONU, nous avons coparrainé la résolution 661 qui stipule les sanctions les plus sévères jamais imposées à un membre de l'organisation. En vertu de cette résolution, le Canada a en fait coupé tous les liens commerciaux avec l'Irak et tous les transferts financiers vers ce dernier et le Koweït.

Il s'agit de mesures importantes, puisque nos exportations vers l'Irak se sont élevées l'an dernier à environ 260 millions \$. Nous avons annulé tous les permis d'exportation destinés à d'autres contrats avec l'Irak et le Koweït, et qui s'élèvent respectivement à 9,3 et 54 millions \$. Le pétrole constitue notre principale importation de l'Irak, mais nos approvisionnements à court terme ne sont pas menacés. Nos stocks de pétrole brut sont élevés et la majorité de nos besoins en la matière peuvent être satisfaits au niveau national et grâce à des importations.

Il y a environ 440 Canadiens inscrits à notre Ambassade au Koweït et 110 inscrits à celle de Bagdad. Tous sont en sécurité bien que peu d'étrangers aient l'autorisation de quitter l'un ou l'autre pays.

Hier après-midi, l'Arabie saoudite a demandé une aide militaire des États-Unis. Les Américains ont commencé à envoyer des forces aériennes et terrestres, ainsi que des forces navales pour compléter les contingents déjà sur place. Les Anglais et les Français ont accepté d'envoyer des forces navales. En réponse à une demande du gouvernement saoudien, les Anglais envisagent d'envoyer d'autres forces. Des navires soviétiques se trouvent aussi dans la région. L'Arabie saoudite n'a pas demandé d'aide militaire du Canada. Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se rencontreront à Bruxelles vendredi.

Avec une rare unanimité, l'opinion mondiale a condamné la brutale invasion du Koweït. On ne fermera pas les yeux sur cette invasion. Le Canada prend part à l'opposition qui s'est mobilisée contre cet affront envers tous les peuples civilisés de la terre.

Oka :

Comme vous le savez, la Sûreté du Québec a tenté, le 11 juillet dernier, en application d'une injonction d'un tribunal, de démanteler une barricade installée par les Mohawks à Oka il y a 4 mois. Les Mohawks à la barricade étaient fortement armés et ont obligé la Sûreté à se retirer. Un agent de la police a été tué pendant cette tentative.

Le 11 juillet, le Procureur général du Québec et ministre de la Sécurité, M. Sam Elkas, a demandé l'aide des Forces canadiennes en vertu de la Loi sur la défense nationale, aide qu'il a obtenue sous forme d'équipement et de véhicules. Immédiatement après l'incident, des Mohawks de Kahnawake ont bloqué le pont Mercier traversant le fleuve Saint-Laurent sous prétexte d'appuyer leurs membres à Oka.

Dès le début, nous avons adopté la position qu'il y avait essentiellement deux questions en jeu : la confrontation aux barricades, une question qui relève de la responsabilité policière du Québec; et la question des terres que nous tentons activement de résoudre depuis deux ans.

Nos objectifs ont été d'appuyer les efforts du Québec de résoudre pacifiquement la question policière et d'acquiescer les terres contestées. Nous avons dit clairement, cependant, que nous n'avons pas l'intention de négocier la question des terres avec les Mohawks sous la menace de violence.

Ce conflit, dont l'origine fait partie d'une question plus globale touchant des revendications historiques, fait depuis longtemps l'objet de contestations qui ont été rejetées par les tribunaux à diverses reprises au fil des années. Néanmoins, le gouvernement du Canada a proposé d'acheter la terre que la municipalité d'Oka destinait au développement résidentiel et récréatif, projet qui n'était pas conforme à la valeur sacrée que cette terre revêtait pour les Mohawks. Les négociations pour l'achat de cette terre par le gouvernement du Canada sont maintenant terminées.

Nous avons été tenus pleinement au courant de la situation et nous avons appuyé les démarches du gouvernement du Québec pour résoudre d'autres questions relatives à la sécurité publique et à l'administration de la justice qui relèvent de sa compétence, mais ces démarches n'ont pas réussi.

Le Premier ministre du Québec a demandé l'aide des Forces canadiennes pour aider les parties à mettre fin à la confrontation. Cette décision résulte de l'incapacité des négociateurs d'amener les parties à la table des négociations et d'obtenir le démantèlement des barricades. Les Forces vont répondre à la demande du Premier ministre d'une manière à éviter les confrontations. La stratégie primordiale sera d'éviter tout risque à la vie humaine.

Les enjeux sont trop élevés pour laisser cette impasse persister sans déployer tous les efforts possibles qui puissent permettre de ramener la situation à la normale. C'est pourquoi j'ai demandé au distingué Juge en chef de la Cour supérieure du

Québec, M. Alan Gold, d'agir en tant que médiateur et de rencontrer les parties afin de tenter de les amener à la table de négociations. M. le Juge en chef a accepté d'essayer d'identifier toutes les parties qui ont un intérêt valide dans les questions en jeu à Kanésatake et à Kahnawake; de clarifier toutes les préconditions qui doivent être satisfaites; et après avoir réglé toutes ces questions avec les diverses parties, de prendre toutes les mesures qu'il juge appropriées pour que des négociations substantielles puissent être mises en marche.

J'ai demandé que les ministères et organismes du gouvernement du Canada offrent au Juge en chef toute l'aide dont celui-ci pourrait avoir besoin. De son côté, le Premier ministre Bourassa a confirmé l'appui du gouvernement du Québec. Je m'attends à ce que les Mohawks et leurs représentants participent activement au processus de médiation.

L'objectif de la médiation, qui est de satisfaire de façon juste et raisonnable les intérêts de toutes les parties, ne pourra être réalisé sans la participation de celles-ci. Je suis confiant que le processus de médiation marchera et il doit marcher. Nous, les Canadiens, devons faire tous les efforts possibles pour régler nos différends sans violence.

Après le désengagement qui, je l'espère, s'opérera très vite, le gouvernement fédéral négociera avec les chefs des Mohawks afin de trouver des solutions à long terme au problème d'Oka.

Office of the
Prime Minister



Cabinet du
Premier ministre

OPENING STATEMENT BY

PRIME MINISTER BRIAN MULRONEY

PRESS CONFERENCE

NATIONAL PRESS THEATRE

AUGUST 8, 1990

OTTAWA

CHECK AGAINST DELIVERY

Ottawa, Canada K1A 0A2

Persian Gulf:

The situation in the Persian Gulf remains grave. Iraqi armed forces are in control of Kuwait; substantial forces are in position along the border with Saudi Arabia.

Today, Iraq has apparently abandoned all pretext of assisting a new Kuwait government. With its claim now to have annexed Kuwait, the brutality of its aggression is stripped clean even of subterfuge.

These events in the Gulf have important implications for the world and for Canada - both political and economic. Accordingly, over the weekend, Canada has taken the following measures: ensured that the Iraqis cannot appropriate Kuwaiti assets in Canadian banks; embargoed the importation of Kuwaiti and Iraqi oil; suspended the Canada-Iraq agreement on trade, economic and technical cooperation and terminated Most Favoured Nation status; suspended all trade and business promotion activity with Iraq and all academic, cultural and sports relations.

At the UN, we co-sponsored resolution 661, which mandates the most far-reaching sanctions ever against a U.N. member. In compliance with the terms of this resolution, Canada has effectively cut off all trade with Iraq and all financial transfers to Iraq and Kuwait.

These are significant steps. Our exports to Iraq totalled about \$260 million last year. We have cancelled export permits for further contracts with Iraq and Kuwait worth \$9.3 million and about \$54 million respectively.

Most of Canada's imports from Iraq were oil but Canada faces little threat in the short term of oil supply disruptions. Global crude oil inventories are high and the bulk of Canada's crude oil needs can be met with Canadian supplies and imports from other sources.

There are approximately 440 Canadians registered with our Embassy in Kuwait and 110 Canadians registered with our Embassy in Bagdad. They are all reported to be safe although few foreigners are being allowed to leave either country.

Yesterday afternoon, Saudi Arabia requested American military assistance. The Americans have begun to dispatch air and ground forces as well as naval forces to complement those naval forces they already have in the region. The British have dispatched naval forces, as have the French.

In response to a request from the Saudi Government the British are considering sending further forces. Soviet vessels are also operating in the region. Saudi Arabia has not asked Canada for military assistance. NATO foreign ministers will meet in Brussels Friday.

World opinion is united as it has been few times in history in condemning Iraq's brutal invasion of Kuwait. That invasion is not going unchallenged. Canada is playing its part in opposing this affront to the values of civilized people everywhere.

Oka:

As you know, the Sûreté du Québec attempted to enforce a court injunction on July 11, 1990 and dismantle a barricade set up by Mohawks four months ago in Oka, Quebec. The Mohawks at the blockade were heavily armed and repelled the Sûreté. One police officer died in the process.

On July 11, Quebec's Attorney General and Minister of Security, Mr. Sam Elkas, cited the National Defence Act and asked the Canadian Forces for support in the way of equipment and vehicles. This was provided. Immediately following the incident, the Kahnawake Mohawks, allegedly in support of their members at Oka, blocked the Mercier bridge over the St. Lawrence.

From the outset, we have taken the position that there are essentially two issues at stake: the confrontation at the barricades which is a police matter under Quebec responsibility; and the land issue which we have actively sought to resolve over the past two years. Our objectives have been to support Quebec's efforts to resolve the police issue peacefully, and to acquire the land in dispute. We have stated clearly, however, that we have no intention of negotiating the land issue with the Mohawks under threats of violence.

This dispute whose origin is part of a larger issue involving historical claims has long proven contentious and has over the years been rejected by the courts several times. Nonetheless, the Government of Canada has offered to purchase the specific land in the town of Oka scheduled by the town for a residential and recreational development which is inconsistent with the spiritual value attached to it by the Mohawks. The negotiations for the purchase of this land by the Government of Canada are now complete.

The Government of Quebec with our full knowledge and support has attempted to resolve the public security and administration of justice issues which fall within their jurisdiction but has been unsuccessful. Premier Bourassa of Quebec has now asked for the support of the Canadian Forces to help end the confrontation.

This decision by Premier Bourassa is a result of the inability to get the parties to the bargaining table and to dismantle the barricades. The Canadian Forces will respond to the request of the Premier in a non-confrontational manner; the primary strategy will be to avoid risk to human life.

Nevertheless, because the stakes in this confrontation are so high, I believe that further efforts must be made to break the impasse and return the situation to normalcy. I have therefore asked a distinguished Canadian, Chief Justice Gold of the Quebec Superior Court, to mediate this dispute and to approach the parties with a view to bringing them to the negotiating table.

The Chief Justice has agreed to try and identify all parties with a valid interest in the matters at issue at Kanestake and Kahnawake; to clarify any pre-conditions which need to be satisfied; and, having addressed these matters with the various parties, to take such steps as he sees fit to achieve the commencement of substantive negotiations.

I have instructed that every assistance to the Chief Justice is to be provided by the departments and agencies of the Government of Canada. Premier Bourassa has also confirmed the support of the Government of Quebec. I expect the Mohawks and their representatives to participate actively in this mediation process.

Without the participation of all sides to this dispute the objective of mediation, which is to deal fairly and reasonably with the interests and concerns of all parties, cannot be met. I have confidence that this mediation process can work. It must work.

As Canadians, we must make every effort to settle our differences without violence. After the barricades are down, which I hope will be very soon, my government will sit with the leaders of the Mohawks to find longer term solutions to the problems at Oka.

76-1 Day 1
16-8-90



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK ONEIDA ONONDAGA CAYUGA SENECA TUSCARORA

Mohawk Nation, Kahnawake, 1000 Highway 1, Montreal, Quebec
The Box 645, Kahnawake, Que., Canada J0L 1B6

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

Diane Lazore
Laura Norton
Joe Deon
Loran Thompson
Lorna Delormier
Mavis Etienne
Nancy Deer
John Maracle
Denise Tolley
Ellen Gabriel
Walter David Sr.
Shirley Scott
Elizabeth Norton
Paul Deer
Don Martin
Francis Boots

- * Joe Norton
- * Maurice Gabriel
- * Alan McNaughton
- * Patricia Stacy Bush
- * Cathy Skye
- * Dana Leigh Bush

OBSERVERS

Lorraine Montour
Bonnie Maracle
James Maracle
Josie Back
Sandra Deer
Paul Green

- * Edward Cree
- * James Gray
- * Elizabeth Clute
- * Minnie Garrow
- * Daniel Oakes
- * Victoria Peters
- * George David
- * Harriette Boots
- * Lonnie Thompson
- * Marie Peters
- * Robert Skidders

ADVISORS

Linda Cree
Stanley L. Cohen
Kahntineta Horn
Bob Antone
Mary-lynn Nicholas
Jenny Jack
Terry Dextator
Beverly Scow

SPIRITUAL ADVISORS

Frank Natawe
* Norma Delaronde
John Cree
Rosemary David

Bruce Elijah
Paul Delorme

* Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus



Affaires Autochtones		
2919	25	11

76.0d

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC

MONSIEUR ROBERT BOURASSA

LE MERCREDI 8 AOÛT 1990

La déclaration initiale sera brève. Le Secrétaire général du gouvernement, monsieur Morin, est à mes côtés s'il y avait des questions de nature purement technique.

Depuis le début, depuis le 11 juillet, le Gouvernement a assumé ses responsabilités dans les secteurs de sa juridiction. C'est évident que nous faisons face à un problème extrêmement complexe, qu'on ne pouvait pas nous demander de régler en trois semaines un problème qui dure depuis deux siècles. Nous avons utilisé tous les moyens à notre disposition puisque notre juridiction s'appliquait pour ce qui a trait à la sécurité publique. Nous avons utilisé tous les moyens dans notre juridiction pour essayer de régler le problème. Le 11 juillet, nous avons demandé, pour ce qui a trait à l'équipement, la collaboration des autorités fédérales.

Il a fallu constater qu'en face de la situation qui existait, alors que nous faisons face à des dizaines de warriors armés, dans un contexte extrêmement difficile, nous avons dû constater, dimanche dernier, que la solution, en termes de sécurité publique, ne pouvait pas être envisagée d'une façon permanente. J'ai donc demandé, j'ai donc établi un délai de 48 heures de manière à pouvoir favoriser la solution du problème. On doit constater qu'après ce délai de 48 heures, des événements importants sont annoncés aujourd'hui. J'ai assumé mes responsabilités, comme Chef du gouvernement, en faisant appel à l'armée, à la disponibilité de l'armée canadienne. J'ai rencontré hier le Commandant en chef de la Force mobile, le général Foster et ses adjoints, pour examiner la situation. J'espère bien que cette disponibilité pourra se réaliser à très court terme, c'est-à-dire qu'il y a toujours des délais inévitables pour la préparation du travail qui est à faire.

Je dois dire que cette disposition, je crois, l'article 275 de la Loi de la défense nationale permet au Gouvernement, lorsque ça paraît légitime et nécessaire, de pouvoir demander l'utilisation des Forces armées à des fins pacifiques, dans toute la mesure du possible. Également, on doit constater puisqu'il ne faut pas oublier dans tout cela que pour ce qui a trait au fond de la question, c'est une question de juridiction fédérale.

.../2

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral est intervenu. Il est intervenu auparavant, par exemple, dans le cas de la question d'Oka, mais on doit constater que la source initiale du conflit est réglée, que dans le cas d'Oka, le gouvernement fédéral est intervenu après discussion avec le gouvernement du Québec, avec nous, j'en ai discuté avec M. Mulroney et avec ses adjoints à quelques reprises hier et aujourd'hui, il a été convenu de nommer le juge en chef de la Cour supérieure du Québec, M. Gold, comme intermédiaire entre les parties pour essayer d'amener les parties à table. C'est l'objectif de tous les gouvernements que d'avoir une solution négociée. Il faut donc admettre que ces deux événements qui sont annoncés aujourd'hui nous permettent d'avoir un minimum de confiance sur la solution pacifique d'un problème qui paraît souvent presque insoluble.

Ceci étant dit, nous avons essayé, parallèlement à cela, toujours en assumant nos responsabilités, nous avons essayé d'atténuer les inconvénients pour la population. Encore là, les ministres responsables ont communiqué constamment avec les autorités. J'ai moi-même rencontré les dirigeants municipaux de la région d'Oka, j'ai rencontré les dirigeants municipaux de la région de Châteauguay, j'ai même rencontré cet après-midi des groupes, des représentants de groupes, de personnes qui, évidemment, sont exaspérées devant la durée de ce conflit. Nous comprenons très bien leur exaspération. Je pense bien que... et je demande à la population en général de comprendre également cette situation pour tous ces citoyens, tout à fait innocents et étrangers à ce conflit, qui doivent subir personnellement des préjudices très très sérieux. Et c'est la responsabilité du Gouvernement, dans des circonstances comme celle-là, de faire preuve du maximum d'ouverture pour les aider, comme on l'a fait et comme on va le faire. Et on annoncera des mesures concrètes pour leur venir en aide, qui vont au-delà, dans certains cas, de ce qui n'a jamais été fait pour aider des groupes de citoyens qui sont victimes de situation difficile et sur laquelle ils n'ont aucun contrôle.

Donc, ceci se trouve à permettre à la fois d'avoir, en termes de sécurité publique, de la protection de la population, des moyens additionnels, également pour permettre aux citoyens qui doivent vivre ces circonstances très difficiles, d'avoir des compensations tout à fait légitimes et d'avoir un ultime effort, si on peut dire, de rapprochement des parties par une personne particulièrement crédible, le juge en chef de la Cour supérieure du Québec.

Voilà en quelques mots la situation et le travail constant qu'a fait le Gouvernement, le travail de M. Ciaccia pendant des semaines et des semaines, pour amener les parties ensemble. M. Ciaccia est responsable, le ministre délégué auprès des autochtones, mais c'est évidemment une question de juridiction fédérale. On ne peut quand même pas demander au gouvernement du Québec, dans une question comme celle-là, de se substituer au gouvernement fédéral pour le fond de la question. On a fait ce qu'on pouvait faire, le maximum, dans la limite de nos juridictions. Et là, on utilise une loi canadienne qui a été utilisée à de très nombreuses reprises pour permettre la sécurité, pour promouvoir, pour faciliter et pour accroître la sécurité de la population.

(Copie non révisée de la déclaration du Premier ministre)



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK ONEIDA ONONDAGA CAYUGA SENECA TUSCARORA

Mohawk Nation Headquarters: 8000 Highway 10, Kahnawake, Quebec, Canada J0L 1B0

76-2

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

17 Aug 90

NEGOTIATION TEAM

Diane Lazore
Laura Norton
Joe Deom
Loran Thompson
Lorna Delormier
Mavis Eitienne
Nancy Deer
John Maracle
Denise Tolley
Ellen Gabriel
Walter David Sr.
Shirley Scott
Elizabeth Norton
Paul Deer
Don Martin
Francis Boots

• Joe Norton
• Maurice Gabriel
• Alan McNaughton
• Patricia Stacey Bush
• Dana Leigh Bush

OBSERVERS

Lorraine Montour
Bonnie Maracle
James Maracle
William Sears
Sandra Deer
Robert Skidders

• Davis Rice
• Gerald Alfred
• Billy Two Rivers
• Andrew Delisle
• Irvin Goodleaf

• Edward Cree
• James Gray
• Bud Morris
• Minnie Carrow
• Harold Cakes
• Arnold Goodleaf
• Mike Diabo
• Jackie LeClaire
• Harriette Boots
• Lonnie Thompson
• Marie Peters
• Robert Skidders
• Brian Delaronde
• Raymond Phillips

ADVISORS

Linda Cree
Stanley L. Cohen
Kahntineta Horn
Mary Lynn Nicholas
Jenny Jack
Beverly Scow

SPIRITUAL ADVISORS

Frank Natawe
John Cree
Rosemary David

• Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus

Affaires Autochtones		
2919	25	11

76-03

COMMUNIQUE

Conjointement avec la signature de l'entente établissant des conditions préalables aux négociations, la Nation Mohawk s'est engagée auprès du Juge en Chef Gold à procéder immédiatement à la négociation, en priorité et comme premier item à l'agenda, des termes selon lesquels les forces policières et armées pourraient être retirées et les barricades à Kanhsatake et Kahnawake démantelées. La Nation Mohawk a aussi assuré le Juge en Chef qu'elle s'engage à un règlement juste, rationnel et rapide de cet item particulier.

Le 12 août 1990



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK • ONEIDA • ONONDAGA • CAYUGA • SENECAS • TUSCARORA
MAILING ADDRESS: P.O. Box 100, Akwesasne, Ontario, Canada K7A 1N1

COMMUNIQUE

In conjunction with the signing of the agreement establishing the pre-conditions for negotiation, the Mohawk Nation has undertaken to Chief Justice Bold that it will proceed forthwith to negotiate, as the priority and first item on the agenda, the terms by which police and armed forces may be withdrawn and the barricades at Kanahsake and Kahnawake removed. The Mohawk Nation has also assured the Chief Justice that it commits itself to a just, principled and expeditious resolution of this particular item.

ENTENTE

ENTRE: LA NATION MOHAWK
ET: LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET: LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La présente confirme notre entente au sujet des trois conditions préalables à la solution des différends entre la Nation Mohawk et les gouvernements du Canada et du Québec, à l'effet que:

1. Les gouvernements du Canada et du Québec sont convenus qu'il y aura accès, sans contraintes, aux vivres, vêtements, fournitures médicales, soins de santé, carburant et autres choses essentielles à la vie, à destination et en provenance de Kanehsatake et Kahnawake;
2. Les gouvernements du Canada et du Québec assureront aux leaders spirituels, mères de clan, chefs, conseillers et avocats désignés par la Nation Mohawk libre entrée et sortie des communautés Mohawks de Kanehsatake et de Kahnawake;
3. Les parties à cette entente acceptent la présence d'un groupe international d'observateurs pour veiller à la mise en oeuvre de cette entente et pour observer le processus entre les parties pendant lequel les négociations se poursuivront. Ce groupe sera composé de 24 personnes choisies par la Fédération Internationale des droits de l'Homme qui agiront comme observateurs à Kanehsatake et à Kahnawake. Ce groupe d'observateurs restera en poste jusqu'à ce que les barricades soient démantelées et toutes les forces policières / armées retirées. Les parties à cette entente défraieront, à parts égales, les dépenses encourues par le groupe d'observateurs de la Fédération Internationale des droits de l'Homme.

Ces négociations débiteront le lendemain de la mise en place de tout le groupe international d'observateurs.

EN FOI DE QUOI les parties, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé cette entente, ce 12 août 1990.

LA NATION MOHAWK

Par: Tekoteniou

Akewisae

Thodote   Tyendinaga

Kawenarake

Armathe-11/1/

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Par: Jan Eddo

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Par: John L...

AGREEMENT

BETWEEN: THE MOHAWK NATION
AND: THE GOVERNMENT OF CANADA
AND: THE GOVERNMENT OF QUEBEC


This will confirm our agreement on the three preconditions toward the solution of disputes between the Mohawk Nation and the governments of Canada and Quebec in which all parties agree that:


1. The governments of Canada and Quebec agree that there will be unimpeded access of food, clothing, medical supplies, health care, fuel and the basic necessities of life to and from Kanehsatake and Kahnawake.
2. The governments of Canada and Quebec will ensure unrestricted access to and from the Mohawk communities of Kanehsatake and Kahnawake of spiritual leaders, clan mothers, chiefs, advisors and attorneys as designated by the Mohawk Nation.
3. The parties to this agreement accept the presence of an international team of observers to ensure the implementation of this agreement and to observe the process among the parties during which negotiations will be carried out. This team will consist of 24 persons chosen by the International Federation of Human Rights who will act as observers at Kanehsatake and Kahnawake. This observer team shall remain in place until such time as the barricades are removed and all police / armed forces are withdrawn. Each of the parties to this agreement will equally share the cost of expenses incurred by the International Federation of Human Rights observer team.

These negotiations will commence on the day following the placement of the entire international observer team.

In witness whereof the parties have caused this agreement to be duly signed by their duly authorized representatives on August 12, 1990.

THE MOHAWK NATION

Per: Ishtatona 

Atkins 

Thadate  Tyendinaga

Kahnawake 

Chamitaka 

THE GOVERNMENT OF CANADA

Per: John Didda

THE GOVERNMENT OF QUEBEC

Per: Chamitaka

Aterihwaseronnia'tshera

Tsi na'tehontere ne Kanien'kehaika tanon ne Kakurahsherouainen tanon Ken'nikakorahsheria ken kaian enkarihwahni:rate ne onkwaterihwahsheronnia'tshera ne kiiken ahsen niiorliwaka ioteriivate kahere chen:ten tsi niio:ra aonsakakuatakwen tsi ohnshotenison telonkwarihwahraiseron tsi na'tatewatere ne ne Kanaitso tanon Tiotontari:ikon. Akwekon kaiti wahatirihwanoniwe'ne ne:

1- Kanaitso tanon Tiotontari:ikon wahnirihwaie:na tsi lah thahni io:tate tsi ni:lot tsi kontaweia:tha ne kakhwa, atsheronnia, enonhkwa'shon'ia, kense'phonie ok o:ni tsi niiontatha ne aiakotonhahtentienhatie ne Kanehsata'kehroinon tanon Kahnawa'kehroinon.


2- Tiotontari:ikon tanon ne Kanaitso enken:riwahsheron:ni tsi sken:nen tenhontera'thake ne Ronaterihwakeiron, Ka'nistatenshara, Rot:ianershon, Ronratsairons, Raterihwaskenhas ne Kanien'kehaika raononkwa'ta'oiken.

3- Ratinien'kehaika, Kanaitso, tanon ne Tiotontari:ikon raotikora'shero:kon wahatirihwaie:na ahati'teronitake ne niatahotinakeraserake'shon ahonten'nikon:raren nakarihwana:nonhne ne kiiken aterihwassheronnia'tshera.

34 nisonkwetake enhonuat:it:etake ne International Federation
 of Human Rights nele enhonten'nikoniaten ne Kaneshatake tanon
 ne Kanhawake. Tho enhonnetakeke tsi nioira teshonte'enzotake
 tanon ne karhton tanon ne koira monkweta rontarissos eiran
 enhoninehta. Tenhontietanion ne Tiotontarikon, Kanaitso'tanon
 ne Ratinsien'kehaika tsi eneshakotikaria'khe tsi nenhontkaronini
 ne International Federation of Human Rights tsi wahot:io'ten.
 Tsi lotiorhenine tsi nenhoninewa ne akte nontshonenonhatia
 Ratirihwakaen:ions entewatahsuun takatharake ne
 aterihwasheronniahtshera asrihwaika.

Ken'itken karihwasientz'kwen ne ahatirihwanon'iwe'ne
 renatatsheninare:

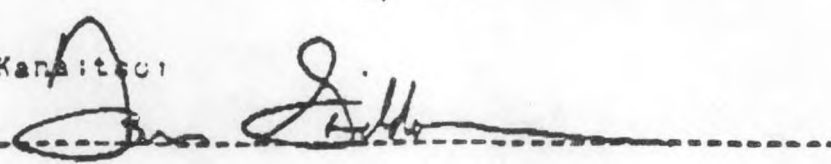
Ratinsien'kehaika:

Tehotenis  Kankesatke Rawan na RAKE?

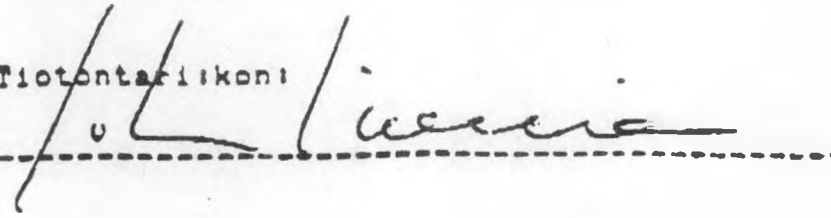
Akwinas  Opematchud 141

Thokate  Tyewdin'aga

Kanaitso:



Tiotontarikon:



A 76-3



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK ONEIDA ONONDAGA CAYUGA SENECA TUSCARORA
Mohawk Nation, Kahnawake Branch, Akwesasne, Akwesasne
P.O. Box 141, Kahnawake, Que., Canada J0L 1B6

August 18, 1990

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

14
Diane Lazore
Laura Norton
Joe Deom
Loran Thompson
Mavis Etienne
Dane Leigh Bush
Lorna Delormier
Nancy Deer
Denise Tolley
Ellen Gabriel
Walter David Sr.
Shirley Scott
Elizabeth Norton
Paul Deer
Don Martin
Francis Boots
Maurice Gabriel

- Joe Norton
- Alan McNaughton

ADVISORS

- 27
- Bud Morris
 - Arnold Goodleaf
 - Mike Diabo
 - Jackie LeClaire
 - Davis Rice
 - Gerald Alfred
 - Billy Two Rivers
 - Minnie Garrow
 - Harold Oakes
 - Edward Cree
 - George David
 - Harriet Boots
 - Lonnie Thompson
 - Marie Peters
 - Robert Skidders

Stanley L. Cree
Kahntineta Horn
Mary Lynn Nicholas
Jenny Jack
Beverly Seow
Sandra Deer
Patricia Stacey Bush
Lorraine Montour
Linda Cree
Bill Sears
Joe David
Holly Pinsoneault

SPIRITUAL ADVISORS

1
Frank Natawe

- 17
- Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus

ENTRE : LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

ET : LA NATION MOHAWK

ET : LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La Nation Mohawk, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, dans le cadre de l'entente signée le 12 août 1990, acceptant la présence d'un groupe international de vingt-quatre (24) observateurs pour veiller à la mise en œuvre de cette entente et pour observer le processus entre les parties pendant lequel les négociations se poursuivront.

Ces négociations débiteront le lendemain de la mise en place du groupe international d'observateurs.

Les parties à cette entente confient à la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.) la responsabilité de mettre en œuvre ce processus d'observation, conformément aux dispositions de l'entente. Elles défrayeront à parts égales les dépenses encourues par la F.I.D.H. pour l'organisation de cette mission.

La F.I.D.H. accepte la mission qui lui est confiée par les parties à l'entente. Elle s'engage à mettre en place dans les plus brefs délais le groupe des 24 observateurs qu'elle aura mandatés. La liste de ces observateurs sera remise aux parties signataires de l'entente.

Les observateurs de la F.I.D.H. assisteront aux négociations et agiront comme observateurs à Kanataake et à Kahnawake, conformément à l'entente du 12 août, et plus particulièrement, sur les huit (8) points d'observation définis en commun par les parties et indiqués en annexe ou à la discrétion de la F.I.D.H. dans tout autre site où on lui signale qu'il y aurait eu ou qu'il y aurait des violations des dispositions de l'entente du 12 août. Le nombre de ces points pourra être régulièrement révisé en fonction de la situation.

Les observateurs de la F.I.D.H. veilleront à la mise en œuvre des points 1, 2 et 3 de l'entente du 12 août 1990. Des agents de liaison seront désignés par les parties signataires de la présente entente.

Les observateurs de la F.I.D.H. seront clairement identifiés par le port d'un badge et d'un brassard. Ils auront libre accès aux installations fixes ou mobiles des parties signataires qui prendront toutes les dispositions utiles pour faciliter l'exercice de leur mission et assurer leur sécurité.

En cas de difficulté, le représentant dûment mandaté de la F.I.D.H. fera immédiatement rapport aux représentants autorisés des parties qui décideront, de manière appropriée, des solutions à apporter selon les termes de l'entente du 12 août.

Les observateurs de la F.I.D.H. resteront en poste jusqu'à ce que les barricades soient démantelées et toutes les forces policières/armées retirées.

EN FOI DE QUOI les parties, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé ce protocole d'entente, ce 14 août 1990.

LA F.I.D.H., par

LA NATION MOHAWK, par

LE GOUVERNEMENT DU CANADA, par

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, par

ANNEXE

Liste des huit (8) points d'observation définis en commun par les parties en date de la signature de cette entente et tel qu'indiqués sur les deux (2) cartes ci-jointes.

1.

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8.

Date : Le 14 août 1990

AGREEMENT

BETWEEN : THE INTERNATIONAL FEDERATION OF HUMAN RIGHTS

AND : THE MOHAWK NATION

AND : THE GOVERNMENT OF CANADA

AND: THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

The Mohawk Nation, the Government of Canada and the Gouvernement du Québec, within the framework of the agreement signed on August 12 1990, accept the presence of an international team of twenty-four (24) observers to ensure the implementation of the said agreement and to observe the process among the parties during which negotiations will be carried out.

These negotiations will commence on the day following the placement of the international observer team.

The parties to this agreement entrust the International Federation of Human Rights (I.F.H.R.) with the responsibility of initiating this observation process, in conformity with the provisions of this agreement and August 12 agreement. They will share equally the expenses incurred by the I.F.H.R. in relation to the organizing of this mission.

The I.F.H.R. accepts the mission which is entrusted to it by the parties to the agreement. It undertakes to organize as soon as possible the team of twenty-four (24) observers which it will appoint. The list of these observers will be transmitted to each of the parties.

The I.F.H.R. observers will be present during negotiations and will act as observers at Kanesatake and Kahnawake in the manner contemplated by the August 12 agreement and, more particularly, at the eight (8) observation points as defined mutually by the parties in the attached annex or, in the discretion of I.F.H.R., at other sites where violations of the provisions of the agreement of August 12 are alleged to have taken or to be taking place. The number of the defined observation points may be changed on the consent of the parties.

The I.F.H.R. observers will oversee the implementation of the agreement of August 12, 1990, with regard to the provisions of points 1, 2 and 3. Liaison officers will be designated by each of the parties including I.F.H.R.

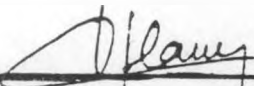
The I.F.H.R. observers shall be clearly identified by wearing a badge and an arm-band. They will have free access to both the fixed and mobile installations of the parties and the parties will take all the necessary steps to facilitate the carrying out of their mission and to ensuring their security.

In the event of difficulty, the duly authorized representative of I.F.H.R. will report immediately to the authorized representatives of the parties who will appropriately decide upon the solutions to be applied in accordance with the terms of the August 12 agreement.

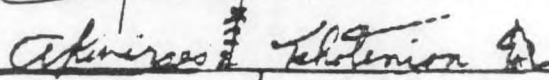
The I.F.H.R. observers will remain on duty until such time as the barricades have been removed and all police and armed forces have been withdrawn.

IN WITNESS WHEREOF the parties, through the intermediary of their duly authorized representatives, have signed this agreement, on this 14th day of August, 1990.

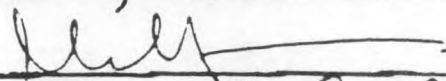
THE I.F.H.R., by



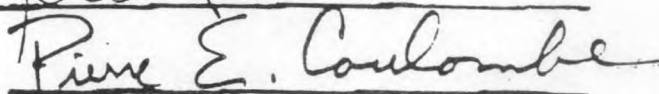
THE MOHAWK NATION, by



THE GOVERNMENT OF CANADA, by



THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, by



ANNEX

List of the eight (8) observation points defined in common by the parties as of the signing of this agreement and as indicated on the two (2) maps attached.

1.

2.

3.

4.

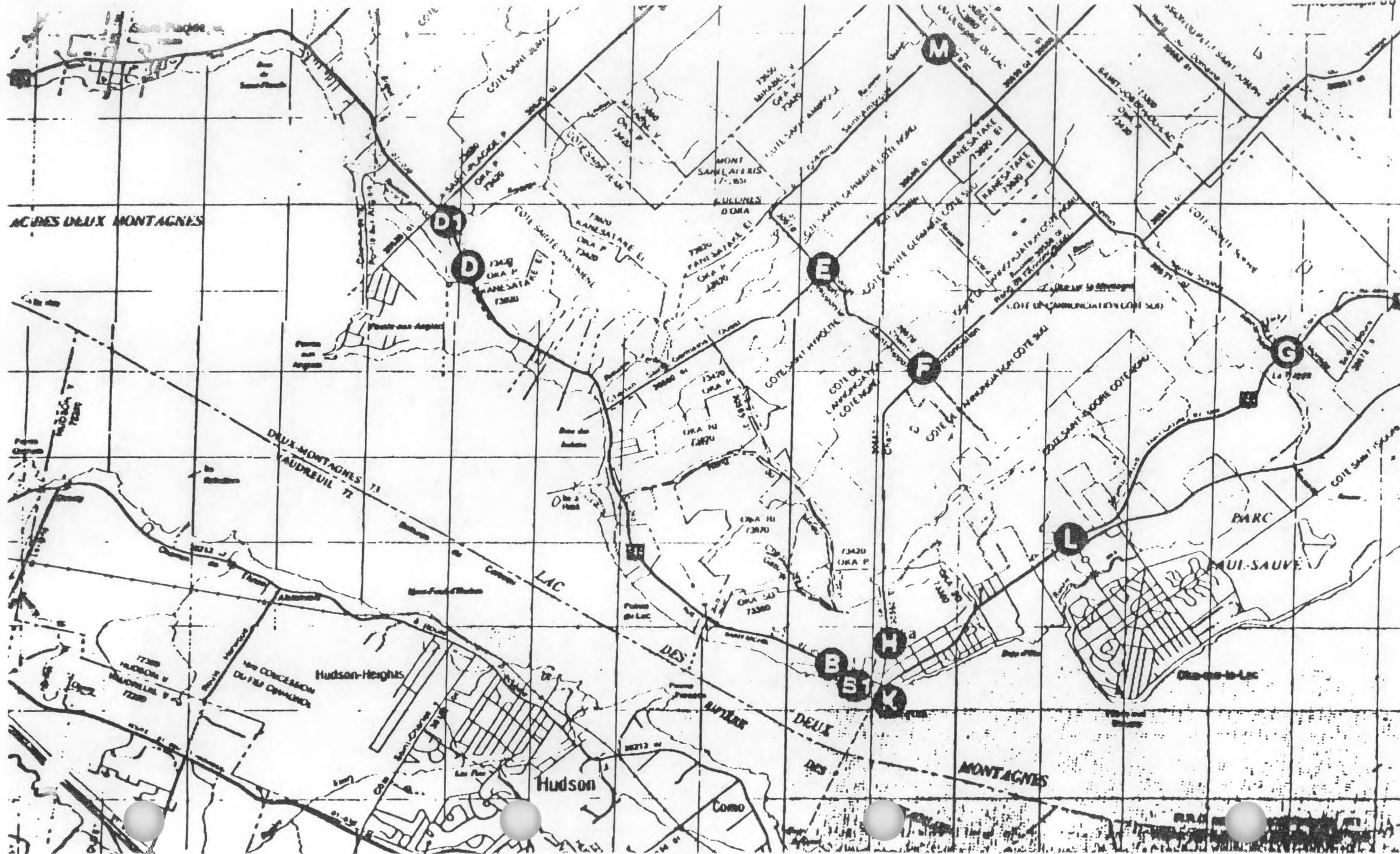
5.

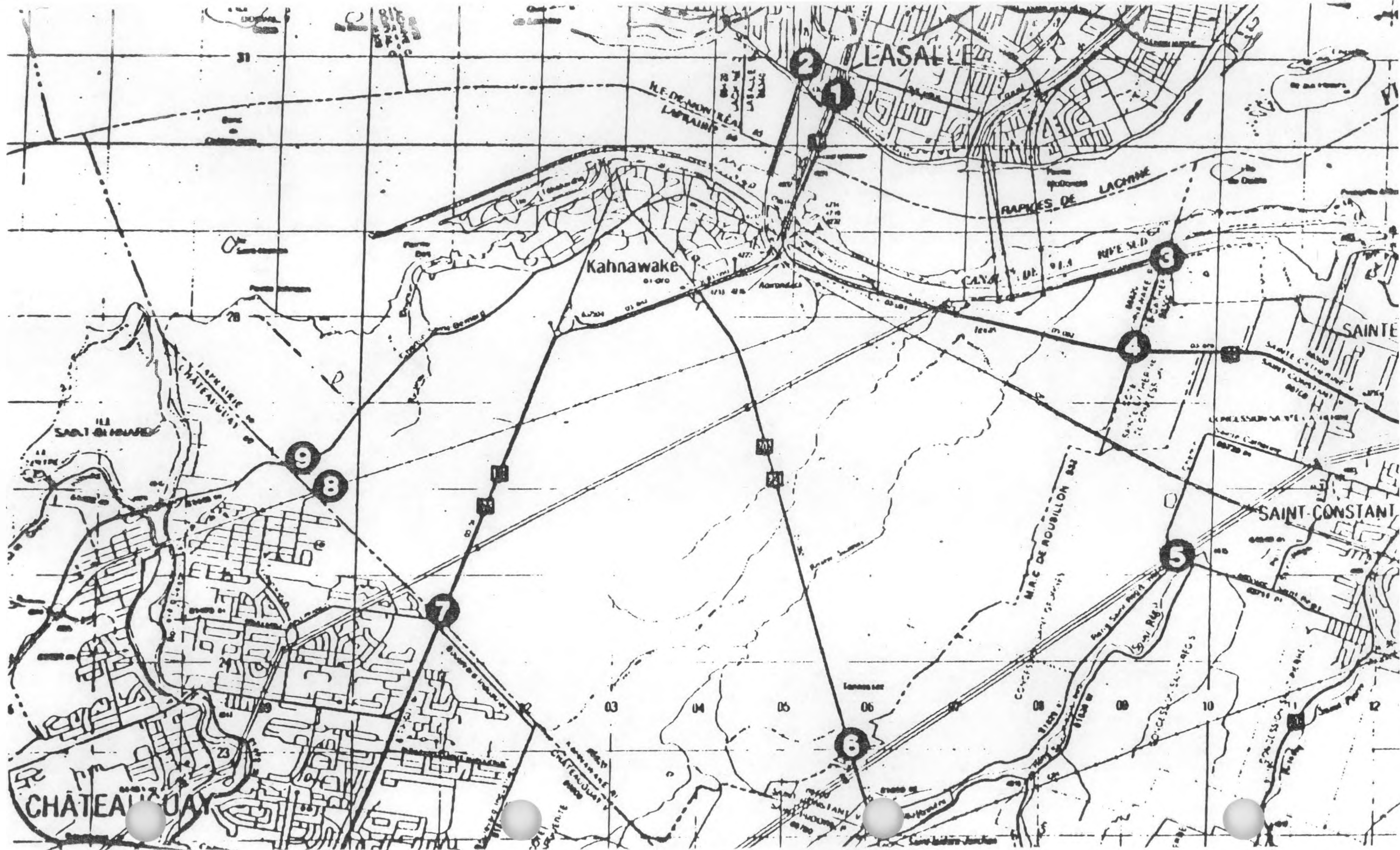
6.

7.

8.

Date: August 14, 1990







HAUDENOSAUNEE

MOHAWK - ONEIDA - ONONDAGA - CAYUGA - SENECA - TUSCARORA
 Mohawk: 1100 St. Lawrence St. - Brockville, Ontario, Canada K6L 1B6
 Oneida: 1100 St. Lawrence St. - Brockville, Ontario, Canada K6L 1B6

August 20, 1990

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

Diane Lazere
 Joe Norton
 Laura Norton
 Joe Deon
 Alan McNaughton
 Loran Thompson
 Mavis Etienne
 Dana Leigh Bush
 Lorne Delorme
 Denise Tolley
 Ellen Gabriel
 Walter David S.
 Shirley Scott
 Elizabeth Norton
 Don Martin
 Francis Boets
 Maurice Gabriel

* Nancy Deon
 * Paul Deon

ADVISORS

* Bud Morris
 * Arnold Goodleaf
 * Mike Diabo
 * Jackie LeBlanc
 * Davis Rice
 * Gerald Alfred
 * Billy Two Rivers
 * Minnie Garrow
 * Harold Oakes
 * Edward Cree
 * George David
 * Harriet Boets
 * Lonnie Thompson
 * Mavis Peters
 * Robert Skidders
 * Jack Maracle
 * Janice Hill
 * George Hill
 * Shawn Segen

Stanley L. Cohen
 Kellie H. Horn
 Mary Lynn Nicholas
 Jennie Jack
 Beverly Snow
 Sandra Deon
 Patricia Stacey Bush
 Lorraine Montour
 Linda Cree
 Bill Seare
 Joe David
 Kelly Pincus

SPIRITUAL ADVISORS

Frank Natawe

* Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus



HAUDENOSAUNEE

MORAWA - ONEIDA - ONONDAGA - CAYUGA - SENECAS - TUSCARORA

Mohawk Nation, Oneida Nation, Onondaga Nation, Cayuga Nation, Seneca Nation, Tuscarora Nation
6000 Hwy 100, Oneida, NY 13624

#76-5

August 21, 1990

MORAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

- Diane Lazore
- Joe Norton
- Laura Norton
- Joe Deon
- Loran Thompson
- Dana Leigh Bush
- Denise Tolley
- Walter David Sr.
- Elizabeth Norton
- x Francis Boots

- Nancy Deer
- Paul Deer
- Al Cook
- Alan McNaughton
- Mavis Etienne
- Lorna Delorme
- Ellen Gabriel
- Shirley Scott
- Don Martin
- Maurice Gabriel

ADVISORS

- Bud Morris
- Arnold Goodleaf
- Mike Diabo
- Jackie LeClaire
- Davis Rice
- Gerald Alfred
- Billy Two Rivers
- Minnie Garrow
- Harold Oakes
- Edward Cree
- George David
- Harriet Boots
- Lonnie Thompson
- Marie Peters
- Robert Skidders
- • Jack Maracle
- • Janice Hill
- • George Hill
- • Shawn Segen
- Par Oakes
- Al Cook
- ~~Harold Oakes~~

- Stanley L. Cohen
- Kahntineta Horn
- Joe David
- Jennie Jack
- Beverly Scow
- Sandra Deer
- Patricia Stacey Bush
- Lorraine Montour
- Linda Cree
- Bill Sears
- Mary-lynn Nicholas
- Holly Pinsoneault
- Paul Smith
- Bonnie Square
- Leslie Thomas
- Robert Deon
- Artley Skinadore Jr.
- Terry Dostator
- Jeffrey Thompson
- Victoria Herze
- Robert Skidders

SPIRITUAL ADVISORS

Frank Natawe

- Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK · ONEIDA · ONONDAGA · CAYUGA · SENECA · TUSCARORA
Mohawk Nation, Kahnawake, 10000 Highway 10, Kahnawake, Quebec, Canada J0L 1B0

76-6

August 22, 1990

MORAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

- * Diane Lazore
- * Joe Norton
- Laura Norton
- Alan McNaughton
- Lorain Thompson
- Dana Leigh Bush
- Ellen Gabriel
- Walter David Sr.
- Elizabeth Norton

- ✓ Nancy Deer
- ✓ Paul Deer
- ✓ Joe Deon
- * Maurice Gabriel
- ✓ Mavis Etienne
- ✓ Denisc Tolley
- ✓ Shirley Scott
- ✓ Francis Boote

ADVISORS

- Bud Morris
- Arnold Goodleaf
- Mike Diabo
- Jackie LeClaire
- Robert Antone
- Billy Two Rivers
- Lorraine Montour
- Harold Oakes
- Edward Croe
- George David
- Harriet Boote
- Lonnie Thompson
- Marie Peters
- Robert Skidders
- ✓ Jack Maracle
- ✓ Janice Hill
- ✓ George Hill
- ✓ Shawn Segen
- Pam Oakes
- Al Cook
- Cindy Jacobs
- Eva Powless
- Chris Deer
- Gerry Hill
- Esther Cree
- Holly Pinsoneault

- ✓ Kahntineta Horn
- ✓ Joe David
- ✓ Jennie Jack
- ✓ Beverly Scott
- Minnie Garrow
- Kahontloste - Wolf clan
- Linda Cree
- Bill Sears
- Mary-lynn Nicholas
- Gordon Geering
- Paul Smith
- Bonnie Square
- Leslie Thomas
- Robert Deon
- Artley Skanadore Jr.
- ✓ Terry Dextator
- * Jeffrey Thompson
- Victoria Herne
- Debbie Smoke
- Herbie Bush
- James Grey
- Paul Williams
- Roger Cree
- ✓ Sandra Deer
- ✓ Hayden Hemlock

SPIRITUAL ADVISORS

- Fiobla Faubert - Mexico
- Edmond Fauber - Mexico

- David Faubert - Mexico
- Lupe De La Cruz - Mexico

• Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus

3 BY TRUCK: LINDA HEMLOCK
SIBO HEMLOCK
SHANNON HEMLOCK

2-8
17



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK - ONEIDA - ONONDAGA - CAYUGA - SENECAS - TUSCARORA

Mohawk Nation, Kahnawake, Quebec, Canada
 Oneida Nation, Oneida, New York, USA
 Onondaga Nation, Oneida, New York, USA
 Cayuga Nation, Oneida, New York, USA
 Seneca Nation, Oneida, New York, USA
 Tuscarora Nation, Oneida, New York, USA

96-7

August 24, 1990

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

Diane Lazore
 Joe Norton
 Laura Norton
 Loran Thompson
 Dana Leigh Bush
 Ellen Gabriel
 Shirley Scott
 Francis Deots

Nancy Deer
 Paul Deer
 Joe Deon
 Mavis Etienne
 Denise Tolley
 Walter David Sr.
 Elizabeth Norton
 Maurice Gabriel

ADVISORS

Bud Morris
 Kahntineta Horn
 Joe David
 Jennie Jack
 Sandra Deer
 Minnie Carrow
 Harold Oakes
 Edward Cree
 George David
 Harriet Boots
 Lonnie Thompson
 Marie Peters
 Robert Skidders
 Jack Maracle
 Janice Hill
 George Hill
 Shawn Segen

Pax Oakes
 Al Cook
 Cindy Jacobs
 Eva Powless
 Chris Doer
 Jerry Hill
 Esther Cree
 Holly Pinsoneault
 Carol Cree

~~Wayne Wolfblack~~

Cheryl Barney
 Shannon Hemlock
 Bryan A. Meyers
 Dwayne Jocko
 Roger Jacobs
 Eldred Jacobs
 John Boots
 Myron Clute
 Christopher Maracle
 Dr. David P. German
 Lorna Delormier

SPIRITUAL ADVISORS

Flobia Faubert - Mexico

Edmond Faubert - Mexico

Arnold Goodleaf
 Mike Diabo
 Jackie LeClaire
 Beverly Scow
 Billy Two Rivers
 Lorraine Montour
 Linda Cree
 Bill Sears
 Mary-lynn Nicholas
 Holly Pinsoneault
 Gordon Deering
 Kahentioosta - wolf clan
 Paul Smith
 Bonnie Square
 Leslie Thomas
 Robert Deon
 Artley Skenadore Jr.
 Terry Dextator
 Jeffrey Thompson
 Victoria Berne
 Debbie Smoke
 Herbie Bush
 James Gray
 Paul Williams
 Roger Cree
 Hayden Hemlock
~~Late Wolfblack~~
~~Blain Wolfblack~~
 Linda Hemlock
 Sibo Hemlock
 Babe Hemlock
 Rowena General
 Bradley Laroque
 Elizabeth Clute
 D. Paul Maracle
 Bonnie Jane Maracle
 Stanley Cohen

David Fa Bert - Mexico

Lupe De La Cruz - Mexico

Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus



HAUDENOSAUNEE

MOHAWK · ONEIDA · ONONDAGA · CAYUGA · SENECA · TUSCARORA

Headquarters: 1000 Main Street, Albany, New York 12242
Tel: 518/462-1111, 462-1112, 462-1113

August 25, 1990

MOHAWK NEGOTIATING DELEGATION

NEGOTIATION TEAM

Diane Lazore
Joe Norton
Laura Norton
Loran Thompson
Dana Leigh Bush
Ellen Gabriel
Shirley Scott
Francis Boots

Nancy Deer
Paul Deer
Joe Deon
Mavis Etienne
Denise Tolley
Walter David Sr.
Elizabeth Norton
Maurice Gabriel

ADVISORS

* Bud Morris
Kahntineta Horn
Joe David
Jennie Jack
Sandra Deer
* Minnie Garrow
* Harold Oakes
* Edward Cree
* George David
* Harriet Boots
* Lonnie Thompson
* Marie Peters
* Robert Skidders
* Jack Maracle
* Janice Hill
* George Hill
* Shawn Segen
Pat Oakes
Al Cook
Cindy Jacobs
Eva Powless
Chris Deer
Jerry Hill
Esther Cree
Holly Pineseault
* Carl Cree
Cheryl Barney
Linda Hemlock
Eryan A. Meyers
Dwayne Jocke
Roger Jacobs
Eldred Jacobs
John Boots
Myron Clute
Christopher Maracle
Dr. David P. Gorman
Lorna Delormier

SPIRITUAL ADVISORS

Flodie Faubert - Mexico
Edmond Faubert - Mexico

Arnold Goodleaf

* Mike Diabo
* Jackie LeClaire
Beverly Scow
* Billy Two Rivers
Lorraine Montour
Linda Cree
Bill Sears
Mary-lynn Nicholas
Holly Pineseault
Gordon Deering
Kahentioosta - Wolf clan
Paul Smith
Bonnie Square
Leslie Thomas
Robert Deon
Artley Skenadore Jr.
Terry Dostator
Jeffrey Thompson
Victoria Horne
Debbie Smoke
Herbie Bush
James Grey
Paul Williams
Roger Cree
Hayden Hemlock
Shannon Hemlock
Mark Maracle
Sibo Hemlock
Eabe Hemlock
Rowena General
Bradley Laroque
Elizabeth Clute
D. Paul Maracle
Bonnie Jane Maracle
Stanley Cohen

Andre Garrow

David Faubert - Mexico
Lupe De La Cruz - Mexico

Elaine Allen

* Mohawk Negotiating Delegation arriving not by bus

QUESTIONS POSÉES PAR L'OPPOSITION LE 16 OCTOBRE 1990 SUR LA CRISE AUTOCHTONE DE L'ÉTÉ 1990

76.2 QUESTION: Concernant chacun des négociateurs du gouvernement, quels ont été:

- a. les honoraires versés?
- b. les autres frais en spécifiant la nature des dépenses (hôtels, repas, etc.)?

RÉPONSE: En outre de M. Pierre E. Coulombe du SAA, qui est porteur du dossier des négociations avec les Mohawks, et de M. Georges Beauchemin, également du SAA qui a conseillé le ministre délégué aux Affaires autochtones durant cette crise, Me Alex K. Paterson, de l'étude McMaster Meighen, était le négociateur du gouvernement du Québec.

- Les honoraires versés à Me Paterson furent de 32 175 \$.

- Il n'y a pas eu d'autres frais spécifiques qui ont été payés à ce négociateur. Cependant, le Secrétariat aux affaires autochtones a assumé les frais de transport des négociateurs et observateurs. Cette dépense apparaît à la réponse de la question 76.3.

76.3 QUESTION: Concernant les négociations qui se sont tenues tant à Dorval qu'à Oka, quels ont été pour chacune des journées de négociations:

- a. le coût de location des locaux?
- b. l'endroit où se sont déroulées les négociations?
- c. les autres dépenses afférentes à ces négociations à part celles reliées personnellement aux négociateurs?

RÉPONSE

	COUT DE LOCATION DES LOCAUX	ENDROIT	AUTRES DÉPENSES	
16 août 1990	1 500 \$	Hilton-Dorval	Transport des négociateurs	1 500 \$
17 août 1990	1 800 \$	Rest. Bella Vista	Transport et sécurité	3 750 \$
18 août 1990	600 \$	Monastère d'Oka	Transport, nourriture et sécurité	5 400 \$
20 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 000 \$
21 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 300 \$
22 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 280 \$
23 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 280 \$
24 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 300 \$
25 août 1990	600 \$	Oka	Transport, nourriture et sécurité	4 350 \$
28 août 1990	1 250 \$	Hilton-Dorval	Transport et sécurité	1 200 \$
29 août 1990	1 400 \$	Hilton-Dorval	Transport et sécurité	1 400 \$
30 août 1990	1 200 \$	Hilton-Dorval	Transport et sécurité	800 \$

9. Combien y a-t-il eu de rencontres entre le gouvernement du Québec et les Mohawks, du 11 mars 1990 au 11 juillet 1990, en indiquant pour chacune de ces rencontres:
- a) le nom, la fonction et le mandat des personnes présentes représentant le gouvernement
 - b) le nom, la fonction et le mandat des personnes présentes représentant les Mohawks?

Voir documents annexés

Question 78

Rencontres entre le gouvernement du Québec et les Mohawks, du 11 mars 1990 au 11 juillet 1990

- a) Nom, fonctions et mandat des représentants du gouvernement

19 mars 1990

- a) M. John Ciaccia, ministre délégué aux Affaires autochtones, accompagné d'un membre de son cabinet en vue d'un rapprochement avec la communauté mohawk
- b) M. Michael Mitchell, chef, Conseil des Mohawks d'Akwesasne, accompagné de certains chefs spirituels

26 mars 1990

- a) M. Pierre E. Coulombe, négociateur spécial, Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones, et président de la séance de négociation concernant la poursuite des négociations

M. Patrick F. Dooley, Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones, secrétaire d'assemblée

M. Jean Ouellette, maire de la Municipalité d'Oka (village)

M. Yvan Patry, maire de la Municipalité de paroisse d'Oka

M. Fernand Roy, représentant du ministère des Affaires municipales

M. Yves Désilets, négociateur, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

- b) M. George Martin, Grand chef, Kanesatake

M. Jerry Étienne, chef, Kanesatake

M^{me} Aline Chené, adjointe au secrétaire, Kanesatake

1^{er} mai 1990

- a) M. Pierre E. Coulombe, négociateur spécial, Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones - médiation pour éviter une confrontation entre la Sûreté du Québec prête à faire respecter une injonction en faveur du village d'Oka et les Mohawks retranchés

derrière des barricades dans le parc municipal d'Oka proclamé comme terre mohawk.

M. Gilles Landreville, pro-maire d'Oka représentant le village d'Oka

M^e Luc Carbonneau, procureur du village d'Oka

- b) De nombreux représentants mohawks de la Longue Maison et autres regroupés derrière les barricades dont MM. John Cree, Curtis Nelson et Allen Gabriel

M. George Martin, Grand chef, Conseil de bande de Kanesatake

M^e Jacques Lacaille, procureur du Conseil de bande de Kanesatake

2 mai 1990

- a) M. Pierre E. Coulombe - continuation de la séance du 1^{er} mai pour éviter la confrontation à la Longue Maison de Kanesatake

M. Gilles Landreville, pro-maire d'Oka représentant le village d'Oka

M^e Luc Carbonneau, procureur du village d'Oka

M. Yves Désilets, négociateur, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

- b) De nombreux représentants mohawks de la Longue Maison et autres personnes regroupées dans la Longue Maison de Kanesatake dont:

- M. John Cree
- M. Curtis Nelson
- M. Marshall Nicholas
- M. Raymond Gabriel
- M. Clarence Simon
- M. George Martin, Grand chef, Conseil de bande de Kanesatake
- M^e Jacques Lacaille, procureur du Conseil de bande de Kanesatake

11 mai 1990

- a) M. John Ciaccia, ministre délégué aux Affaires autochtones en vue d'établir une base d'entente concernant Kanesatake et les autres questions touchant les communautés mohawks

M. Pierre E. Coulombe, négociateur spécial, Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones, accompagnant le ministre

- b) M. George Martin, Grand chef, Kanesatake, en vue d'établir une base d'entente concernant Kanesatake, accompagné d'une bonne partie des chefs du conseil de bande et de certaines mères de clans.

15 juin 1990

- a) M. John Ciaccia, ministre délégué aux Affaires autochtone, suite à la réunion du 19 mars 1990

Membres du Cabinet de M. Ciaccia

- b) M. Michael Mitchell, chef, Conseil des Mohawks d'Akwesasne

10. Quels ont été les coûts supplémentaires occasionnés par la crise pour chacun des ministères du gouvernement québécois en indiquant la nature de chacune de ces dépenses?

Voir document annexé

79 **QUESTION:** Quels ont été les coûts supplémentaires occasionnés par la crise pour chacun des ministères du gouvernement québécois en indiquant la nature de chacune de ces dépenses?

RÉPONSE: Pour le Secrétariat aux affaires autochtones, les coûts supplémentaires se chiffrent à 148 589 \$.

01.02	Temps supplémentaire	3 089 \$
03.01	Frais de déplacement et de séjour du personnel	27 230 \$
03.07	Frais de réunions ministérielles incluant les coûts de location des chambres-bureaux à l'hôtel Hilton pour le personnel	8 394 \$
04.03	Services juridiques	32 175 \$
04.05	Frais de transport du négociateur	2 043 \$
04.19	Frais de communication avec les médias	2 928 \$
04.60	Gardiennage et sécurité	22 822 \$
04.61	Frais d'accueil des négociateurs et observateurs autochtones	49 025 \$
06.03	Location d'une voiture	883 \$
TOTAL:		148 589 \$

11. Quels ont été les coûts occasionnés par la présence des 24 observateurs de la Fédération internationale des droits de l'homme, en incluant les rapports produits par ces observateurs et en indiquant:

- a) le nom et le titre de chacun des observateurs
- b) leur assignation respective au moment de leur présence
- c) les frais versés à chacun?

Cette question est pour le ministère des Affaires internationales qui a assumé cette dépense.



SEMBLÉE NATIONALE
REÇU

17 MAI 91 11 28
Québec, le 16 mai 1991
SECRÉTARIAT
COMMISSIONS

Me Lucie Giguère
Secrétaire de la Commission
des institutions
Hôtel du Parlement
Bureau 3.28
Québec (Québec)
G1A 1A3

Madame,

Je donne suite à votre lettre du 13 mai courant, par laquelle vous demandez de recevoir les réponses aux deux questions laissées en suspens lors de l'étude des crédits budgétaires des Affaires autochtones.

Veillez donc trouver ci-joints les documents relatifs auxdites questions.

Espérant le tout à votre satisfaction, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Directeur de cabinet,

Denis Arvanitakis

AFFAIRES AUTOCHTONES

QUESTIONS LAISSÉES EN SUSPENS LORS DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS LE 10 AVRIL 1991

Question no 1:

Concernant l'élaboration d'une politique globale en matière autochtone:

- Quelles sont les personnes qui composent le groupe de travail interministériel et quel est le mandat de ce groupe de travail?

M. Perron (Duplessis), 10 avril 1991

Question no 2:

Concernant une entente trilatérale que les Algonquins du Lac Barrière sont à négocier:

- Peut-on obtenir copie de l'entente qui est pratiquement rendue publique?

M. Perron (Duplessis), 10 avril 1991

ENTENTE TRILATÉRALE

Cette entente est conclue entre:

Les Algonquins du Lac Barrière, (ayant leur bureau administratif à la réserve de Lac-Rapide) représentés par leur Chef dûment autorisé, M. Jean-Maurice Matchewan
et

Le gouvernement du Québec, représenté par le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Christos Sirros, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Gil Rémillard, le ministre des Forêts, M. Albert Côté, et le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn (ci-après désigné comme "QUÉBEC")

et

Le gouvernement du Canada, représenté par le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada, M. Thomas Siddon (ci-après désigné comme "CANADA")

ATTENDU QUE le rapport Brundtland a mis de l'avant la notion de développement durable;

ATTENDU QUE le Québec et les Algonquins du Lac Barrière désirent assurer, sur des territoires à être convenus par eux, une gestion rationnelle des ressources renouvelables en vue de permettre, dans un esprit de conservation, leur utilisation polyvalente par l'ensemble des intervenants et la poursuite des activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette des Algonquins du Lac Barrière;

ATTENDU QUE le Québec et les Algonquins du Lac Barrière désirent s'engager, dans le cadre d'un projet pilote, dans la préparation d'un plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables (forêt et faune) en vue de permettre un développement durable de celles-ci et cela, à l'égard des territoires ci-haut mentionnés;

ATTENDU QUE l'expérience acquise, suite à ce projet pilote, pourra être mise à contribution à l'égard d'autres territoires au Québec, en particulier à l'égard de ceux qui, selon les prétentions des Algonquins du Lac Barrière, sont utilisés par eux pour des activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette;

ATTENDU QUE le Québec a déjà exprimé le désir de travailler avec les Algonquins du Lac Barrière dans la préparation de ce plan d'aménagement;

ATTENDU QUE le Québec a mis en place certaines mesures permettant l'application de ce plan d'aménagement;

ATTENDU QUE le Canada, ayant une responsabilité spéciale de fiduciaire à l'égard des Algonquins du Lac Barrière, désire les supporter dans cette démarche;

ATTENDU QUE les Algonquins du Lac Barrière et Hydro-Québec examinent la possibilité d'étudier les impacts de l'exploitation des réservoirs Baskatong, Cabonga et Dozois.

PAR CONSEQUENT les parties conviennent de ce qui suit:

1. Les parties, dans le cadre de leurs compétences respectives, conviennent de mettre sur pied un processus trilatéral en vue de permettre au Québec, en collaboration avec les Algonquins du Lac Barrière, de préparer un plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables (forêt et faune) à l'égard des territoires décrits aux annexes 1 et 2 de la présente entente et de proposer des moyens pour le mettre en oeuvre. Ce plan sera préparé avec l'objectif de permettre le développement durable de ces ressources.

2. Dans le cadre du processus trilatéral, les travaux suivants seront réalisés:

Première étape: l'analyse des données existantes et, à défaut, si nécessaire pour compléter les informations, l'inventaire des ressources naturelles renouvelables (forêt et faune) dans le périmètre des territoires mentionnés à l'article 1 de la présente entente, une étude de leurs usages, du potentiel qu'elles offrent et des impacts des activités de prélèvement et d'aménagement sur celles-ci.

Cette étape s'effectuera dans un premier temps sur le territoire décrit à l'annexe 1 de la présente entente, et dans un deuxième temps sur le territoire décrit à l'annexe 2 de la présente entente.

Toutefois, les parties pourront convenir d'effectuer cette étape dans un premier temps, sur un territoire autre que celui décrit à l'annexe 1, d'une superficie égale ou inférieure à ce dernier et cela dans la mesure où il se situe à l'intérieur du périmètre des territoires décrits aux annexes 1 et 2. Cette étape s'effectuera alors, dans un deuxième temps, sur le reste des territoires décrits aux annexes 1 et 2 qui n'aura pas été couvert dans un premier temps.

Deuxième étape: la préparation, à l'égard des territoires mentionnés à l'article 1 de la présente entente, d'un plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables tel que défini à l'article 1, en vue de permettre le développement durable de celles-ci.

Troisième étape: la formulation de recommandations pour la mise en oeuvre du plan préparé par le Québec en collaboration avec les Algonquins du Lac Barrière lors de la deuxième étape; ces recommandations pourront viser la modification des modes de gestion et d'exploitation, des ajustements administratifs et contractuels et la modification de règlements ou de lois.

3. Dans le cadre du processus trilatéral, chaque partie assume ses frais de représentation.

Les frais communs d'organisation (locaux, secrétariat, etc.) sont partagés en parts égales entre les parties.

Les frais d'expertises et de services professionnels sont partagés en parts égales entre le Québec et les Algonquins du Lac Barrière.

A la demande des Algonquins du Lac Barrière, le Canada convient de payer les frais encourus par ces derniers.

Le Québec et le Canada conviennent de rembourser aux Algonquins du Lac Barrière, jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000 \$, les frais reliés à l'objet de la présente entente qui ont été encourus par eux antérieurement à la signature de celle-ci. Le remboursement s'effectuera en parts égales entre le Québec et le Canada, sur présentation des pièces justificatives.

4. Chacune des parties désignera un représentant spécial mandaté pour la représenter dans le cadre du processus trilatéral. Les parties garantissent que leur représentant respectif aura suffisamment d'autorité pour prendre des décisions et appliquer les dispositions de la présente entente conformément au partage des responsabilités prévues à l'article 6. Les parties conviennent de nommer leur représentant dans les 3 jours de la signature de la présente entente.

5. Les représentants spéciaux du Québec et des Algonquins du Lac Barrière superviseront les travaux du groupe de travail chargé d'identifier à l'intérieur du périmètre des territoires mentionnés à l'article 1 de la présente entente, les zones sensibles qui devraient être protégées plus particulièrement de façon provisoire. Ce groupe de travail est celui dont il est fait mention dans la lettre de messieurs Albert Côté et John Ciaccia, en date du 27 août 1990 adressée à monsieur Jean-Maurice Matchewan, auquel s'ajouteront les membres désignés par les Algonquins du Lac Barrière.

Le groupe de travail remettra aux représentants spéciaux un rapport qui contiendra des recommandations sur les dispositions à être prises pour la protection provisoire (jusqu'à la conclusion du processus) des zones sensibles qui auront été identifiées et ce, afin de minimiser l'impact de la poursuite des activités d'aménagement forestier et de prélèvement faunique.

Ce rapport contiendra également des recommandations concernant l'épandage de phytocides à l'intérieur du périmètre des territoires mentionnés à l'article 1 de la présente entente.

6. a) Les représentants spéciaux nommés, en vertu de l'article 4, par les trois parties devront:

- 1) superviser le processus trilatéral et s'assurer qu'il fonctionne efficacement;
- 2) s'assurer d'une liaison et d'une coopération continue entre eux et le personnel technique, les représentants politiques et les fonctionnaires supérieurs;
- 3) développer un processus pratique et un plan de travail de façon à mettre en marche le processus trilatéral;
- 4) identifier les besoins en financement pour le processus trilatéral.

b) Les représentants spéciaux du Québec et des Algonquins du Lac Barrière devront:

- 1) identifier les besoins en études et en inventaires;
- 2) identifier les besoins en expertises et en services professionnels;
- 3) superviser les travaux du groupe de travail visé à l'article 5;
- 4) formuler des recommandations pour la mise en oeuvre du plan d'aménagement préparé par le Québec en collaboration avec les Algonquins du Lac Barrière;
- 5) formuler des recommandations au Québec et aux Algonquins du Lac Barrière quant aux suites à donner au rapport soumis par le groupe de travail visé à l'article 5.

7. Les décisions relatives aux travaux visés à l'article 6 a) de la présente entente sont prises par consensus des représentants spéciaux des trois parties.

Les décisions relatives aux travaux visés à l'article 6 b) de la présente entente sont prises par consensus des représentants spéciaux du Québec et des Algonquins du Lac Barrière.

8. Le Québec et les Algonquins du Lac Barrière conviennent d'examiner sérieusement les recommandations visées aux paragraphes 4) et 5) de l'article 6 b) qui leur seront soumises par leurs représentants spéciaux et de négocier une entente de mise en oeuvre des recommandations qui seront retenues.

9. Le calendrier des travaux des représentants spéciaux et du groupe de travail est le suivant:

- deux mois après la signature de la présente entente:
remise du rapport, du groupe de travail mentionné à l'article 5, sur les zones sensibles à être protégées de façon provisoire;
- trois mois après la signature de la présente entente:
recommandations faites par les représentants spéciaux du Québec et des Algonquins du Lac Barrière quant aux suites à donner au rapport soumis par le groupe de travail;
- printemps 1994: dépôt du plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables;
- automne 1994: recommandations faites par les représentants spéciaux du Québec et des Algonquins du Lac Barrière quant à la mise en oeuvre du plan d'aménagement intégré des ressources renouvelables;

amorce des négociations entre le Québec et les Algonquins du Lac Barrière en vue d'une entente sur la mise en oeuvre des recommandations qui seront retenues.

10. La présente entente est sans préjudice aux droits de chacune des parties.

Rien dans la présente entente ou annexes ne doit être interprété comme créant, reconnaissant ou niant des droits en vertu de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

11. La présente entente liera les parties et sera effective lorsqu'elle sera signée par toutes les parties.

Elle prendra fin le 26 mai 1995.

Lac Barrière

Date

par

Chef Jean-Maurice Matchewan

Témoïn

Québec

Date

par

Christos Sirros

par

Gil Rémillard

Témoïn

par

Albert Côté

par

Gaston Blackburn

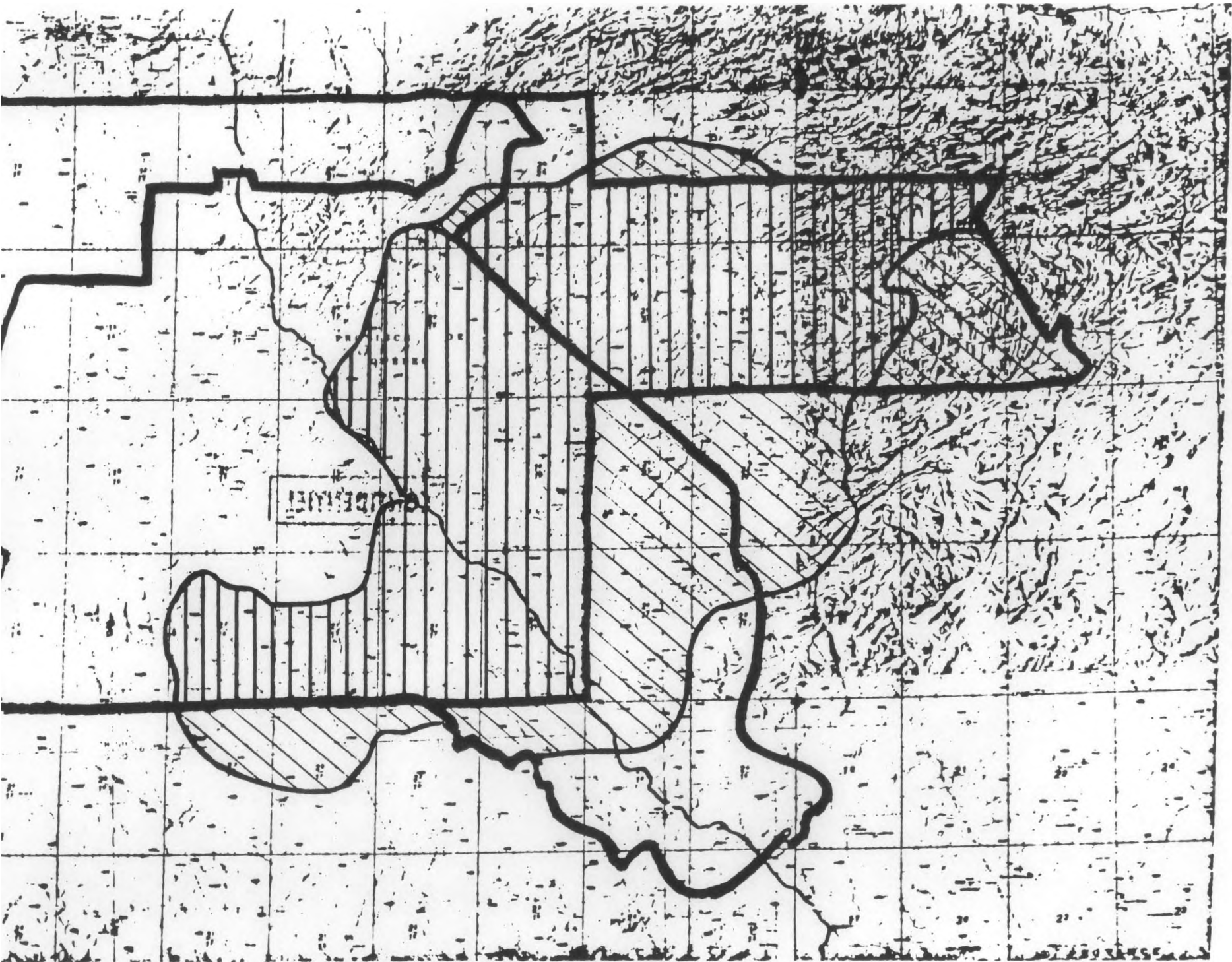
Canada

Date

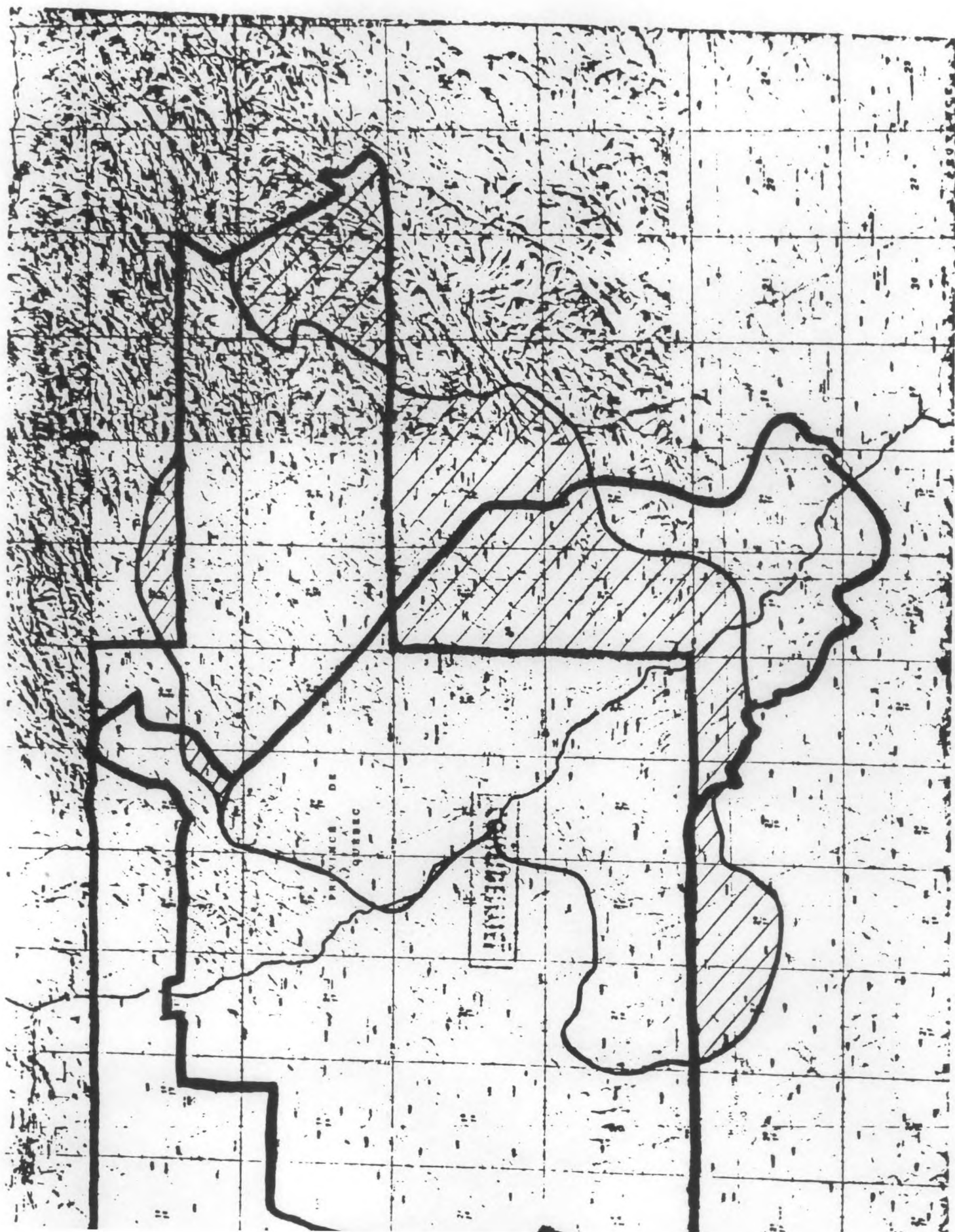
par

Thomas Siddon

Témoïn



territoire visé est approximativement celui qui est hachuré verticalement.



La limite est approximativement celle qui est hachurée ci-dessus.

TRILATERAL AGREEMENT

This Agreement is made between:

The Algonquins of Barriere Lake (having an administrative office at Rapid Lake reserve) represented by their duly authorized Chief, Mr. Jean-Maurice Matchewan

and

The Gouvernement du Québec represented by Mr. Christos Sirros, Minister for Native Affairs, Mr. Gil Rémillard, Minister for Canadian Intergovernmental Affairs, Mr. Albert Côté, Minister of Forests, and Mr. Gaston Blackburn, Minister of Recreation, Hunting and Fishing (hereinafter referred to as "Québec")

and

The Government of Canada represented by Mr. Thomas Siddon, Minister of Indian Affairs and Northern Development (hereinafter referred to as "Canada")

WHEREAS the Brundtland report put forward the notion of sustainable development;

WHEREAS Québec and the Algonquins of Barriere Lake wish to ensure, on territories to be agreed upon them, the rational management of renewable resources in view of making possible, with a concern for conservation, their versatile utilization, by all the intervenors and the pursuit of the traditional activities of hunting, fishing, trapping and gathering, by the Algonquins of Barriere Lake;

WHEREAS Québec and the Algonquins of Barriere Lake wish to engage in the preparation of an integrated development plan for renewable resources (forests and wildlife) within the framework of a pilot project, in view of making the sustainable development of each of these possible in the above-mentioned territories;

WHEREAS the experience gained as a result of this pilot project can be applied to other territories in Québec, especially to those territories which the Algonquins of Barriere Lake claim they are using for traditional activities of hunting, fishing, trapping and gathering;

WHEREAS Québec has already expressed the desire to associate the Algonquins of Barriere Lake with the preparation of this development plan;

WHEREAS Québec has taken certain measures making it possible to carry out this development plan;

WHEREAS Canada, having a special fiduciary responsibility towards the Algonquins of Barriere Lake wishes to support them in this undertaking;

WHEREAS the Algonquins of Barriere Lake and Hydro-Québec are examining the possibility of studying the impacts of the operation of the Baskatong, Cabonga and Dozois reservoirs.

THEREFORE the parties agree to the following:

1. The parties, within their respective jurisdictions, agree to initiate a trilateral process in view of enabling Québec in collaboration with the Algonquins of Barriere Lake, to prepare an integrated development plan for renewable resources (forests and wildlife) with regard to the territories described in appendices 1 and 2 of the present agreement and to propose means to carry out the development plan. The plan will be prepared with the objective of making the sustainable development of these resources possible.

2. Within the framework of the trilateral process, the following is to be carried out:

Phase one: the analysis of existing data and, when required for the completing of information, the inventory of renewable natural resources (forests and wildlife) within the perimeter of the territories mentioned in section 1 of the present agreement, a study of their utilization, potential and the impacts of activities related to their exploitation and development;

This phase will be carried out, first of all on the territory mentioned in appendix 1 of the present agreement and secondly on the territory mentioned in appendix 2 of the present agreement.

However, the parties may agree to carry out this phase, initially, on a territory other than the one described in appendix 1, with an area less than or equal to it and provided it is located within the perimeter of the territories described in appendices 1 and 2. This phase will then be carried out, secondly, on the rest of the territories described in appendices 1 and 2 that were not covered initially.

Phase two: the preparation, with regard to the territories mentioned in section 1 of the present agreement, of an integrated development plan for renewable resources as defined in section 1, for the purpose of making their sustainable development possible.

Phase three: the formulation of recommendations for the carrying out of the plan prepared by Québec in collaboration with the Algonquins of Barriere Lake during phase two; these recommendations may aim at modifying management and exploitation methods, administrative and contractual adjustments and amendments to regulations or laws.

3. In the framework of the trilateral process, each party assumes its own representation costs.

Common costs of organization (offices, secretary, etc.) are shared in equal parts by the parties.

The costs of expertise and professional services are shared in equal parts by Québec and the Algonquins of Barriere Lake.

At the request of the Algonquins of Barriere Lake, Canada agrees to pay the costs they will have incurred.

Québec and Canada agree to reimburse the Algonquins of Barriere Lake up to an amount of 100 000 \$ for costs related to the subject of this agreement which were incurred by them prior to the signing of this agreement. The reimbursement will be made in equal shares by Québec and Canada on submission of invoices.

4. Each of the parties will appoint a special representative mandated to represent them within the framework of the trilateral process. The parties guarantee that their respective representatives will have sufficient authority to make decisions and to apply the provisions of the present Agreement in accordance with the sharing of responsibilities provided for in section 6. The parties agree to appoint their representatives within the 3 days following the signing of the present Agreement.

5. The special representatives of Québec and of the Algonquins of Barriere Lake will supervise the work of the task force appointed to identify, within the perimeter of the territories mentioned in section 1 of the present agreement, the sensitive zones which should be protected more especially in a tentative manner. This is the task force that was mentioned in the letter of August 27, 1990, addressed to Mr. Jean-Maurice Matchewan by Messrs. Albert Côté and John Ciaccia and it will include the members to be identified by the Algonquins of Barriere Lake.

The task force will make a report to the special representatives containing recommendations on measures to be taken for the tentative protection (up to the end of the process) of the sensitive zones which will have been identified, so as to minimize the impact of the pursuit of forestry development activities and wildlife harvesting.

This report will also contain recommendations on the spraying of phytocides within the perimeter of the territories mentioned in section 1 of the present agreement.

6.a) The special representatives appointed, pursuant to section 4, by the three parties must:

- 1) supervise the trilateral process and ensure that it functions efficiently;
- 2) guarantee constant liaison and cooperation between them and the technical personal, the polirical representatives and the senior officials;
- 3) develop a practical process and a work plan to make the trilateral process work;
- 4) identify the financial requirements for the functioning of the trilateral process.

b) The special representatives of Québec and of the Algonquins of Barriere Lake must:

- 1) identify the studies and inventories that require to be made;
- 2) identify requirements in expertise and professional services;
- 3) supervise the work of the task force contemplated in section 5;
- 4) formulate recommendations for the carrying out of the development plan prepared by Québec in collaboration with the Algonquins of Barriere Lake;
- 5) formulate recommendations to Québec and to the Algonquins of Barriere Lake concerning the follow-up required on the report submitted by the task force contemplated in section 5.

7. The decisions related to the works contemplated in section 6 a) of this Agreement are reached by consensus of the special representatives of the three parties.

The decisions related to the works contemplated in section 6 b) of this agreement are reached by consensus of the special representatives of Québec and the Algonquins of Barriere Lake.

8. Both Québec and the Algonquins of Barriere Lake agree to examine seriously the recommendations contemplated in paragraphs 4 and 5 of section 6 b) that will be submitted to them by their special representatives and to negotiate an agreement on the carrying out of the recommendations retained.

9. The work calendar for the special representatives and the task force is as follows:

- two months after the signing of the present agreement:
 - submission of the report of the task force mentioned in section 5 regarding the sensitive zones to be tentatively protected;

- three months after the signing of the present agreement:
recommendations by the special representatives of Québec and the Algonquins of Barriere Lake regarding follow-up on the task force report.
 - Spring of 1994: tabling of an integrated development plan for renewable resources;
 - Autumn of 1994: recommendations by the special representatives of Québec and the Algonquins of Barriere Lake regarding the carrying out of the integrated development plan for renewable resources.
- beginning of negotiations between Québec and Algonquins of Barriere Lake in view of an agreement on the carrying out of the recommendations retained.

10. Nothing in this Agreement prejudices the rights of each of the parties.

Nothing in this Agreement or appendices is to be interpreted as creating, recognizing or denying rights under section 35 of the Constitution Act of 1982.

11. This Agreement is binding on the parties and would be effective when signed by all the parties.

It will terminate on May 26, 1995.

Barriere Lake

Date

by

Chief Jean-Maurice Matchewan

Witness

Québec

Date

by

Christos Sirros

by

Gil Rémillard

by

Albert Côté

by

Gaston Blackburn

Witness

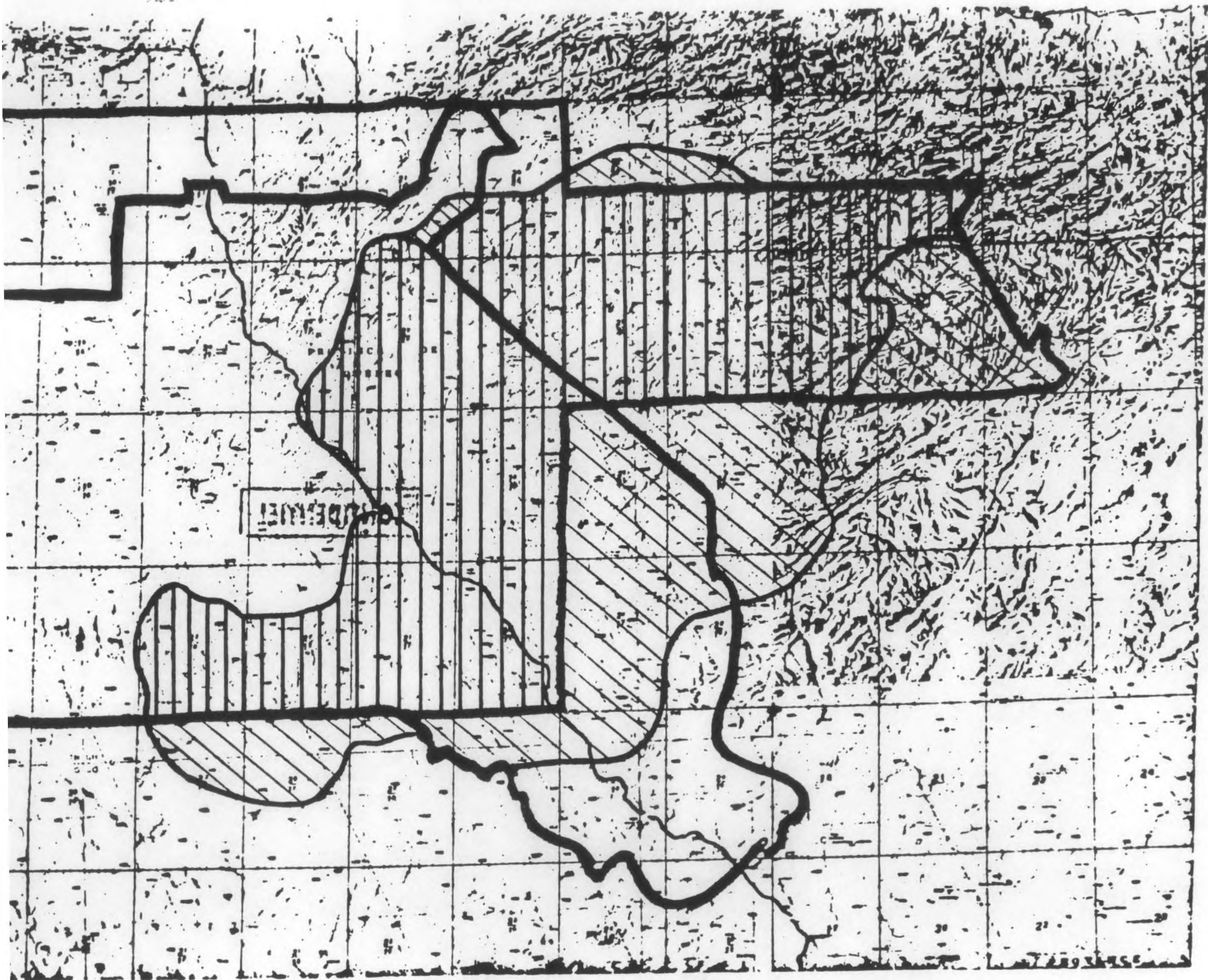
Canada

Date

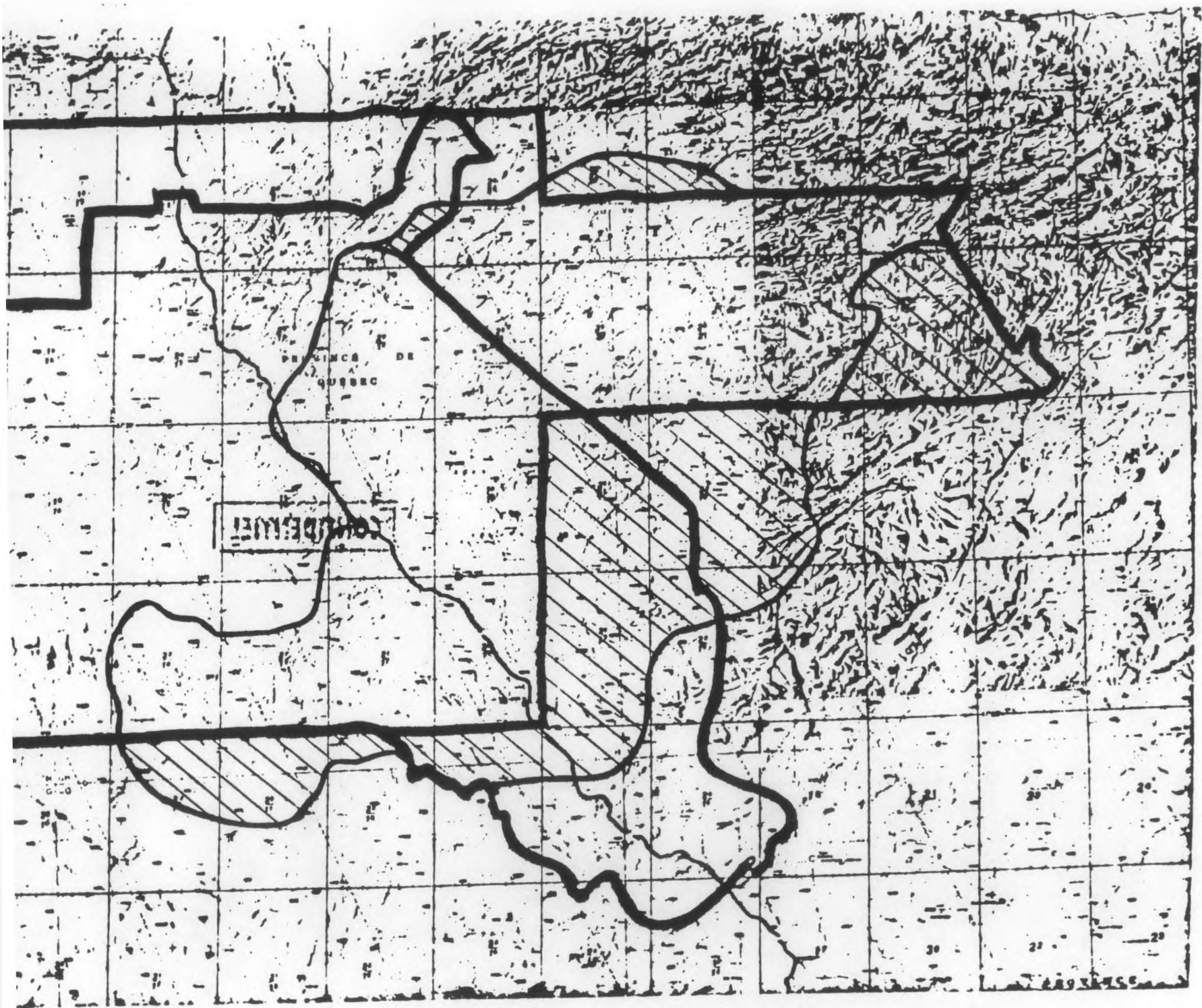
by

Tom Siddon

Witness



The territory contemplated is approximately that which is described by the vertical lines



D O C U M E N T D E T R A V A I L

ELABORATION D'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
EN MATIERE AUTOCHTONE

Proposition d'un plan de travail
et d'un calendrier

1. Introduction

Le gouvernement du Québec a pris la décision de se doter d'une politique globale en matière autochtone. A cet effet, diverses opérations seront entreprises dont l'aboutissement sera l'adoption de cette politique à la fin de l'année 1992.

2. Etapes de la démarche globale

- . Formation d'un groupe interministériel et démarrage de ses travaux;
- . Consultations informelles des leaders autochtones et des représentants du milieu;
- . Tenue de colloques régionaux;
- . Préparation d'un document d'orientation;
- . RENCONTRE (sommet autochtones - gouvernement - organismes);
- . Elaboration d'une politique gouvernementale;
- . Commission parlementaire ou autre;
- . Après chaque étape, rapport:
COMPADRE
COMPACS

3. Formation d'un groupe interministériel

3.1 Composition

Dans un premier temps, le groupe interministériel serait composé de représentants des ministères suivants:

SAA, responsable du comité et de ses actions
MER
MForêts
MLCP
MJQ
MAM
MSP
MTQ
SAIC

Selon les besoins et l'évolution du dossier, d'autres ministères ou organismes pourraient être appelés à contribuer, de façon ad hoc ou sur une base régulière.

3.2 Mandat du groupe interministériel

Le groupe de travail aura pour mandat de faire, d'abord, le point de la situation des Autochtones au Québec et, subséquemment, de préparer un document d'orientation et, enfin, de contribuer à la préparation de la politique.

3.2.1 Le point sur la situation des Autochtones

Ce document sera présenté au COMPADRE, au COMPACS et, enfin, sera déposé au Conseil des ministres. Par la suite, ce rapport, ou certains de ses éléments, servira de document de travail lors de la tenue des colloques régionaux.

Éléments possibles du rapport:

- . condition sociale et économique;
- . situation juridique: responsabilité fédérale et provinciale, constitution, ententes existantes, jurisprudence;
- . identification des revendications des Autochtones;
- . évaluation de l'efficacité des programmes gouvernementaux;
- . évaluation des impacts des revendications sur les programmes et activités des ministères;
- . le point sur les différentes contraintes qui empêchent le règlement de ces revendications;
- . le portrait des relations existant entre Autochtones/non-autochtones, Autochtones/gouvernement et l'identification de leurs perceptions mutuelles;

3.2.2 Préparation d'un document d'orientation sur les éléments d'une politique gouvernementale

Ce mandat sera effectué à l'étape 6, qui constitue la période médiane de la démarche gouvernementale. Le document sera basé sur les données recueillies dans l'ensemble des étapes qui auront précédé, soit, les travaux du groupe interministériel, les consultations informelles des leaders autochtones et des représentants du milieu et les colloques régionaux qui auront été tenus. Le document d'orientation sera soumis au COMPADRE, au COMPACS et, enfin, au Conseil des ministres pour approbation. Il servira de document de travail lors de la RENCONTRE (sommet Autochtones - gouvernement - organismes).

Eléments possibles du document:

- . historique des relations gouvernement du Québec/Autochtones;
- . état de la situation actuelle à la lumière des informations recueillies;
- . rapport des consultations, des études et des tournées;
- . rôle de l'Etat québécois à l'égard des Autochtones;
- . principes sur lesquels serait basée la politique gouvernementale;
- . scénarios de répartition des champs d'intervention et des juridictions;
- . cadre général d'une éventuelle politique;
- . objectifs généraux de cette politique;
- . identification des grands secteurs visés;
- . objectifs spécifiques aux secteurs visés;
- . axes d'intervention retenus dans ces secteurs;
- . moyens suggérés pour atteindre les objectifs;

3.3 Moyens utilisés pour réaliser les mandats

3.3.1 Ressources humaines:

- . Réunions régulières du comité interministériel pour opérationnaliser la réalisation des mandats et suivre l'évolution des travaux;
- . Formation, au besoin, de sous-comités interministériels pour traiter des sujets ou sections de rapport spécifiques;
- . Formation, au besoin, de sous-comités intraministériels pour certains éléments sectoriels demandant une expertise plus détaillée;
- . Possibilité de faire appel à des consultants spécifiques en cours de mandat (Firme de sondage, expert autochtone ou non-autochtone, ou autre);

3.3.2 Démarche intellectuelle:

- . Cueillette de données gouvernementales et autres regroupant les connaissances requises pour mener à terme la démarche;
- . Analyse des données recueillies dans toutes les phases des opérations;

- . Revue de la littérature pertinente et analyse des expériences analogues;
- . Sondage professionnel sur les opinions et perceptions (Crop en avait effectué un pour le MAINC en 1979);
- . etc.

3.4 Séquence des événements et actions à entreprendre pour la mise sur pied du groupe interministériel

- . Annonce publique de la démarche gouvernementale par le ministre délégué aux Affaires autochtones;
- . Participation du ministre à la prochaine réunion des coordonnateurs pour leur expliquer les étapes de la démarche. Appel à la collaboration de tous et, plus particulièrement, de ceux qui seront pressentis pour participer au groupe de travail;
- . Lettre du secrétaire général associé du SAA aux sous-ministres concernés;
- . Première réunion du groupe interministériel et séances intensives de travail. (25 et 26 février)

3.5 Responsabilités et actions du Secrétariat aux Affaires autochtones

3.5.1 Aspect intellectuel:

- . Support technique et collaboration à l'annonce publique de cette démarche gouvernementale;
- . Lettre du secrétaire associé du SAA aux sous-ministres concernés;
- . Proposition et établissement du cadre de fonctionnement du groupe interministériel:
 - . présidence et secrétariat du groupe;
 - . cadre des réunions;
 - . lieu des réunions;
 - . fréquence des réunions;
 - . grands thèmes à développer
 - . partage des tâches;
- . Préparation d'une documentation d'information pour les coordonnateurs membres du groupe de travail:

- . textes de base et pertinents du gouvernement du Québec;
 - . fondements;
 - . Notes aux comités ministériels permanents;
 - . Mémoires aux Conseil des ministres;
 - . etc.
- . textes de référence venant d'autres gouvernements ou autres;
 - . documents du MAINC;
 - . Loi sur l'autonomie gouvernementals de la bande indienne sechelte (C.B.)
 - . Déclaration du 17 décembre 1990, à la Législature de l'Ontario, du ministre responsable des affaires autochtones de cette province;
- . Préparation de la réunion de lancement de l'opération:
 - . Convocation des participants;
 - . Etablissement de l'ordre du jour de la réunion;

3.5.2 Aspect logistique:

- . Organisation de la réunion de lancement de l'opération:
 - . Choix du lieu
 - . Réservation des locaux
 - . Réservation des chambres et repas

4. Consultations informelles des leaders autochtones et des représentants du milieu

Cette partie de la démarche est assumée par le Cabinet du ministre délégué aux Affaires autochtones. Ces consultations pourraient se dérouler durant toutes les phases de la démarche gouvernementale, avec certains moments forts soigneusement planifiés. Leur planification devra être souple et tenir compte du type des personnalités à contacter, des sujets chauds qui auront cours à ce moment-là et de l'évolution du dossier. Elles pourraient

prendre la forme de lunches, de petits déjeuners, de rencontres informelles, avec des individus ou des petits groupes. Une attention particulière doit être portée à la consultation du plus vaste éventail possible d'Autochtones afin de les associer étroitement à toutes les phases de l'élaboration de la politique. Le rôle du SAA en fonction des consultations informelles en est essentiellement un de support.

4.1 Contribution du Secrétariat aux Affaires autochtones

4.1.1 Participation à l'identification d'intervenants possibles que pourrait consulter le ministre:

- . Leaders autochtones:
 - . personnalités de prestige autochtones (politiques, artistiques, sportives, anciens, leaders d'opinion);
 - . leaders des grands organismes et associations autochtones;
 - . chefs de bandes;
 - . experts autochtones (universitaires, hommes d'affaires, professionnels, etc.)
- . Organismes du milieu:
 - . représentants de municipalités, de municipalités régionales de comté, de conseil régionaux de développement des régions où il y a une forte concentration d'Autochtones y résidant;
 - . députés de l'Assemblée nationale des comtés à forte présence autochtone;
 - . représentants d'associations de chasse et de pêche; d'organisme de loisir, etc.
 - . organismes locaux et associations locales (chambres de commerces, clubs sociaux;
- . Leaders d'opinion
 - . représentants de grands organismes professionnels, de groupes de pression, d'organisations démocratiques ou défense de droits;
 - . leaders d'opinion (éditorialistes de grands quotidiens ou journalistes spécialisés, syndicalistes, représentants du milieu des affaires)

- experts (amérindianistes, avocats spécialisés, universitaires, fonctionnaires spécialisés à leur retraite, etc.)

4.1.2 Participation à la confection du calendrier de ces rencontres informelles;

• Moments à privilégier:

- immédiatement après le lancement public;
- juste avant, pendant et après les colloques régionaux;
- durant la rédaction du document d'orientation;
- juste avant, pendant et après la RENCONTRE;
- avant l'éventuelle commission parlementaire;

4.1.3 Participation à la préparation de la documentation pertinente pour ces consultations informelles;

• En fonction:

- des personnalités ou petits groupes rencontrés;
- des sujets à discuter;
- des nations ou régions concernées;

5. Tenue de colloques régionaux

Cette étape permettra une première consultation et une première participation publiques. Il est donc capital qu'elle soit soigneusement préparée et cela dans toutes ses facettes. De son bon déroulement, de son sérieux et de sa crédibilité dépend en grande partie le succès des étapes subséquentes.

Il sera essentiel d'obtenir une vaste participation des Autochtones et de leurs organismes des régions concernées, ainsi que des organismes autochtones centraux. Il faudra aussi assurer une bonne représentation des autres Québécois et des organismes locaux, de façon à ce que le dialogue soit franc et ouvert, que de bons échanges soient possibles et que les rapports de force soient justes et équilibrés.

Il conviendrait d'étudier la pertinence de faire appel, à cette étape, à des animateurs d'ateliers ou de plénières qui soient des professionnels en la matière, qui jouissent du respect de tous les intervenants.

Il faudra porter une attention particulière au calendrier de ces colloques. Il faudra aussi s'assurer que les endroits choisis soient suffisamment faciles d'accès pour permettre à toutes les nations autochtones de pouvoir, sans difficultés majeures, participer à ces réunions. Il y aurait lieu d'examiner la possibilité d'offrir un certain soutien financier aux organismes autochtones et aux bandes qui devraient encourir des frais de participation trop élevés.

5.1 Responsabilités et actions du Secrétariat aux Affaires autochtones

5.1.1 Aspect intellectuel:

- . Relations entre le secrétaire général associé du SAA et ses homologues des ministères et organismes pour s'assurer de leur collaboration;
- . Préparation et proposition de scénarios
 - . d'un calendrier des colloques régionaux;
 - . de différents sites possibles;
- . Préparation de la documentation et des dossiers généraux devant servir à tous les colloques régionaux;
- . Préparation de la documentation et des dossiers spécifiques à chacune des régions visées;
 - . bref aperçu des contextes sociaux, économiques, culturels, politiques et administratifs de la région;
 - . analyse des contextes sociaux, économiques, culturels, politiques et administratifs des Autochtones concernés;
 - . dossiers chauds de la région;
 - . bref aperçu des relations Autochtones/non-autochtones de la région;
- . Préparation de l'ordre du jour des colloques;
- . Responsabilité de l'organisation et du déroulement de ces colloques;
 - . Secrétariat;
 - . Collaboration et contribution interministérielles;

- . Rédaction des rapports et comptes rendus;
- . Interprétation simultanée et traduction lorsque nécessaires;
- . Elaboration et proposition d'une liste de coordonnateurs et de fonctionnaires en région susceptibles de prendre part aux colloques régionaux;
- . Elaboration et proposition d'une liste de personnalités susceptibles d'agir, le cas échéant, à titre d'animateurs d'atelier ou de modérateurs d'assemblée.
- . Elaboration, proposition et responsabilité d'un plan de communication spécifique aux colloques régionaux; (avant, pendant et après);

5.1.2 Aspect logistique:

- . Organisation physique de chacun des colloques:
 - . Confection d'une liste de villes ou de communautés susceptibles d'accueillir chacun des colloques régionaux;
 - . Inventaire des possibilités d'accueil et réservation des locaux nécessaires aux colloques;
 - . secrétariat;
 - . matériel nécessaire;
 - . papeterie;
 - . etc.
 - . salle de presse;
 - . équipement électronique;
 - . salles pour les ateliers;
 - . microphones;
 - . salle pour les plénières;
 - . microphones;
 - . interprétation simultanée;
 - . Réservation des facilités hôtelières;
 - . chambres;
 - . salle de repas communs;
 - . etc.

- . Organisation des repas communs;
 - . choix des menus;
 - . pauses de santé;
- . Organisation des transports s'il y a lieu;

5.1.3 Confection et proposition d'une liste de participants potentiels pour chacun des colloques et le cas échéant, invitation au nom du gouvernement:

- . Chez les Autochtones:
 - . les nations présentes dans la région;
 - . chacune des communautés de la régions: les conseils de bande et les individus;
 - . leaders des organismes locaux et les associations locales;
 - . les grands organismes et les grandes associations à l'échelle du Québec;
 - . personnalités de prestige autochtones (politiques, artistiques, sportives, anciens, leaders d'opinion);
 - . experts autochtones (universitaires, hommes d'affaires, professionnels, etc.)
- . Organismes du milieu:
 - . représentants des municipalités, des municipalités régionales de comté, du conseil régional de développement (CRD) de la région;
 - . représentants d'associations de chasse et de pêche; d'organisme de loisir, etc.
 - . organismes locaux et associations locales (chambres de commerces, clubs sociaux;
- . Leaders d'opinion
 - . députés de l'Assemblée nationale du comté et des comtés limitrophes;
 - . représentants des organismes professionnels régionaux, de groupes de pression, d'organisations démocratiques ou défense de droits;

experts (amérindianistes, avocats spécialisés, universitaires, fonctionnaires spécialisés à leur retraite, etc.) et personnalités régionales;

6. Préparation d'un document d'orientation

Ce sujet a été traité la page 2 du présent plan de travail, à l'article 3.2.2.

7. RENCONTRE (sommet autochtones - gouvernement - organismes)

Il s'agit de la deuxième phase de consultation et de participation publiques. Cette phase est encore plus cruciale que celle des colloques régionaux parce qu'elle a une dimension nationale. Comme l'issue de la présente démarche gouvernementale à l'égard des Autochtones repose en grande partie sur cette étape et parce qu'il est possible que les médias québécois et canadiens lui accorde une place importante, il est primordial que la RENCONTRE soit planifiée de longue main et préparée à fond et qu'elle se déroule à la satisfaction de tous les intervenants.

Le climat des relations et de la collaboration Autochtones/gouvernement du Québec au cours des étapes précédentes et celui qui prévaudra à ce moment auront des conséquences directes sur les résultats de cette étape. Cette considération met une fois de plus l'accent sur la nécessité d'associer étroitement les Autochtones à l'ensemble de la démarche du gouvernement du Québec visant l'élaboration de la politique globale. Il y aurait lieu d'examiner la possibilité d'offrir un certain soutien financier aux organismes autochtones et aux bandes qui devraient encourir des frais de participation trop élevés.

Il faudrait aussi étudier et évaluer différents scénarios de participation du gouvernement fédéral à la RENCONTRE. Bien qu'il s'agisse de la préparation d'une politique du gouvernement du Québec, à cause de ses liens particuliers avec les Autochtones, il serait illusoire de croire que cette opération puisse se faire sans ce partenaire, même s'il n'y vient qu'à titre d'observateur.

7.1 Responsabilités et actions du Secrétariat aux Affaires autochtones

7.1.1 Aspect intellectuel:

Relations entre le secrétaire général associé du SAA et ses homologues des ministères et organismes pour s'assurer de leur collaboration;

Préparation et proposition de scénarios:

de dates possibles;

- . de différentes villes possibles, avec les avantages et les inconvénients de chacun des choix proposés;
- . de durée et de formats de la RENCONTRE;
- . Production de la documentation et des dossiers généraux ou spécifiques complémentaires qui seront nécessaires à la RENCONTRE ou à sa préparation (outre le document d'orientation qui sera l'objet de ce grand colloque);
- . aperçu et analyse des contextes sociaux, économiques, culturels, politiques et administratifs des Autochtones du Québec;
- . s'il y a lieu, dossiers relatifs aux sujets les plus objets de controverses;
- . Préparation et proposition de l'ordre du jour de la RENCONTRE;
- . Relations avec les intervenants non gouvernementaux concernant les divers aspects de la préparation, de la participation et du déroulement de la RENCONTRE;
- . Responsabilité de l'organisation et du déroulement de la RENCONTRE;
 - . Secrétariat;
 - . Collaboration et contribution interministérielles;
 - . Rédaction des rapports et comptes rendus;
 - . Interprétation simultanée et traduction;
- . Elaboration et proposition de la liste de des fonctionnaires susceptibles de prendre part à la RENCONTRE;
- . Elaboration et proposition d'une liste de personnalités susceptibles d'agir, le cas échéant, à titre d'animateurs d'atelier ou de modérateurs d'assemblée.
- . Elaboration, proposition et responsabilité d'un plan de communication spécifique à la RENCONTRE (avant, pendant et après);

7.1.2 Aspect logistique:

- . Inventaire et propositions des différents complexes hôteliers offrant des capacités d'accueil adéquates pour la tenue de la RENCONTRE;
- . Location des salles nécessaires à la bonne marche de la RENCONTRE;
 - . secrétariat;
 - . matériel nécessaire;
 - . papeterie;
 - . etc.
 - . salle de presse;
 - . é q u i p e m e n t électronique;
 - . salles pour les ateliers;
 - . microphones;
 - . salle pour les plénières;
 - . microphones;
 - . interprétation simultanée;
- . Réservation des facilités hôtelières;
 - . chambres;
 - . salle de repas communs;
 - . etc.
- . Organisation des repas communs;
 - . choix des menus;
 - . pauses de santé;
- . Organisation des transports s'il y a lieu;

7.1.3

Confection et proposition d'une liste de participants potentiels pour la RENCONTRE et, le cas échéant, préparation des invitations au nom du gouvernement:

- . Chez les Autochtones:
 - . les nations autochtones du Québec;
 - . chacune des communautés, les conseils de bande et les conseils de villages nordiques;

- . leaders des organismes locaux et les associations locales;
- . les grands organismes et les grandes associations à l'échelle du Québec;
- . personnalités de prestige autochtones (politiques, artistiques, sportives, anciens, leaders d'opinion);
- . experts autochtones (universitaires, hommes d'affaires, professionnels, etc.)

Organismes du milieu:

- . représentants des municipalités, des municipalités régionales de comté, des conseils régionaux de développement (CRD) et des conférences administratives régionales des régions concernées;
- . représentants d'associations de chasse et de pêche; d'organisme de loisir, etc.
- . organismes démocratiques, professionnels, groupements de gens d'affaires et associations les plus susceptibles d'être intéressés par les questions autochtones;

Leaders d'opinion

- . députés de l'Assemblée nationale, particulièrement ceux dont les comtés sont à forte densité autochtone;
- . représentants des organismes professionnels, de groupes de pression, d'organisations démocratiques ou défense de droits;
- . experts (amérindianistes, avocats spécialisés, universitaires, fonctionnaires spécialisés à leur retraite, etc.) et personnalités diverses préoccupées par les questions autochtones;

8. Elaboration d'une politique gouvernementale

Suite aux étapes précédentes, aux nombreuses discussions et rencontres avec une large représentation d'Autochtones du Québec, aux grandes orientations et aux recommandations qui se sont dégagées des colloques régionaux et de la RENCONTRE, aux avis que lui ont soumis divers experts, le ministre délégué aux affaires autochtones entreprend, avec la collaboration des ministères concernés, la préparation de la politique gouvernementale en matière autochtone.

L'objet de la politique a ceci de particulier que le gouvernement s'adresse à un segment spécifique de la population québécoise, différent de l'ensemble par son caractère ethnique, par sa culture et ses traditions propres, et par sa situation sociale et économique généralement inférieure à la moyenne des autres Québécois.

Cette clientèle est aussi particulière par sa demande de pouvoirs politiques et administratifs qui la rendraient encore plus différente de l'ensemble et qui viendraient diminuer le pouvoir propre de l'Etat québécois sur elle.

La tâche d'élaborer la politique gouvernementale est donc délicate. Elle doit, à la fois, se faire dans le cadre de sa propre juridiction, répondre aux aspirations et aux besoins des Autochtones de façon juste et adéquate, et tenir compte de limites infranchissables que le gouvernement doit observer pour la protection de son pouvoir légitime et son intégrité juridique, politique et territoriale.

Même s'il est tôt pour présumer ce que serait cette politique, on peut déjà avancer quelques idées maîtresses.

8.1 Différents thèmes et éléments possibles

- Le gouvernement du Québec et les Autochtones: Aperçu historique
- Les Responsabilités de l'Etat
 - Intégration des différentes composantes de la société québécoise
 - Protection des caractères distinctifs des composantes
- Le gouvernement du Québec et les Autochtones: Situation actuelle
- Le gouvernement du Québec et les Autochtones: Un nouveau contrat social
 - Rôle du gouvernement
 - Autonomie des Autochtones
 - Revendications territoriales
 - Accès aux ressources

- . Développement économique
- . Arrangements financiers
- . Politique sectorielle

9. Commission parlementaire ou autre

Selon les circonstances, il pourrait y avoir une commission parlementaire ou autre forme de forum public pour avaliser la politique gouvernementale en matière autochtone. Le niveau de participation du Secrétariat aux Affaires autochtones à cette étape dépendra des besoins et de la formule retenue.

Catherine-Ann H. Gauthier
Affaires juridiques et
développement des politiques

Secrétariat aux Affaires autochtones
Le 11 février 1991